

UNAWIR

HAC- ECOLOS, COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
REPORTS

28 JUNE 1994 -18 JAN 1995

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
RH/WG MAY 2009

UN ARCHIVES

SERIES	<u>51062</u>
BOX	<u>27</u>
FILE	<u>1</u>
ACC.	<u>1998/0202</u>

UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS
FIELD OPERATION IN RWANDA

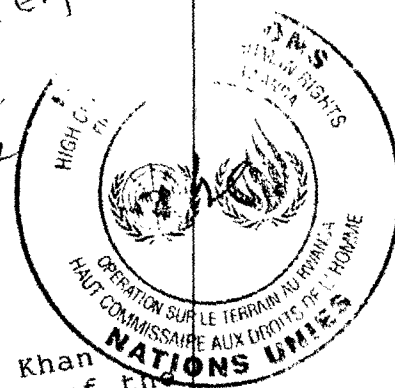


NATIONS UNIES
HAUT COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME
OPERATION SUR LE TERRAIN AU RWANDA

With the compliments
of the Chief, Human Rights Field Operation in Rwanda

Avec les compliments
du Chef, de l'Operation des Droits de l'Homme sur le Terrain au Rwanda

Seen, and I want also
like to see it in English.
See
152
JSE



Ambassador Shaharyar Khan
Special Representative of the
Secretary General
UNAMIR
Kigali



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/71
18 janvier 1995

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda présenté par
M. René Degni-Séqui, Rapporteur spécial de la Commission des droits
de l'homme, en application du paragraphe 20 de la résolution S-3/1
du 25 mai 1994

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION	1 - 3	3
I. LES VIOLATIONS COMMISES PENDANT LES HOSTILITES	4 - 27	3
A. Les massacres	5 - 11	4
1. Leur ampleur	6 - 8	4
2. Leur programmation	9	4
3. Leur atrocité	10 - 11	4

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragrap</u> hes	<u>Page</u>
B. Les atteintes aux droits de l'homme	12 - 27	5
1. La nature	13 - 21	5
2. Les causes	22 - 25	6
3. Les auteurs	26 - 27	7
II. LES VIOLATIONS COMMISES APRES LES HOSTILITES	28 - 48	8
A. L'insécurité au Rwanda	29 - 35	8
1. Les atteintes aux droits de l'homme	30 - 33	8
2. Des solutions insuffisantes	34 - 35	9
B. Le sort des réfugiés et des "déplacés"	36 - 48	9
1. L'exode des Rwandais	37 - 42	9
2. Le retour des réfugiés et des "déplacés"	43 - 48	10
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	49 - 51	11

Introduction

1. Conformément au mandat qui lui a été confié par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1994 S-3/1 du 25 mai 1994, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Rwanda s'est rendu à trois reprises dans ce pays et dans les Etats voisins; ces missions étaient destinées respectivement :

a) La première (9-20 juin 1994), comme lui faisait obligation la Commission, à se "rendre immédiatement au Rwanda" et à "faire rapport d'urgence" à ses membres en présentant un rapport préliminaire dans un délai de quatre semaines à compter de l'adoption de la résolution. Ce rapport a été diffusé le 28 juin 1994 sous la cote E/CN.4/1995/7 et Corr.1;

b) La deuxième (28-31 juillet 1994), à s'enquérir de la situation qui prévalait au Rwanda à la suite de la victoire du Front patriotique rwandais (FPR) et à s'assurer que des représailles n'allaient pas être exercées contre les Hutus. Le rapport du 12 août 1994 porte la cote E/CN.4/1995/12;

c) La troisième (16-25 octobre 1994), à compléter, préciser et actualiser les renseignements contenus dans les deux premiers rapports. Le rapport a été soumis le 11 novembre 1994 sous la cote E/CN.4/1995/70.

Le présent rapport se veut une synthèse des renseignements contenus dans les trois rapports précédents.

2. Le Rapporteur spécial voudrait ici renouveler ses sincères remerciements à toutes les personnalités nationales et étrangères ainsi qu'aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui l'ont soutenu dans la réalisation de ces trois missions. Ses remerciements s'adressent tout particulièrement au Centre pour les droits de l'homme et à la Commission d'experts sur le Rwanda pour l'aide qui lui a été fournie par le premier, en vue de faciliter son travail, et pour la coopération dont il a bénéficié de la seconde dans l'accomplissement de sa mission.

3. Il ressort de ces différentes missions et des enquêtes effectuées que le Rwanda a été et demeure le théâtre de violations graves des droits de l'homme. Il importe cependant de nuancer ce constat en distinguant selon que ces violations ont été commises pendant ou après les hostilités.

I. LES VIOLATIONS COMMISES PENDANT LES HOSTILITES

4. Survenu le 6 avril 1994 dans une situation sociale et politique déjà tendue et explosive, l'attentat qui a coûté la vie au Président de la République rwandaise, Juvénal Habyarimana, au Président de la République burundaise, Cyprien Ntayamira et à plusieurs personnes de leur entourage, constitue sans conteste l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, déclenchant les massacres de civils. Ces massacres seront suivis du conflit armé entre les forces gouvernementales et l'Armée patriotique rwandaise. Les hostilités et tout particulièrement les massacres engendreront des atteintes aux droits de l'homme.

A. Les massacres

5. Certes, le peuple rwandais a connu plusieurs massacres, mais ceux qui ont été perpétrés pendant les hostilités sont sans précédent dans l'histoire de ce pays. Ils se singularisent en effet à la fois par leur ampleur, leur programmation et leur atrocité.

1. Leur ampleur

6. Les massacres ont revêtu une ampleur inégalée tant dans l'espace que le temps, car ils se sont répandus comme une trainée de poudre sur l'ensemble du territoire rwandais depuis le 6 avril jusqu'à la fin des hostilités et même au-delà.

7. Si ces massacres sont le fait des deux parties belligérantes, mêlant la guerre civile aux crimes crapuleux, ils sont de loin davantage le fait du gouvernement intérimaire que du Front patriotique.

8. Le bilan est des plus catastrophiques : en plus de la destruction massive des biens et des cultures, la perte en vies humaines est extrêmement lourde, pouvant atteindre le million.

2. Leur programmation

9. La programmation des massacres ne semble guère faire de doute à ce jour. Elle procède d'un faisceau d'indices concordants voire de quelques preuves que sont :

a) La campagne d'exhortation à l'extermination des Tutsis orchestrée tant par les pouvoirs publics que les médias dont la Radio Télévision Libre des Milles Collines (RTLM). Il existe plusieurs cassettes audio portant sur des émissions de Radio Rwanda et de la RTLM disponibles au Centre des droits de l'homme;

b) La distribution d'armes aux populations civiles et tout particulièrement aux miliciens ;

c) La célérité exceptionnelle qui a marqué le début des activités : des barrages étaient dressés dans tout Kigali 30 à 45 minutes seulement après l'attentat et avant même que la nouvelle n'ait été annoncée par la radio;

d) Les tris opérés aux barrages par les miliciens et militaires et les listes dressées par les pouvoirs publics visant à identifier les Tutsis pour les exécuter aussitôt.

3. Leur atrocité

10. Les atrocités se révèlent davantage dans la manière de donner la mort aux Tutsis : ceux-ci sont le plus souvent exécutés à l'arme blanche; ils sont frappés à coups de machette, de hache, de gourdin, de barre de fer ... jusqu'à ce que mort s'ensuive.

11. De plus, ces massacres sont systématiques, n'épargnant personne, même pas les bébés. Et les victimes sont pourchassées jusque dans leur dernier retranchement : orphelinats, hôpitaux et églises.

B. Les atteintes aux droits de l'homme

12. Les hostilités ont engendré des violations graves, massives et systématiques des droits de l'homme dont il importe d'analyser la nature, les causes et les auteurs.

1. La nature

13. Les faits incriminés revêtent une triple nature : le génocide des Tutsis, l'assassinat des Hutus et d'autres violations des droits de l'homme.

a) Le génocide des Tutsis

14. De la définition du crime de génocide donnée à l'article II de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 (voir E/CN.4/1995/7, par. 44), il ressort trois éléments constitutifs de ce crime qu'on pourrait ainsi schématiser : un acte criminel, "commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie", un groupe donné et visé "comme tel".

15. La première condition ne semble pas faire de doute eu égard aux massacres perpétrés et même aux traitements cruels, inhumains et dégradants infligés. La seconde n'est pas davantage difficile à remplir, car l'intention claire et non équivoque se trouve bien contenue dans les appels incessants au meurtre lancés par les médias (en particulier la RTLM) et transcrits dans les tracts. Et si ce n'était le cas, l'intention aurait pu être déduite des faits eux-mêmes, à partir d'un faisceau d'indices concordants : préparation des massacres (distribution d'armes à feu et entraînement des miliciens), nombre de Tutsis tués, et résultat de la poursuite d'une politique de destruction des Tutsis. La troisième condition qui exige que le groupe ethnique soit visé comme tel pose en revanche problème en raison de ce que les Tutsis ne sont pas les seules victimes des massacres, les Hutus modérés n'étant pas épargnés. Mais le problème n'est qu'apparent, et ce, pour deux raisons : d'abord, nombre de témoignages révèlent que les tris opérés aux barrages pour la vérification des identités visent essentiellement les Tutsis. Ensuite et surtout, l'ennemi principal, assimilé au FPR, reste le Tutsi qui est l'inyenzi, c'est-à-dire le "cafard" à écraser à tout prix. Le Hutu modéré n'est que le partisan de l'ennemi principal, et il n'est visé qu'en tant que traître à son groupe auquel il ose s'opposer.

16. Les conditions prescrites par la Convention de 1948 sont ainsi réunies et le Rwanda, y ayant accédé le 16 avril 1976, est tenu d'en respecter les principes qui se seraient imposés même en dehors de tout lien conventionnel, lesdits principes ayant acquis valeur coutumière. De l'avis du Rapporteur spécial, la qualification de génocide doit être d'ores et déjà retenue en ce qui concerne les Tutsis. Il en va différemment de l'assassinat de Hutus.

b) L'assassinat des Hutus

17. Les massacres n'ont pas épargné les membres du groupe ethnique hutu qui, eux, ne sont pas visés comme tels, mais pour des raisons politiques.

18. D'un côté, les Hutus dits modérés, auxquels, par extension, on associe certains étrangers, ont été massacrés par les miliciens de l'équipe gouvernementale pour s'être associés à l'ennemi principal, trahissant ainsi leur groupe ethnique. Les victimes sont principalement les militants des droits de l'homme et les opposants politiques.

19. De l'autre côté, les Hutus dits extrémistes, et tout particulièrement les miliciens, sont exécutés par l'Armée patriotique rwandaise dans la zone contrôlée par le Front patriotique rwandais, notamment pour avoir trempé dans les massacres.

20. Ces actes constituent des assassinats, plus particulièrement des assassinats politiques, qui portent atteinte au droit à la vie qui est un droit fondamental consacré par certaines conventions qui lient le Rwanda.

c) Autres violations

21. Un certain nombre d'autres droits assez diversifiés, mais non moins importants, ont également fait l'objet de violations graves de la part des parties au conflit. On mentionnera :

a) Le droit à l'intégrité physique et morale qui interdit la torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants;

b) Le droit international humanitaire eu égard aux meurtres, assassinats politiques, exécutions des otages et autres actes inhumains qui constituent des crimes qui heurtent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949;

c) D'autres droits violés qui s'apparentent à des crimes contre l'humanité en raison des assassinats et autres actes inhumains commis contre les populations civiles, ainsi que les persécutions pour des motifs politiques liés aux violations graves du droit international humanitaire applicable aux conflits armés.

2. Les causes

22. Les causes des hostilités, plus particulièrement les massacres, relèvent de divers ordres : économiques, politiques, sociaux et culturels. On peut en retenir trois qui sont immédiatement perceptibles et significatifs de la situation rwandaise : le refus de l'alternance politique, l'incitation à la haine raciale et l'impunité.

a) Le refus de l'alternance politique

23. Le refus de l'alternance politique, qui caractérise l'Afrique noire francophone en général, prend une allure particulière au Rwanda avec une forte coloration ethnique. En fait, l'enjeu des événements qui se déroulent dans le pays n'est pas ethnique mais plutôt politique : c'est la conquête du pouvoir

politique ou, plus précisément, le maintien au pouvoir des représentants d'un groupe ethnique, autrefois dominé; ceux-ci usent de tous les moyens et principalement de l'élimination du groupe ethnique adverse et de ceux de leur propre groupe qui leur sont politiquement opposés. De ce point de vue, l'image précitée de l'ennemi principal et de son partisan est assez révélatrice (voir par. 15). La résistance aux Accords de paix d'Arusha du 4 août 1993 en est un signe tendant même à attester le refus d'un simple partage du pouvoir politique ou de la simple cohabitation politique.

b) L'incitation à la haine ethnique et à la violence

24. L'incitation à la haine ethnique et à la violence a fait l'objet de beaucoup de commentaires pour qu'on s'y attarde. On se bornera simplement à souligner qu'à la différence des événements antérieurs au 6 avril, les pouvoirs publics se sont ouvertement impliqués dans la perpétration des massacres des Tutsis en donnant des ordres clairs et non équivoques : c'est le cas, semble-t-il, du Président du gouvernement intérimaire Sindikubwabo, qui, dans un discours prononcé à Butaré le 19 avril 1994, a exhorté la population à "travailler" au sens rwandais du terme en usant de leurs machettes et haches...

c) L'impunité

25. Tout comme l'incitation au meurtre, l'impunité est une cause récurrente des massacres. Les grands criminels, auteurs des massacres précédents, qu'ils soient civils ou militaires, quoique connus de tous, n'ont fait l'objet d'aucune poursuite. Bien au contraire, certains ont bénéficié de promotions tandis que les personnes qui se montraient humaines et refusaient de se salir les mains étaient limogées.

3. Les auteurs

26. S'il n'a pas été possible d'identifier nommément tous les responsables des atrocités, on est néanmoins en mesure de retenir d'ores et déjà, au niveau des personnes morales ou des organes impliqués, les responsabilités :

a) Des organes de l'Etat rwandais, et tout particulièrement des hauts cadres politiques au niveau national, tels que certains ministres; des différentes composantes des forces de sécurité gouvernementales, telles que la garde présidentielle, les forces armées rwandaises et la gendarmerie; et de certaines autorités locales, préfets et bourgmestres;

b) Des organes du FPR, notamment les responsables de ses activités militaires;

c) De personnes privées telles que les miliciens, les responsables de partis politiques extrémistes (le Mouvement républicain national du développement et de la démocratie - MRND - et la Coalition pour la défense de la République - CDR -) ou les fondateurs et les animateurs de la RTLM;

d) De certains Etats étrangers compte tenu de leur ingérence dans la vie politique du Rwanda qui reste à clarifier;

e) De la communauté internationale, et, en particulier, des Nations Unies dont la réponse aux besoins urgents de la population, notamment en matière de sécurité et d'assistance humanitaire, mérite également d'être clarifiée.

27. Les principaux auteurs des massacres ont poursuivi sans désemparer leurs actes après les hostilités.

II. LES VIOLATIONS COMMISES APRES LES HOSTILITES

28. Cette seconde série de violations des droits de l'homme est, à la vérité, intervenue pendant les hostilités pour leur survivre. Elle comporte deux sources distinctes : l'insécurité au Rwanda et le sort des réfugiés et des déplacés.

A. L'insécurité au Rwanda

29. Génocide et représailles se trouvent, au Rwanda, en relation dialectique : celui-là semble irrésistiblement attirer celles-ci. Dans les villes du Rwanda, qui retrouvent progressivement leurs populations et leurs activités, on pleure les morts tout en se réjouissant de retrouver un parent ou un ami. Mais la première préoccupation des victimes, profondément traumatisées, semble être de loin celle de savoir si les auteurs du génocide seront jugés et punis. Toutefois, en attendant la mise sur pied de la juridiction internationale, l'on n'hésite pas à se faire justice. Il s'ensuit des atteintes graves aux droits de l'homme dont les solutions envisagées restent insuffisantes.

1. Les atteintes aux droits de l'homme

30. L'insécurité, qui connaît une recrudescence au Rwanda, est une source de violations des droits de l'homme. Celles-ci s'analysent en des atteintes graves au droit de propriété, au droit à la sûreté personnelle et au droit à la vie.

a) Les atteintes au droit de propriété

31. Elles consistent, pour de nombreux réfugiés de retour au Rwanda, surtout ceux de l'ancienne diaspora tutsie, à occuper illégalement des maisons et terres abandonnées par leurs propriétaires en fuite. Et, lorsque ceux-ci, pour la plupart des Hutus, reviennent et revendiquent leurs droits, un conflit naît qui se résout, souvent, par la violence.

b) Les atteintes au droit à la sûreté personnelle

32. Elles se manifestent principalement par des arrestations et des détentions arbitraires. Les prisons rwandaises sont pleines de personnes qui attendent d'être jugées pour génocide. Il n'est pas décerné de mandat d'arrêt ou d'amener et les prévenus restent dans les centres de détention bien au-delà du délai légal de la garde à vue. Pis encore, ceux qui sont libérés par l'autorité judiciaire sont de nouveau arrêtés et détenus dans les casernes par l'autorité militaire.

c) Les atteintes au droit à la vie

33. Elles procèdent de plusieurs cas de disparitions de personnes et d'exécutions sommaires, voire de massacres de Hutus. Le gouvernement reconnaît lui-même que des militaires, dont des officiers, ont participé à ces massacres.

2. Des solutions insuffisantes

34. L'ensemble des actes commis s'apparente à des représailles exercées par les victimes du génocide. Pour mettre un terme à ces violations, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures qui restent de loin insuffisantes :

a) Les mesures de déguerpissement ne sont pas souvent respectées et le gouvernement ne dispose pas de moyens pour construire de nouveaux logements et distribuer des terres;

b) La quasi-absence d'une véritable administration d'Etat ajoute à la difficulté;

c) Certes, plus d'une centaine de militaires ont été arrêtés, mais l'indiscipline qui semble régner dans l'armée ne peut faciliter la tâche.

35. Dans l'ensemble, les mesures prises ne peuvent à elles seules contribuer à calmer la colère et à contenir la volonté déterminée des populations de se venger, et ce aussi longtemps que les auteurs présumés ne seront pas poursuivis et jugés et qu'ils circuleront en toute liberté dans certains pays et dans les camps des réfugiés.

B. Le sort des réfugiés et des "déplacés"

36. Les hostilités ont provoqué un exode sans précédent dans l'histoire du Rwanda qui pose le problème délicat du retour des réfugiés et des "déplacés".

1. L'exode des Rwandais

37. L'exode résultant des hostilités est d'autant plus impressionnant qu'il revêt un double aspect, l'un interne, se rapportant aux "déplacés", et l'autre externe, visant les réfugiés.

a) Les "déplacés"

38. La guerre, et surtout les massacres, ont entraîné des mouvements massifs de populations à l'intérieur même du pays. Plus de deux millions de personnes, fuyant les hostilités, avaient quitté leurs collines pour d'autres régions où elles se sentaient plus en sécurité. Certaines se déplaçaient sans cesse sur les collines, tandis que d'autres étaient cantonnées dans des centres ou camps dits de déplacés, toutes menant une existence des plus pénibles, dominée par une insécurité totale : physique, morale, alimentaire et sanitaire.

39. Mais à mesure que les combats s'approchaient, les camps étaient libérés lorsque leurs occupants n'étaient pas purement et simplement massacrés en partie ou en totalité. Toutefois, un grand nombre a pu fuir pour s'établir dans le Sud-Ouest du pays, dans l'ancienne zone de l'opération Turquoise, n'ayant pas franchi la frontière zaïroise.

b) Les réfugiés

40. Les hostilités ont également amené beaucoup d'autres Rwandais à quitter leur pays pour se réfugier dans les Etats voisins : Zaïre, Tanzanie, Burundi et Ouganda. En fait, la situation des réfugiés est allée en se détériorant.

41. Au début des événements, ce sont surtout les massacres qui ont conduit plusieurs milliers de Rwandais, plus particulièrement des Tutsis, à s'exiler. Le nombre total de réfugiés s'élevait à l'époque à près d'un million de personnes. La Tanzanie abritait le plus grand nombre de réfugiés, estimé à 410 000, dont 330 000 dans le seul camp de Benaco. Ce flux important de réfugiés était déjà à l'époque un risque de déstabilisation politique pour les Etats voisins : surpopulation, transposition de tensions politico-ethniques et insécurité.

42. Vers la fin des hostilités, ce sont des millions de personnes, tout particulièrement des Hutus qui, fuyant l'avancée victorieuse de l'armée du FPR, ont déferlé en enfonçant pour s'y réfugier, les portes des Etats frontaliers, tout particulièrement celles du Zaïre. A la fin de juillet 1994, le rythme des arrivées pour Goma oscillait entre 12 et 20 000 à l'heure et, à cette date, le nombre des réfugiés était estimé à 2,5 millions avec 1,2 million pour Goma seule. La ville zaïroise, base-arrière de l'opération Turquoise était ainsi devenue le premier centre d'accueil des réfugiés, surclassant en cela le camp de Benaco en Tanzanie. La surpopulation de Goma, dans des conditions précaires d'existence, contenait les germes d'un drame humain qui la singularisait. Les conséquences étaient en effet prévisibles : à la famine ont succédé une épidémie de choléra et une dysenterie qui ont causé la mort de plusieurs milliers de personnes. En dépit de ces souffrances, les réfugiés hésitent à rentrer dans leur pays, craignant pour leur vie.

2. Le retour des réfugiés et des "déplacés"

43. Le retour au Rwanda et dans leurs collines respectives des réfugiés et des "déplacés" continue également d'être la grande préoccupation de la communauté internationale. Malheureusement, le mouvement de retour, amorcé dès la fin des hostilités, est à l'heure actuelle sinon bloqué du moins ralenti par une forte pression exercée sur les réfugiés et les "déplacés", et ce dans un cadre bien approprié.

a) La forte pression

44. Cette pression s'exprime par la menace permanente que l'ancienne équipe gouvernementale aujourd'hui en exil fait peser sur les candidats au retour. Il ressort en effet de vastes campagnes orchestrées par l'ancienne équipe dirigeante que le retour ne pourra se faire qu'à la suite d'une négociation politique, impliquant amnistie générale ou, à défaut, la reprise de la guerre civile pour reconquérir le pouvoir. Ceux qui ne respecteraient pas les consignes données et qui rentreraient, prendraient le risque d'être les premières cibles en cas de reconquête du pouvoir.

b) Un cadre approprié

45. Le cadre conçu et mis en place pour maintenir la pression et bloquer ainsi des départs volontaires est à la fois institutionnel, politique et administratif.

46. Le cadre institutionnel se ramène à la reconstitution pure et simple des structures politiques et administratives du Rwanda dans les camps. Ce sont les préfectures et les communes et, parfois, les secteurs.

47. L'encadrement des réfugiés et des "déplacés" confère aux auteurs du génocide, par l'intermédiaire de leurs représentants locaux, des pouvoirs importants :

a) Le recensement des arrivées dans les camps leur assure un pouvoir de contrôle non négligeable;

b) La distribution des vivres et autres secours humanitaires met à leur disposition une arme alimentaire dont ils usent et abusent, mettant au pas les récalcitrants et détournant des stocks d'aliments que l'on retrouve en vente sur les marchés des pays d'accueil;

c) La sanction, avec l'exercice d'un droit de vie ou de mort, amène des bourgmestres, des miliciens ou des bandits à imposer la loi des armes, faisant régner dans les camps une insécurité totale et permanente.

48. La solution au problème du retour des réfugiés passe incontestablement, comme l'a envisagé le Secrétaire général des Nations Unies, par la séparation des politiques, c'est-à-dire les anciennes autorités politiques, les militaires et les miliciens, du reste des populations réfugiées et déplacées.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

49. Le Rapporteur spécial voudrait, pour terminer, déplorer la tendance à prendre prétexte de l'insécurité actuelle au Rwanda pour "banaliser" le génocide et justifier l'inaction; se comporter ainsi, c'est prendre l'effet pour la cause. C'est oublier que le génocide est en grande partie à l'origine de l'insécurité.

50. Pour prescrire la médication appropriée au mal rwandais, il paraît indispensable d'établir un diagnostic correct. Sans négliger, loin s'en faut, les violations des droits de l'homme actuelles, il importe de les situer dans leur contexte et de rechercher leurs sources pour tenter de les "tarir" avant qu'il ne soit trop tard. Il convient, en effet, d'agir vite et même très vite, faute de quoi la communauté internationale risque d'assister impuissante à une seconde guerre et à de nouveaux massacres.

51. C'est pour éviter une telle catastrophe que le Rapporteur spécial avait formulé des recommandations dans ses trois rapports, notamment dans le document E/CN.4/1995/70 (chap. IV), dont les suivantes :

- I -

L'Organisation des Nations Unies devrait exiger du Rwanda et des pays d'accueil des réfugiés qu'ils respectent leurs engagements internationaux tout particulièrement ceux découlant des dispositions pertinentes des conventions relatives aux droits de l'homme, aux réfugiés et à l'asile.

- II -

L'Organisation des Nations Unies devrait procéder, dans les meilleurs délais, à :

a) L'entrée en exercice du Tribunal international pour le Rwanda qui a été créé par le Conseil de sécurité (résolution 955(1994) du 8 novembre 1994), ainsi que des tribunaux locaux à créer pour juger les auteurs du génocide afin d'arrêter, à tout le moins réduire, les actes de représailles;

b) La mise sur pied, d'une part, d'une force internationale chargée d'assurer la sécurité dans les camps des réfugiés et des "déplacés", et, d'autre part, de dispositif de rapatriement des réfugiés et "déplacés" dans des conditions idoines de sécurité et de dignité.

- III -

L'Organisation des Nations Unies devrait lancer un appel solennel et pressant aux Etats Membres, tout particulièrement aux grandes puissances et aux Etats africains, pour qu'ils apportent :

a) Une aide substantielle et urgente à la reconstruction de l'Etat rwandais. Cette aide, qui doit revêtir diverses formes et intervenir dans tous les secteurs de l'activité économique, politique, sociale et culturelle, suppose que soit préalablement effectuée une évaluation globale des besoins;

b) Une assistance en personnel de justice et de maintien de l'ordre qui comportera la formation des policiers, gendarmes et magistrats, tout en aidant les magistrats locaux à rendre la justice. Les Nations Unies pourraient, à cet effet, élargir le mandat du Rapporteur spécial à l'assistance technique. Ainsi, une équipe spécialisée d'observateurs aurait en charge la formation des policiers, des magistrats, des avocats et autres auxiliaires de justice et la création d'un barreau en vue de garantir l'indépendance de la magistrature.

- IV -

L'Organisation des Nations Unies devrait, en collaboration avec l'Organisation de l'unité africaine, prendre des initiatives en vue de :

a) Créer les conditions et le cadre d'un dialogue entre les différentes composantes politiques rwandaises de l'intérieur et de l'extérieur. Ce dialogue pourrait jeter les bases d'un règlement politique du conflit qui viendrait se substituer au règlement militaire;

b) Convoquer une conférence internationale sur le Rwanda qui aurait pour but, comme initialement recommandé dans le rapport préliminaire, d'amener les parties au conflit à négocier, de bonne foi et en tenant dûment compte des Accords d'Arusha du 4 août 1993, les conditions de la paix, de la transition démocratique, de la réconciliation et de l'unité nationales.



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/70
11 novembre 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS
LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda soumis par
M. René Degni-Séqui, Rapporteur spécial de la Commission des droits de
l'homme, en application du paragraphe 20 de la résolution S-3/1
du 25 mai 1994

TABLE DES MATIERES

	Paragraphes	Page
INTRODUCTION.....	1 - 4	2 - 3
I. GENOCIDE.....	5 - 21	3 - 6
A. La confirmation des faits.....	6 - 14	3 - 5
B. Le retard accusé par l'enquête.....	15 - 21	5 - 6
II. L'INSECURITE.....	22 - 46	6 - 10
A. Les atteintes au droit de propriété.....	23 - 28	6 - 7
B. Les atteintes à la sûreté personnelle.....	29 - 36	7 - 9
C. Les atteintes au droit à la vie.....	37 - 46	9 - 10
III. LE RETOUR DES REFUGIES ET DES DEPLACES.....	47 - 70	10 - 14
A. Le ralentissement du mouvement de retour.....	48 - 52	10 - 11
B. La prise en otage des réfugiés.....	53 - 64	11 - 13
C. Les nouvelles solutions.....	65 - 70	13 - 14
IV. RECOMMANDATIONS.....	71 - 81	14 - 17
A. La cessation des violations des droits de l'homme.....	72 - 73	15
B. La situation des réfugiés.....	74 - 75	15 - 16
C. L'aide internationale au Rwanda.....	76 - 81	16 - 17

INTRODUCTION

1. Conformément au mandat qui lui a été confié par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution S-3/1 du 25 mai 1994, le Rapporteur spécial s'est rendu au Rwanda pour une troisième visite, du 14 au 25 octobre 1994. Le but de cette visite était d'actualiser, de compléter et de préciser les renseignements contenus dans les deux premiers rapports publiés respectivement le 28 juin 1994 (E/CN.4/1995/7 et Corr.1) et le 12 août 1994 (E/CN.4/1995/12).

2. Au cours de cette visite, le Rapporteur spécial a pu :

a) Se rendre à Kigali, à Kibungo, à Butaré, à Gisenyi et à Cyangugu (Rwanda); à Goma et à Bukavu (Zaire); à Benaco (République-unie de Tanzanie); à Bruxelles et à Paris;

b) Visiter les camps de réfugiés à Goma, à Bukavu et à Benaco, les camps des personnes déplacées à Kibeho, dans l'ex-zone turquoise, la paroisse de Nyarubuye, l'évêché, la paroisse et le petit séminaire de Nyundo, le cimetière de Gisenyi, le village de Chamvuzo et la prison de Kigali;

c) S'entretenir avec :

- i) Des personnalités politiques du Rwanda : M. Paul Kagamé, Vice-Président de la République et Ministre de la défense, M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre, M. Seth Sendashonga, Ministre de l'intérieur, et M. Alphonse-Marie Nkubito, Garde des Sceaux, Ministre de la justice;
- ii) Des personnalités des organismes du système des Nations Unies : M. Shahryar Khan, Représentant spécial du Secrétaire général au Rwanda, le Général-Major Claude Toussignant, Commandant de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR), des représentants du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et du Bureau des Nations Unies pour la situation d'urgence au Rwanda (UNREO);
- iii) Des personnalités étrangères : M. Vandenbroecke, Ministre des affaires étrangères de la Belgique; le Nonce Apostolique; l'Ambassadeur des Etats-Unis à Kigali; le Conseil permanent de la Francophonie, organe de l'Agence de Coopération culturelle et technique, le Chargé d'affaires de Suisse au Rwanda, M. Jean Gol, ancien Ministre d'Etat belge, le professeur Filip Reyntjens, de l'Université d'Anvers (Belgique), maîtres Eric Gillet et Bavo Cool, avocats en Belgique ;
- iv) Des représentants des organisations non gouvernementales et des journalistes rwandais et étrangers (conférence de presse).

3. Le Rapporteur spécial voudrait ici adresser ses sincères remerciements à ces éminentes personnalités. Il voudrait exprimer tout particulièrement sa gratitude au Représentant spécial du Secrétaire général et au Commandant de la MINUAR qui lui ont fourni toute l'assistance nécessaire et facilité ainsi sa visite grâce à leur appui logistique. Il associe à ces remerciements M. William Clarence, Chef de l'Opération droits de l'homme au Rwanda et son équipe d'observateurs des droits de l'homme qui, en dépit des contradictions internes et des difficultés, ont fait preuve de dévouement et de dynamisme.

4. Cette visite sur le terrain a permis au Rapporteur spécial de faire à nouveau le point sur la situation qui prévaut au Rwanda. Il en ressort que ce pays connaît trois préoccupations fondamentales se rapportant au problème du génocide, à celui de l'insécurité et à la question du retour des réfugiés et des déplacés.

I. LE GENOCIDE

5. Les villes du Rwanda retrouvent progressivement, et assez rapidement leurs populations. Elles recouvrent également leurs activités. On pleure les morts, tout en se réjouissant de retrouver un parent, un frère, une soeur, un enfant. La première préoccupation des Rwandais semble être de loin celle de savoir si les auteurs du génocide, ceux qu'on appelle là-bas les "génocidaires", seront jugés et punis. L'on se demande ce que l'Organisation des Nations Unies attend pour mettre sur pied le Tribunal international. Dans cette logique, les langues se délient. Mais si le génocide se confirme, l'enquête, elle, accuse un retard considérable.

A. La confirmation des faits

6. L'enquête effectuée sur le terrain semble de plus en plus confirmer les éléments constitutifs du génocide. Il en va ainsi de la découverte de fosses communes, de l'existence d'indices et de preuves attestant la programmation du massacre des Tutsis et l'identification des principaux responsables.

1. La découverte de fosses communes

7. Les différentes enquêtes ont permis de découvrir plusieurs sites de fosses communes à travers tout le pays. On en trouve une ou deux dans chaque commune. On a pu ainsi dresser une liste provisoire de près d'une cinquantaine de fosses communes. Des villes comme Gitarama et Cyangungu en comptent plus de six. Le Rapporteur spécial et quelques membres de l'équipe d'observateurs ont pu ainsi identifier eux-mêmes plusieurs fosses communes, notamment à Chamvuzo, à Nyundo, au cimetière communal de Gisenyi et à Cyangungu. A Nyundo, ce sont plus tard trois fosses septiques qui ont servi de tombes aux victimes des massacres, au nombre de plus de 300. Quant aux habitants de Nyarubuye et des environs, ils n'ont eu droit à aucune sépulture. Leurs corps, pour certains, jonchent la cour et les allées de la paroisse et, pour d'autres, gisent entassés les uns sur les autres dans les salles de l'école paroissiale et dans l'église, sans compter ceux découverts dans le village voisin, dont certains ont eu les mains liées au dos avant d'être exécutés. On y trouve des squelettes de personnes de tout âge : femmes, hommes, vieillards, voire des bébés. Le spectacle est intenable pour les sens : autant pour la vue, l'odorat que pour le toucher.

2. Les preuves ou indices attestant la programmation du génocide des Tutsis

8. Dans le rapport préliminaire, la question du génocide a été suffisamment traitée pour qu'on s'y attarde. On se bornera simplement à indiquer ici :

a) L'existence de plusieurs cassettes audios portant sur les émissions de Radio Rwanda et de la Radio Télévision des Mille Collines, qui sont disponibles et seront mises à la disposition des cours et tribunaux en vue de démontrer l'incitation à l'extermination des Tutsis;

b) L'émission par les pouvoirs publics d'ordres non équivoques pour la perpétration des massacres des Tutsis.

9. Des témoignages concordants et dignes de foi font remonter ces ordres, exécutés par les interahamwe ("ceux qui attaquent ensemble") et les populations, jusqu'au gouvernement en passant par les autorités politico-administratives locales. Un milicien de Kibungo déclare à un prêtre venu le dissuader de participer aux massacres qu'il aime son métier de conducteur de taxi (moto) et ne veut pas être soldat. Mais, ajoute-t-il, "si on me dit de tuer, je tue les ennemis du peuple, ils sont mauvais". Un autre, catholique de la paroisse de Kabgayi, qui s'appropriait à tuer dans une église et à qui le curé demandait ce qu'il faisait de sa "vie de chrétien", répond : "Mon père, vous êtes déphasé. Nous sommes en train de réaliser un programme". Et à la question de savoir ce que lui apportera le programme, il répond sans ambages : "le salut". Le préfet de Cyangungu, qui n'arrivait pas à assurer la protection des Tutsis et à qui l'évêque du diocèse demandait d'ouvrir les frontières, répond qu'il ne peut laisser les Tutsis fuir vers la frontière du Zaïre, ayant reçu "les ordres d'en-haut". Le lieutenant qui dirigeait l'attaque de l'évêché de Kibungo le 15 avril 1994, après le massacre de plus de 1 200 Tutsis par des miliciens et des soldats, rassure l'évêque et quelques prêtres par lui épargnés en ces termes : "C'est terminé. Nous avons envoyé un message à Kigali pour signaler que l'opération a été réussie". Il faut entendre par là qu'il a informé Kigali de ce que tout le monde avait été exterminé à Kibungo.

10. L'exemple de loin le plus topique nous est fourni par le discours du Président de la République intérimaire du Rwanda, M. Sindikubwabo, lors de l'installation du préfet de Butaré le 19 avril 1994. Dans ce discours confirmé par plusieurs sources dignes de foi, il lance un appel en direction des populations de Butaré en leur signifiant de ne pas agir comme par le passé, passé d'apathie, et les exhorte à se livrer à la chasse à l'homme. "Vous, gens de Butaré, vous faites "les ça ne vous regarde pas"; les ennemis sont parmi vous, débarrassez-vous en", aurait-il déclaré en kinyarwanda. Et plus loin, il ajoutait : "Si vous cultivez un champ et que vous n'y retournez pas après pour enlever les mauvaises herbes, vous n'avez rien fait". Il aurait conclu en ces termes : "Analysez chacun de mes mots et vous trouverez vous-mêmes le sens de ce message que je vous donne".

3. L'identification et la poursuite des principaux responsables du génocide

11. Si l'identification et même la poursuite des exécutants soulèvent des difficultés en raison de leur nombre, il en va différemment des commanditaires, des principaux responsables sur qui pèsent des "charges suffisantes". Les témoignages sont nombreux et concordants sur leur rôle et chaque témoin possède une liste quelquefois avec un classement par ordre de hiérarchie dans la perpétration du génocide. Des preuves existent également. Ce qui en revanche pose problème vis-à-vis de ces principaux responsables, c'est leur poursuite. Et, dans ce sens, la grande question est celle relative aux tribunaux devant lesquels ils devraient comparaître, tout particulièrement le Tribunal international. Les victimes, blessés et ayant-droits, s'impatientent. Au-delà de la création du Tribunal international, des divergences risquent de surgir entre l'ONU et le Gouvernement rwandais relativement à son siège, à la détention des prévenus ou des condamnés et à la sanction prononcée.

12. Le Gouvernement rwandais souhaiterait voir le Tribunal siéger au lieu des massacres, c'est-à-dire à Kigali au Rwanda. L'ONU répondra-t-elle favorablement à ce vœu?

13. Il en va de même de la détention qui, pour les exécutants, aurait probablement lieu au Rwanda et, pour les commanditaires, en dehors du territoire national. Le Gouvernement rwandais s'interroge sur le fondement d'une telle politique discriminatoire dite de "deux poids, deux mesures".

14. Enfin, s'agissant de la sanction, le Gouvernement rwandais, poussé par l'opinion publique nationale, opte pour l'application stricte du Code pénal rwandais qui prévoit la peine capitale, alors que, l'ONU, à l'instar du Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (S/25704) adopté par le Conseil de sécurité dans sa résolution 827 (1993) du 25 mai 1993 et conformément au Statut du Tribunal international pour le Rwanda (S/1994/1168), contenu dans la résolution 955 (1994) du 8 novembre du Conseil, prescrit la détention perpétuelle comme sanction suprême. Dans cette hypothèse, au delà de la discrimination établie entre les deux catégories de personnes, on déplore le paradoxe qui consisterait à punir plus sévèrement les exécutants que les commanditaires. Il n'est d'ailleurs pas exclu, fait-on remarquer, qu'à la faveur de certains événements, les commanditaires recouvrent la liberté quelques années plus tard. C'est sans doute faute d'avoir résolu toutes ces divergences et contradictions que le Gouvernement rwandais a proposé au Conseil de sécurité, comme le rapporte Le Monde du mardi 1er novembre 1994, que la juridiction internationale soit remplacée par un tribunal national "avec l'assistance internationale et l'instauration de la peine de mort et non pas la prison à vie...".

B. Le retard accusé par l'enquête

15. L'enquête, qui doit être menée sur le terrain par les observateurs des droits de l'homme, conformément au paragraphe 21 de la résolution S-3/1 du 25 mai 1994 de la Commission des droits de l'homme, n'a pas, à ce jour, véritablement commencé. Il importe cependant, pour s'en rendre compte, de distinguer deux périodes. La première se caractérise par l'absence d'observateurs et la seconde par la présence d'observateurs non déployés.

1. L'absence d'observateurs sur le terrain

16. Les deux premières visites du Rapporteur spécial, qui ont eu lieu respectivement du 9 au 20 juin 1994, et du 29 au 31 juillet 1994, n'appellent pas de commentaires particuliers, en raison de ce qu'à cette époque, l'enquête à proprement parler n'avait pas commencé. Les deux premiers rapports ont été établis sur la base des documents et des témoignages reçus des responsables des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ainsi que de quelques rescapés des massacres. Le Rapporteur spécial s'est d'ailleurs interdit d'interroger des déplacés ou des réfugiés dans les camps, de peur qu'ils ne fassent l'objet de représailles. Cette période est celle de la guerre et du cessez-le-feu. Elle s'étend sur deux mois (juin et juillet 1994) et ne connaît pas encore de déploiement des observateurs. Cela s'explique en grande partie par le fait que la guerre sévissait encore. C'est à la fin du conflit armé que l'on envisagera le déploiement des observateurs.

2. La présence d'observateurs non déployés

17. A la suite de sa seconde visite, le Rapporteur spécial a proposé, selon une stratégie contenue dans le deuxième rapport, un déploiement de 150 à 200 observateurs pour la période de reconstruction nationale. L'ONU en a retenu 147, chiffre arrêté d'un commun accord avec le gouvernement et qui correspondrait au nombre des communes existant dans le pays.

18. A la date du samedi 22 octobre 1994, les observateurs en poste à Kigali étaient au nombre de 37 sur les 147 prévus. Si on retient que les observateurs ont commencé à arriver à Kigali, pour les premiers au nombre de 4 à partir du début du mois d'août 1994, l'on prendra la mesure des difficultés rencontrées pour la mise sur pied de cette mission. A cette même date, les observateurs sur place n'étaient pas encore déployés sur le terrain.

19. Il importe cependant de souligner que des enquêtes ponctuelles ont été effectuées par les observateurs des droits de l'homme autant que par l'unité spécialisée dans les enquêtes. Mais le plan d'ensemble du déploiement ne connaîtra un début d'exécution qu'à compter du 22 octobre.

20. La raison, principalement invoquée, se ramène à l'absence de moyens matériels et logistiques, notamment le manque de véhicules de liaison et surtout de radios de communications indispensables à la sécurité des observateurs. L'on relève en plus que, d'après le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, "l'Opération sur le terrain n'a reçu que des instructions provisoires, durant la phase initiale, inspirées de directives similaires appliquées dans les opérations des Nations Unies en ex-Yougoslavie, en El Salvador et en Haïti". Et c'est seulement à la suite de l'arrivée du Chef de l'Opération à Kigali, en date du 10 septembre 1994 et à l'entrée en service du Chef de l'Unité spécialisée dans les enquêtes que l'on élaborera "des directives complètes à l'attention du personnel engagé sur le terrain, inspirées étroitement de l'expérience accumulée durant les premières semaines de l'Opération". Mais il faut ajouter à ces raisons d'autres tenant à des conflits de personnes et au flottement dans les instructions données.

21. Ces différentes raisons peuvent expliquer les démissions au nombre de deux et en partie le non-renouvellement par deux autres observateurs de leurs contrats. La mission n'est pas à l'abri d'autres démissions d'observateurs, que le Rapporteur spécial a tenté de dissuader, lors de sa troisième visite. Le retard dans le déploiement des observateurs est d'autant plus à déplorer que l'insécurité sévit de plus en plus au Rwanda.

II. L'INSECURITE

22. L'insécurité, déjà stigmatisée dans le deuxième rapport, connaît une recrudescence. Conséquence du conflit armé et surtout des massacres, elle est source des violations des droits de l'homme. Celles-ci s'analysent en des atteintes graves au droit de propriété, à la sûreté personnelle et au droit à la vie.

A. Les atteintes au droit de propriété

23. Les atteintes au droit de propriété consistent en des occupations illégales de propriétés, auxquelles le gouvernement tente vainement de trouver une solution.

1. Les occupations illégales de propriétés

24. De retour au Rwanda, de nombreux réfugiés occupent illégalement des maisons, d'habitation ou de commerce, et des terres abandonnées par leurs propriétaires ou leurs locataires en fuite. La situation est d'autant plus complexe que ce retour est anarchique et que la majorité de ces réfugiés appartiennent à la diaspora de la décennie soixante. De sources bien informées, il semble que plus de la moitié des propriétés des Hutus sont occupées par des nouveaux rapatriés. Cela est vrai pour Kigali comme pour la commune de Rusumo. L'exemple le plus illustratif est celui du secteur de Massaka, aux environs de Kigali, où sur les 5 000 habitants, 4 000 sont de nouveaux arrivants, soit 80 % de la population totale.

25. Les nouveaux arrivants s'installent sans idée de retour des propriétaires. Et, lorsque ceux-ci reviennent et revendiquent leur droit de propriété, un conflit naît qui prend souvent des proportions inattendues. En raison de leur appartenance à l'ethnie hutue, ils font en effet l'objet soit de dénonciations aux militaires comme ayant participé au génocide soit de traitements cruels et inhumains ou d'exécutions sommaires. Le gouvernement a dit au Rapporteur spécial être préoccupé par ce délicat problème. C'est ainsi

que le Premier Ministre, qui fait observer qu'il est difficile de déguerpir et de reloger les réfugiés, reconnaît que les conflits se "résolvent de plus en plus violemment".

2. Les solutions au problème

26. Pour résoudre le délicat problème des occupations illégales des propriétés des fugitifs par les rapatriés, occupations provoquées notamment par l'absence de logements et le retour massif et spontané des réfugiés, le Gouvernement rwandais a pris un certain nombre de mesures dont les suivantes :

a) Ne peuvent rentrer dans leur droit de propriété que les réfugiés exilés depuis moins de 10 ans. Ceux-ci sont les véritables propriétaires de leurs biens abandonnés pendant le conflit armé et les massacres. Ce principe, souligne-t-on, est conforme aux Accords d'Arusha;

b) Les réfugiés ayant vécu plus de 10 ans en exil peuvent occuper provisoirement les maisons abandonnées et vacantes, étant informés de ce que cette occupation ne peut faire l'objet d'un quelconque droit de propriété. Ils sont dans une situation précaire et révocable;

c) Les biens des auteurs du génocide seront saisis et vendus pour constituer un Fonds destiné à l'indemnisation des victimes;

d) Il est créé un comité interministériel présidé par le Ministre de l'intérieur et chargé de l'exécution des mesures précédentes.

27. Le Ministre de l'intérieur reconnaît que le comité se heurte à la résistance de beaucoup de personnes frappées par des mesures de déguerpissement. Cette résistance est d'autant plus forte qu'elle émane quelquefois d'officiers de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Elle explique le fait que le comité ne puisse réussir, précise le Ministre, que dans 30 % des cas. Aussi envisage-t-il de s'appuyer désormais sur une section de la gendarmerie pour faire "exécuter de force les ordonnances, là où les occupants ont démontré des signes évidents de mauvaise foi".

28. Les mesures prises en vue de régler les problèmes restent encore insuffisantes, car loin de résoudre ceux-ci, elles ne font que les déplacer. Les occupants illégaux délogés, de gré ou de force, sont en effet invités à réintégrer d'autres maisons, commerces ou plantations inoccupés. Ils doivent en conséquence s'attendre à la même opération. C'est pour mettre fin à cette situation inconfortable et incertaine que le Rapporteur spécial a proposé qu'une politique nationale de prise en charge des anciens réfugiés soit adoptée et mise en oeuvre, tout en tenant dûment compte des Accords d'Arusha, sous les auspices du Gouvernement rwandais, du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et de l'Organisation de l'unité africaine. La mise en place d'un tel plan suppose l'appui de la communauté internationale et ce dans les plus brefs délais, en vue de mettre fin aux autres violations des droits de l'homme.

B. Les atteintes à la sûreté personnelle

29. Les arrestations et détentions arbitraires commises sur le territoire rwandais sont justifiées par le manque de moyens.

1. Les arrestations et détentions arbitraires

30. L'insécurité se traduit également par les atteintes à la sûreté personnelle, se manifestant principalement par des arrestations et des détentions arbitraires. Le Rapporteur spécial a été informé de plusieurs cas de perquisitions et surtout d'arrestations et de détentions arbitraires. Il a

pu lui-même s'en rendre compte lorsqu'il a visité la prison de Kigali où il a pu rencontrer plusieurs milliers de prisonniers comprenant des hommes, des femmes, des enfants et des vieillards. Il a pu dénombrer une quarantaine d'enfants de moins de 15 ans dont plusieurs de 12 ans.

31. Ces personnes sont arrêtées et détenues en violation des règles élémentaires de procédure. Il n'est pas décerné de mandat d'arrêt ou d'amener et les personnes restent dans les lieux de détention, tout particulièrement dans les brigades, au-delà du délai légal de la garde à vue, qui est de 48 heures renouvelable une seule fois. Pis encore, des personnes élargies par l'autorité judiciaire, faute de preuves suffisantes, sont arrêtées de nouveau par des militaires et détenues dans les brigades ou casernes.

32. Les conditions de détention sont des plus précaires. Les prisonniers vivent entassés presque les uns sur les autres. La chasse aux "génocidaires" a rempli les prisons du Rwanda. Le 18 octobre 1994, le CICR en dénombrait plus de 7 000 dont 800 à Gitarama, 2 000 à Butaré et 4 200 à Kigali. Il s'ensuit une surpopulation carcérale. Pour ne citer qu'un exemple, la prison de Kigali, qui a une capacité de 1 500 places, comptait, le vendredi 21 octobre 1994, 4 305 prisonniers. La situation risque d'autant plus de s'aggraver que les entrées en prison sont massives alors que les sorties sont rares, sinon inexistantes. A Kigali, les entrées journalières oscillent en moyenne entre 50 et 100 personnes. Par ailleurs, la prison ne dispose pas d'assez de lits de sorte qu'un grand nombre de personnes dorment à même le sol, sur le pavé. Il n'y a aucun espace aéré. Ils n'ont qu'un maigre repas par jour, composé uniquement de maïs et de haricots.

2. Le manque de moyens

33. Le Gouvernement rwandais invoque à la vérité des raisons plus ou moins liées à la fois pour justifier les arrestations et les détentions et pour expliquer les irrégularités qui les entachent. Les raisons sont au nombre de trois.

34. La première, c'est la nécessité de poursuivre les auteurs du génocide afin qu'ils n'échappent pas à la justice. Le gouvernement et les populations des villes, nous dit-on, sont animés d'une volonté déterminée de poursuivre les coupables. Le premier tient à tout prix à châtier les auteurs des massacres et ne veut en aucune manière consacrer l'impunité, qui est une cause rémanente des vagues successives de massacres au Rwanda. C'est la raison pour laquelle il a été répété à plusieurs reprises au Rapporteur spécial que les "génocidaires" sont arrêtés dans l'attente du Tribunal international et de la reconstitution de l'appareil judiciaire rwandais. Les secondes exercent une forte pression sur les pouvoirs publics pour que les différents crimes du droit des gens ne restent pas impunis, faute de quoi elles se verraient dans l'obligation de se venger elles-mêmes.

35. La seconde, c'est précisément la nécessité d'assurer la protection des intéressés eux-mêmes contre les représailles que pourraient exercer les victimes. La prison et les autres lieux de détention, nous dit-on, sont des lieux sûrs pour la préservation de la vie des personnes dénoncées comme auteurs des massacres. Mais celles-ci ne semblent pas informées de l'objectif visé et n'ont visiblement pas le choix.

36. La troisième se ramène au manque de structures administratives et de personnel judiciaire. Le gouvernement se dit conscient des violations du droit à la sûreté et se plaint de manquer cruellement du minimum nécessaire au bon fonctionnement de la police judiciaire et de la justice. Il souligne, à titre d'exemple, que sur plus de 150 agents du Ministère de la justice, seuls 27 sont en place, ayant échappé à la mort ou à l'exil. Par ailleurs, il met en avant l'absence de formation des militaires voire leur ignorance de la

procédure judiciaire comme causes des violations des droits de l'homme. Ces raisons expliquent également les atteintes au droit à la vie.

C. Les atteintes au droit à la vie

37. Les atteintes au droit à la vie procèdent des exécutions sommaires, que l'on tente de justifier par la vengeance des victimes.

1. Les exécutions sommaires

38. Le Rapporteur spécial a été également saisi de plusieurs cas d'exécutions sommaires voire de massacres et de disparitions involontaires de personnes, dont des civils et surtout des soldats de l'APR seraient responsables. Ces informations lui sont parvenues aussi bien des parents des victimes que des organisations non gouvernementales humanitaires. Elles font tantôt état de milliers de morts anonymes tantôt de listes de personnes en nombre limité mais nommément désignées.

39. Le Rapporteur spécial a pu lui-même se rendre à Chamvuzo (préfecture de Butaré) pour identifier une fosse commune de près d'une cinquantaine de personnes, dont l'APR serait à l'origine. Certes, beaucoup de rumeurs tendant à la désinformation circulent dans les camps des réfugiés, faisant état de massacres des milliers de Hutus. Mais des soldats de l'APR et des populations civiles se sont bel et bien rendus coupables de massacres de Hutus à différents endroits du Rwanda. Les enquêtes sur ce point sont en cours.

40. Des personnes soupçonnées d'avoir participé aux massacres sont exécutées soit par des populations civiles elles-mêmes soit par des militaires à la demande de celles-ci ou à leur propre initiative. Des témoignages concordants et dignes de foi révèlent presque le même scénario. C'est à la suite des réunions dites d'information, convoquées par les éléments de l'APR, que des hommes, des enfants et des vieillards sont pris en traîtres et massacrés. Des massacres auraient eu lieu en différents endroits du pays, plus particulièrement dans le sud. Il s'ensuit qu'aux fosses communes déjà nombreuses dues aux miliciens et aux Forces armées rwandaises sont venues s'ajouter celles de l'APR, de sorte qu'il paraît à l'heure actuelle difficile de les distinguer. Les enquêtes sont en cours, destinées à clarifier la situation et à établir les responsabilités.

2. La vengeance privée

41. Pour expliquer les massacres récemment dénoncés et dégager ainsi sa responsabilité, le gouvernement avance des raisons et énonce des mesures qu'il a prises. Les raisons invoquées sont en réalité au nombre de deux.

42. La raison principale, c'est la vengeance privée des civils Tutsis autant que des militaires. Au Rwanda, nous dit-on, tous ceux qui habitent la même colline se connaissent et, très souvent, les bourreaux ont agi à découvert et ont exécuté au vu et au su de tous, assurés qu'ils étaient de l'impunité, devenue une tradition. De même, des soldats qui avaient rejoint les rangs du Front patriotique rwandais (FPR), du fait même de leur engagement, ont vu leurs parents exécutés. Ils se livrent, à leur tour, à des actes de représailles.

43. La seconde, subsidiaire, se ramène au fait que le FPR a procédé, dans la dernière phase de la guerre, à des recrutements hâtifs et peu sélectifs de jeunes délinquants et même d'anciens miliciens. La tentation est grande pour ces jeunes qui viennent d'obtenir la victoire et qui ne disposent d'aucun salaire, de s'emparer du bien d'autrui, au besoin en recourant au meurtre. Il faut ajouter à cela l'abus de pouvoir des officiers qui occupent

illégalement des maisons en s'appuyant sur la force des armes. Le problème se pose alors de savoir si le FPR contrôle vraiment tous ses éléments de l'APR.

44. Face à cette situation, le Gouvernement a adopté un certain nombre de mesures dont les suivantes :

a) La création d'une police militaire, placée sous le commandement d'un colonel. Celle-ci est chargée de surveiller et d'arrêter les militaires délinquants;

b) Le casernement des militaires indisciplinés dans un camp d'entraînement;

c) L'adoption d'un décret portant code de justice militaire. Celui-ci prescrit la création de deux juridictions compétentes pour juger les militaires : le Conseil de guerre et la Cour militaire. Les décisions de cette dernière sont susceptibles de pourvoi en cassation dans les conditions prévues par la loi rwandaise. D'ores et déjà, le Gouvernement rwandais a procédé à l'arrestation de militaires dont des officiers (majors et lieutenants). Dans un fax adressé au Rapporteur spécial par le Ministre de la justice, il est fait état de 100 militaires arrêtés avec une liste de 20 cas dont "l'instruction est terminée".

45. Il convient d'ajouter que l'ONU assiste le Gouvernement rwandais pour la mise en place d'une nouvelle police nationale destinée à assurer la sécurité au Rwanda. C'est dans ce cadre que, répondant favorablement à une demande urgente du Gouvernement rwandais, la MINUAR a commencé un programme de formation de 103 étudiants policiers choisis par ce dernier. Ces jeunes auront pour rôle de se familiariser avec les tâches courantes et le travail d'enquête de la police. Il existe un programme développé par le Secrétaire général dans son rapport intérimaire du 6 octobre 1994 sur la Mission d'assistance des Nations Unies au Rwanda (S/1994/1133).

46. Il est évident que ces solutions ne suffisent pas pour établir la sécurité au Rwanda. Aussi convient-il de les élargir en une assistance globale qui comprendrait aussi bien la reconstruction nationale que l'assistance juridique lato sensu. L'ensemble de ces mesures peuvent également contribuer au retour des réfugiés.

III. LE RETOUR DES REFUGIES ET DES DEPLACES

47. Le retour au Rwanda et dans leurs collines respectives des personnes réfugiées et déplacées continue également d'être la grande préoccupation de la communauté internationale. Mais ce mouvement de retour, ralenti par une forte pression des anciennes autorités, semble s'orienter vers des solutions nouvelles.

A. Le ralentissement du mouvement de retour

48. La situation des réfugiés n'a que trop duré. Le provisoire tend à s'éterniser malgré les conditions pénibles d'existence, qui n'ont connu qu'une légère amélioration (notamment sanitaire et alimentaire).

49. En dépit d'efforts inlassables fournis par la communauté internationale pour assurer le rapatriement des réfugiés et des déplacés, la situation n'a guère évolué. Au mois d'octobre 1994, le HCR estimait approximativement à plus d'un million et demi le nombre de réfugiés rwandais dans les pays voisins, dont 850 000 au Nord-Kivu, 300 000 au Sud-Kivu (Zaïre) et 460 000 en République-unie de Tanzanie. Il convient de mentionner qu'au moins 50 000 réfugiés sont morts de maladies, en particulier à la suite de l'épidémie de choléra qui a sévi dans les camps. A la même époque, on comptait un nombre

similaire de personnes déplacées à l'intérieur du Rwanda. Les deux camps de déplacés de Kibeho et de N'Dago abritaient respectivement 60 000 et 40 000 déplacés.

50. Ces chiffres tendent à se stabiliser, eu égard au ralentissement des rapatriements qui contraste avec les mouvements massifs de rapatriements observés immédiatement après l'instauration du cessez-le-feu. A titre d'exemple, dans la préfecture de Gisenyi se trouvant dans le secteur 5 de la MINUAR, on a enregistré dès le 27 juillet 1994, 3 368 rapatriés de retour du Zaïre. Le 28, le nombre de ceux qui retournaient par les mêmes postes-frontières était de 4 233. Mais dès le 29, on enregistre une chute brutale des rapatriements avec un chiffre de 1 592 et le 18 août un chiffre de 922 pour tomber ensuite à 268 le 6 octobre. Ainsi, alors que le nombre des rapatriements était, dans ce secteur, de 12 433 sur les cinq derniers jours de juillet (soit une moyenne de 2 486 par jour), il s'élevait pour le mois d'août à 36 600 (soit une moyenne de 1 180 par jour), pour le mois de septembre à 32 925 (une moyenne de 1 097 par jour) et pour la première moitié d'octobre à 10 337 (une moyenne quotidienne de 607). Cette baisse dans le mouvement de retour des réfugiés est devenue sensible et significative à partir du 17 septembre pour s'aggraver durant le mois d'octobre.

51. Il importe de souligner deux paramètres agissant en sens contraires. Le premier, c'est que la plupart des réfugiés qui sont rentrés dans la même période au Rwanda appartiennent à l'ancienne diaspora des Tutsis et ne sont probablement pas pris en compte dans le calcul des réfugiés. Le second, c'est que les chiffres n'incluent pas les entrées par pirogues ou par d'autres moyens clandestins.

52. Par ailleurs, les entrées sont de loin moins importantes que les sorties. Ainsi le HCR rapporte que dans la zone de Goma, il y a eu, du 8 au 14 septembre 1994, 15 662 rapatriés et aucune rentrée dans les camps; du 15 au 21 septembre, 11 728 rapatriés contre 1 868 rentrées; du 22 au 30 septembre, 6 477 rapatriés contre 1 868 rentrées; du 1er au 17 octobre, 12 106 rapatriés contre 1 731 rentrées. Dans l'ensemble, on constate sinon un blocage, du moins un ralentissement des sorties des camps. Celui-ci est en grande partie dû à l'action des anciens dirigeants.

B. La prise en otage des réfugiés

53. Le ralentissement des rapatriements des réfugiés et déplacés peut s'expliquer par diverses raisons. La première, immédiatement perceptible, c'est l'insécurité qui prévaut au Rwanda et tout particulièrement la crainte de représailles des Tutsis. La seconde, qui lui est étroitement liée, c'est la peur pour ceux qui ont participé aux massacres de se voir exécutés par le gouvernement du FPR. Il en existe d'autres, telles que la présence sécurisante des observateurs ou de militaires des Nations Unies, l'amélioration des conditions alimentaires et sanitaires.

54. Mais la raison déterminante, à tout le moins la plus importante, c'est que les réfugiés et les déplacés sont retenus en otage par les anciennes autorités politiques, à en juger par la forte pression exercée sur eux "dans un cadre approprié".

1. La forte pression

55. L'ancienne équipe dirigeante, aidée par ses agents locaux ainsi que par des militaires et des miliciens, continue de mener une forte campagne contre le retour des réfugiés et des déplacés au Rwanda ou dans leurs collines. Ces différentes autorités n'hésitent pas à parcourir les camps afin d'y tenir des discours politiques. Les messages contenus dans ces discours sont au nombre de deux : la désinformation et la menace.

56. La première consiste à inviter les réfugiés et les déplacés à demeurer dans les camps et à ne pas se rendre au Rwanda de peur de se faire massacrer par les Tutsis et le gouvernement du FPR. Il est alors fait état de milliers de Hutus massacrés par ceux-ci. Et de nombreuses personnes sont prêtes à témoigner en ce sens. Cette campagne de désinformation est si forte que l'on ne parvient plus à établir la vérité quand on sait, par ailleurs, qu'effectivement l'insécurité règne au Rwanda.

57. La seconde, c'est la menace permanente qui pèse sur les réfugiés ou déplacés qui expriment expressément ou tacitement le désir de se faire rapatrier. Il ressort en effet de cette campagne que le retour ne pourra se faire que seulement à la suite d'une négociation politique, impliquant l'amnistie générale ou, à défaut, la reprise de la guerre civile pour reconquérir le pouvoir. Ceux qui ne respecteraient pas les consignes données et qui rentreraient, prendraient le risque d'être les premières cibles en cas de reconquête du pouvoir.

58. Ces campagnes sont organisées grâce à la liberté d'action dont bénéficient les membres de l'ancienne équipe gouvernementale pour mener, sur le territoire zairois, des activités politiques contraires aux normes internationales. C'est ainsi que le 18 octobre 1994, l'ex-premier ministre de l'ancien Gouvernement rwandais, M. Jean Kambanda, a rendu visite aux réfugiés du camp de Mugunga (Goma). Il a discuté plus d'une heure trente successivement avec les représentants des réfugiés et les réfugiés eux-mêmes, regroupés en grand nombre pour l'écouter. Le message adressé était en substance le suivant : le gouvernement rwandais en exil va entamer très rapidement des pourparlers avec le gouvernement de Kigali. Si ce dernier refuse ou empêche de trouver une solution rapide, alors une action sur le plan militaire sera entreprise. Faisant écho au "premier ministre", le général Bizimungu devait déclarer le samedi 22 octobre 1994 que, s'il n'y avait pas de négociation entre le nouveau et l'ancien gouvernements en vue du partage du pouvoir, ses troupes allaient attaquer le Rwanda. Ces menaces ne sont pas hélas vaines car, l'ancien gouvernement a conservé les moyens de sa politique.

2. Un cadre approprié

59. L'ancienne équipe gouvernementale a pu concevoir et mettre en place dans les différents camps de réfugiés un cadre tout à fait approprié pour maintenir sa pression sur les réfugiés et les déplacés. Ce cadre est à la fois institutionnel, politique et administratif.

60. Le cadre institutionnel se ramène à la reconstitution telles quelles des structures politiques et administratives du Rwanda dans les camps. Ces structures sont principalement les préfectures et les communes. D'autres camps y ajoutent même les secteurs. C'est ainsi que dans le camp de Kibumba à Goma, huit des dix préfectures rwandaises sont représentées avec plusieurs communes et quelques secteurs. Quelquefois, à la tête des collectivités locales ainsi reconstituées, on retrouve les mêmes autorités locales, préfets ou chefs de préfecture et bourgmestres. C'est ainsi qu'à Benaco en République-unie de Tanzanie, l'on signale que le préfet de Kibungo a repris ses fonctions à la tête de la préfecture.

61. Ces préfectures, secteurs et communes reconstitués sont incontestablement des structures d'encadrement des populations civiles par les anciennes autorités rwandaises. Ce contrôle est d'autant plus efficace que dans plusieurs camps, c'est pratiquement à elles qu'incombe le recensement des réfugiés.

62. L'encadrement ainsi conçu et réalisé confère à l'ancienne équipe gouvernementale, par l'intermédiaire des préfets ou chefs de préfectures, des bourgmestres et des miliciens, d'importants pouvoirs politiques et administratifs. Parmi ceux-ci l'on retiendra essentiellement le pouvoir alimentaire et le pouvoir de sanction.

63. Le premier est tacitement reconnu à ces autorités locales par les organismes d'aide qui s'abandonnent à elles en leur confiant le soin d'assurer la distribution des vivres et autres secours. Ces autorités n'hésitent pas à user et à abuser du pouvoir alimentaire ainsi reconnu pour punir ceux qui ne se conforment pas à leur politique et détourner des stocks d'aliments que l'on retrouve en vente sur les marchés du pays d'accueil.

64. Le second pouvoir, très tôt conquis de force par elles, consiste à exécuter tous ceux qui ne se conforment pas à leur politique de maintien dans les camps. Mais la sanction capitale va au-delà du politique pour s'étendre aux simples affaires domestiques voire aux actes de vandalisme. L'insécurité règne en permanence dans les camps. Il ne se passe pas un jour sans qu'un réfugié se fasse tuer. Les miliciens et des bandits armés y font la loi, celle des armes. Des rumeurs persistantes font même état d'entraînements de soldats et de miliciens en vue d'attaquer l'Etat rwandais et d'y reconquérir le pouvoir. L'insécurité croissante dans les camps explique que le personnel du HCR et des organismes humanitaires n'y dort plus et que certains d'entre eux menacent de se retirer. Il s'ensuit la nécessité de mesures nouvelles destinées à assurer la sécurité dans lesdits camps.

C. Les nouvelles solutions

65. Face à la situation qui prévaut dans les camps de réfugiés et de déplacés autant qu'à l'intérieur du Rwanda, les Nations Unies et les différents partenaires ont envisagé de nouvelles solutions qui viendront s'adjoindre à celles déjà existantes. Parmi ces solutions, les deux principales à retenir sont la séparation des réfugiés des politiques et leur rapatriement.

1. La séparation des réfugiés et des politiques

66. La politique de la séparation des réfugiés ou des déplacés et des politiques est préconisée par le Secrétaire général des Nations Unies dans son rapport S/1994/1133 du 6 octobre 1994. Le rapport final de la mission technique des Nations Unies sur l'état de la sécurité dans les camps donne les détails de cette opération. Pour en faire l'économie, l'on retiendra essentiellement deux points :

a) La distinction opérée par le rapport du Secrétaire général parmi les réfugiés rwandais, en particulier au Zaïre :

- i) Les anciens dirigeants comptant une cinquantaine de familles, logées dans des villas à Bukavu;
- ii) Les militaires des ex-FAR, évalués à 15 000 et qui forment, avec leurs familles, un groupe de 80 000 personnes;
- iii) Les miliciens, difficiles à compter, tant ils se confondent avec les réfugiés ordinaires; et
- iv) Les réfugiés ordinaires, dont le nombre est évalué à plus d'un million.

b) Le but de l'opération consiste à séparer la grande masse des réfugiés de ceux qui, hier, avaient commandité ou participé aux massacres et aujourd'hui prennent les survivants hutus en otage. Ces derniers sont ceux qui rentrent dans les trois premières catégories. Il existe néanmoins une difficulté résidant dans la possibilité d'identifier la troisième catégorie, les miliciens, pour parvenir à la séparer des populations. Cette opération se réalisera par la mise en place d'une force internationale d'isolement ou d'interposition, qui est évaluée à environ 2 000 à 3 000 policiers, et dont le Secrétaire général a annoncé la création imminente. Mais celle-ci devra sans doute commencer par des solutions pacifiques d'explication pour encourager le rapatriement, le recours à la force n'intervenant qu'en cas d'extrême urgence.

2. Le rapatriement

67. Le rapatriement librement consenti des réfugiés se réfère aux dispositions pertinentes des différentes Conventions des Nations Unies et du Protocole d'accord conclu à Arusha le 9 juin 1993, entre le Gouvernement de la République rwandaise et le Front patriotique rwandais sur le rapatriement des réfugiés rwandais et la réinstallation des personnes déplacées. C'est sur cette base qu'a été conclu le 24 octobre 1994 à Kinshasa, au Zaïre, l'Accord tripartite sur le rapatriement des réfugiés rwandais du Zaïre par le Gouvernement de la République rwandaise, le Gouvernement de la République du Zaïre et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

68. L'Accord définit, aux termes de son préambule, "les procédures et les modalités spécifiques du rapatriement librement consenti et de la réintégration définitive au Rwanda des réfugiés rwandais au Zaïre avec l'assistance de la communauté internationale par le biais du HCR, ce dernier pouvant recevoir, le cas échéant, l'appui d'autres institutions des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales".

69. Il met en effet à la charge des parties contractantes un certain nombre d'obligations. Celles-ci s'engagent :

a) Le Zaïre, pays d'asile, à respecter les clauses pertinentes des différentes Conventions de l'ONU et de l'OUA sur les réfugiés et à prendre les mesures appropriées afin que ceux-ci ne soient pas indûment influencés dans leurs décisions;

b) Le Rwanda, pays d'origine, à prendre des mesures politiques, administratives, voire douanières pour assurer et faciliter, dans la dignité et la sécurité, le retour et la réintégration des réfugiés ainsi que la paix sociale et la réconciliation nationale;

c) Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à surveiller et superviser toute l'opération de rapatriement du départ à l'arrivée en mettant tout particulièrement l'accent sur le caractère volontaire de la décision des personnes ainsi que leur sécurité et leur dignité.

70. Il convient d'espérer que cette Convention, qui se réfère au communiqué du 26 juillet 1994 sanctionnant la rencontre entre le Président de la République rwandaise et le Président de la République zaïroise, ne connaîtra pas le même sort que celui-ci et sera respectée.

IV. RECOMMANDATIONS

71. Le Rapporteur spécial déplore la tendance à prendre prétexte de l'insécurité actuelle au Rwanda pour "banaliser" le génocide et justifier l'inaction. Se comporter ainsi, c'est prendre l'effet pour la cause. C'est oublier que le génocide est, en grande partie, la cause de l'insécurité.

Pour apporter la médication appropriée au mal rwandais, il paraît indispensable d'établir un diagnostic correct. Sans négliger, loin s'en faut, les violations des droits de l'homme actuelles, il importe de les situer dans leur contexte et de rechercher leurs sources pour tenter de les "tarir" avant qu'il ne soit trop tard. Il convient, en effet, d'agir vite et même très vite, faute de quoi, l'on risque d'assister impuissant à une seconde guerre et à de nouveaux massacres. C'est pour éviter une telle catastrophe que les recommandations sont formulées, s'adressant respectivement au Gouvernement rwandais, aux gouvernements d'accueil des réfugiés et aux Nations Unies.

A. La cessation des violations des droits de l'homme

72. L'Organisation des Nations Unies devrait exiger du Gouvernement rwandais que cessent les violations graves des droits de l'homme qui sont perpétrées sur le territoire et qui s'analysent en des perquisitions, arrestations et détentions arbitraires; des disparitions et exécutions sommaires.

73. L'ONU devrait recommander au Gouvernement rwandais que soient :

- a) Organisées de vastes campagnes de sensibilisation des populations au respect de la personne humaine et des biens d'autrui, ainsi que de préparation à une vie commune et en bonne intelligence;
- b) Adoptées, comme préconisé dans le second rapport du Rapporteur spécial, des mesures administratives énergiques de nature à dissuader les actes de représailles tout en respectant les droits fondamentaux des auteurs desdits actes;
- c) Respecter les prérogatives et les décisions de l'autorité judiciaire, condition indispensable à une bonne administration de la justice.

B. La situation des réfugiés

74. L'ONU devrait recommander aux gouvernements sur les territoires desquels sont réfugiés les rwandais, tout particulièrement le Gouvernement zaïrois, qui a accueilli le plus grand nombre, qu'ils prennent les mesures appropriées pour que :

- a) Le rapatriement librement consenti des réfugiés soit effectivement assuré et facilité;
- b) Les réfugiés ne soient indûment influencés dans un sens comme dans l'autre, c'est-à-dire à quitter le territoire d'accueil ou à y demeurer;
- c) Des campagnes d'information systématiques soient organisées à cet effet afin que les intéressés puissent décider en pleine connaissance de cause;
- d) Ils respectent leurs engagements internationaux, tout particulièrement ceux découlant des dispositions pertinentes des Conventions internationales relatives à l'asile et aux réfugiés;
- e) Leurs territoires ne soient pas utilisés comme base de déstabilisation du Rwanda ou d'agression contre cet Etat.

75. L'ONU devrait aider à :

- a) L'indemnisation de ces Etats pour le préjudice par eux subi du fait de l'installation des réfugiés et de la détérioration de leurs cultures et de leur sol;

- b) Financer les opérations de rapatriement des réfugiés.

C. L'aide internationale au Rwanda

76. L'ONU devrait lancer un appel solennel aux Etats Membres, tout particulièrement aux grandes puissances et aux Etats africains, pour qu'ils apportent une aide substantielle et urgente à la reconstruction de l'Etat rwandais.

77. L'aide, qui doit revêtir diverses formes et intervenir dans tous les secteurs de l'activité économique, politique, sociale et culturelle, suppose que soit préalablement effectuée une évaluation globale des besoins.

78. Dans l'immédiat, il apparaît plus qu'urgent d'apporter aux populations l'aide alimentaire et sanitaire destinée à leur permettre de survivre d'une part et d'autre part, les moyens de sauver leurs récoltes, leurs cheptels et leur sol et de produire le minimum nécessaire pour vivre.

79. L'ONU devrait prendre une part active à l'aide et contribuer à son organisation. Elle devrait notamment apporter à l'Etat rwandais :

a) L'aide pécuniaire ou matérielle en vue de reconstituer les infrastructures de la police administrative, de la police judiciaire, de la gendarmerie et de la justice;

b) L'assistance en personnel de justice et de maintien de l'ordre qui comportera la formation des policiers, gendarmes et magistrats, tout en aidant les magistrats locaux à rendre la justice. Les Nations Unies pourraient, à cet effet, élargir le mandat du Rapporteur spécial à l'assistance technique. Ainsi, une équipe spécialisée d'observateurs aurait en charge la formation des policiers, des magistrats, des avocats et autres auxiliaires de justice et la création d'un barreau en vue de garantir l'indépendance de la magistrature.

80. L'ONU devrait prendre l'initiative d'assurer une meilleure coordination des actions menées sur le territoire rwandais, que ce soient les actions en faveur des droits de l'homme ou du droit humanitaire ou les autres actions telles que alimentaires ou militaires. Une telle coordination s'avère indispensable eu égard à la multiplicité et à la diversité des actions engagées sur le terrain. Elle aurait l'avantage d'envisager une conception intégrée des problèmes et éviter les doubles emplois, la duplication des efforts et le gaspillage de l'aide.

81. L'ONU devrait procéder, dans les meilleurs délais à :

a) L'augmentation du nombre des spécialistes des droits de l'homme et à leur déploiement effectif sur le terrain, avec la triple qualité, pour certains, d'observateurs, d'enquêteurs et de formateurs;

b) L'entrée en exercice du tribunal international qui vient d'être institué, ainsi que des tribunaux locaux à créer pour juger les auteurs du génocide afin d'arrêter, à tout le moins réduire, les actes de représailles;

c) La mise sur pied d'un cadre juridique approprié pour assurer la protection des veuves et des enfants non accompagnés et les garantir dans leurs droits fondamentaux. Il conviendrait, à cet effet, de prévoir l'indemnisation des préjudices subis et imputables au fait des auteurs des massacres autant que de leurs complices;

d) La mise sur pied d'une force internationale chargée d'assurer la sécurité dans les camps des réfugiés et des déplacés, ainsi que des

dispositifs de leur rapatriement dans des conditions idoines de sécurité et de dignité.

82. L'ONU devrait, en collaboration avec l'OUA, prendre des initiatives en vue de :

a) Créer les conditions et le cadre d'un dialogue entre les différentes composantes politiques rwandaises de l'intérieur et de l'extérieur. Ce dialogue pourrait jeter les bases d'un règlement politique du conflit qui viendrait se substituer au règlement militaire;

b) Convoquer une conférence internationale sur le Rwanda qui aurait pour but, comme initialement recommandé dans le rapport préliminaire, d'amener les parties au conflit à négocier, de bonne foi et en tenant dûment compte des Accords d'Arusha du 4 août 1993, les conditions de la paix, de la transition démocratique, de la réconciliation et de l'unité nationales.



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/1168
8 novembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Argentine, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie,
France, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord : projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant toutes ses résolutions antérieures sur la situation au Rwanda,

Ayant examiné les rapports que le Secrétaire général lui a présentés conformément au paragraphe 3 de sa résolution 935 (1994) du 1er juillet 1994 (S/1994/879 et S/1994/906), et ayant pris acte des rapports du Rapporteur spécial pour le Rwanda de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (S/1994/1157, annexe I et annexe II),

Saluant le travail accompli par la Commission d'experts créée en vertu de sa résolution 935 (1994), en particulier son rapport préliminaire sur les violations du droit international humanitaire au Rwanda que le Secrétaire général lui a transmis dans sa lettre du 1er octobre 1994 (S/1994/1125),

Se déclarant de nouveau gravement alarmé par les informations selon lesquelles des actes de génocide et d'autres violations flagrantes, généralisées et systématiques du droit international humanitaire ont été commises au Rwanda,

Constatant que cette situation continue de faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales,

Résolu à mettre fin à de tels crimes et à prendre des mesures efficaces pour que les personnes qui en sont responsables soient traduites en justice,

Convaincu que, dans les circonstances particulières qui règnent au Rwanda, des poursuites contre les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire permettraient d'atteindre cet objectif et contribueraient au processus de réconciliation nationale ainsi qu'au rétablissement et au maintien de la paix,

Estimant que la création d'un tribunal international pour juger les personnes présumées responsables de tels actes ou violations contribuera à les faire cesser et à en réparer dûment les effets,

Soulignant qu'une coopération internationale est nécessaire pour renforcer les tribunaux et l'appareil judiciaire rwandais, notamment en raison du grand nombre de suspects qui seront déférés devant ces tribunaux,

Considérant que la Commission d'experts créée en vertu de la résolution 935 (1994) devrait continuer à rassembler de toute urgence des informations tendant à prouver que des violations graves du droit international humanitaire ont été commises sur le territoire du Rwanda, et qu'elle devrait présenter son rapport final au Secrétaire général le 30 novembre 1994 au plus tard,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. Décide par la présente résolution, comme suite à la demande qu'il a reçue du Gouvernement rwandais (S/1994/1115), de créer un tribunal international chargé uniquement de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins, entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994, et d'adopter à cette fin le Statut du Tribunal criminel international pour le Rwanda annexé à la présente résolution;

2. Décide que tous les États apporteront leur pleine coopération au Tribunal international et à ses organes, conformément à la présente résolution et au Statut du Tribunal international, et qu'ils prendront toutes mesures nécessaires en vertu de leur droit interne pour mettre en application les dispositions de la présente résolution et du Statut, y compris l'obligation faite aux États de donner suite aux demandes d'assistance ou aux ordonnances émanant d'une Chambre de première instance, conformément à l'article 28 du Statut, et prie les États de tenir le Secrétaire général informé des mesures qu'ils prendront;

3. Considère qu'une notification devrait être adressée au Gouvernement rwandais avant que des décisions ne soient prises en vertu des articles 26 et 27 du Statut;

4. Prie instamment les États ainsi que les organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'apporter au Tribunal international des contributions sous forme de ressources financières, d'équipements et de services, y compris des services d'experts;

5. Prie le Secrétaire général de mettre en oeuvre d'urgence la présente résolution et de prendre en particulier des dispositions pratiques pour que le Tribunal international puisse fonctionner effectivement le plus tôt possible, notamment de lui soumettre des recommandations quant aux lieux où le siège du Tribunal international pourrait être établi, et de lui présenter des rapports périodiques;

6. Décide qu'il choisira le siège du Tribunal international en fonction de critères de justice et d'équité ainsi que d'économie et d'efficacité administrative, notamment des possibilités d'accès aux témoins, sous réserve que l'Organisation des Nations Unies et l'État où le Tribunal aura son siège concluent des arrangements appropriés qui soient acceptables pour le Conseil de

sécurité, étant entendu que le Tribunal international pourra se réunir ailleurs quand il le jugera nécessaire pour l'exercice efficace de ses fonctions; et décide d'établir un bureau au Rwanda et d'y conduire des procédures, si cela est possible et approprié, sous réserve de la conclusion d'arrangements adéquats analogues;

7. Décide d'envisager d'augmenter le nombre de juges et de chambres de première instance du Tribunal international si cela s'avère nécessaire;

8. Décide de rester activement saisi de la question.

ANNEXE

Statut du Tribunal international pour le Rwanda

Créé par le Conseil de sécurité agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 (ci-après dénommé "Tribunal international pour le Rwanda") exercera ses fonctions conformément aux dispositions du présent statut.

Article premier

Compétence du Tribunal international pour le Rwanda

Le Tribunal international pour le Rwanda est habilité à juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de telles violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994, conformément aux dispositions du présent statut.

Article 2

Génocide

1. Le Tribunal international pour le Rwanda est compétent pour poursuivre les personnes ayant commis un génocide, tel que ce crime est défini au paragraphe 2 du présent article, ou l'un quelconque des actes énumérés au paragraphe 3 du présent article.

2. Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
 - b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
 - c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
 - d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
 - e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.
3. Seront punis les actes suivants :
- a) Le génocide;

- b) L'entente en vue de commettre le génocide;
- c) L'incitation directe et publique à commettre le génocide;
- d) La tentative de génocide;
- e) La complicité dans le génocide.

Article 3

Crimes contre l'humanité

Le Tribunal international pour le Rwanda est habilité à juger les personnes présumées responsables des crimes suivants lorsqu'ils ont été commis dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre une population civile quelle qu'elle soit, en raison de son appartenance nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse :

- a) Assassinat;
- b) Extermination;
- c) Réduction en esclavage;
- d) Expulsion;
- e) Emprisonnement;
- f) Torture;
- g) Viol;
- h) Persécutions pour des raisons politiques, raciales et religieuses;
- i) Autres actes inhumains.

Article 4

Violations de l'article 3 commun aux Conventions de Genève
et du Protocole additionnel II

Le Tribunal international pour le Rwanda est habilité à poursuivre les personnes qui commettent ou donnent l'ordre de commettre des violations graves de l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 pour la protection des victimes en temps de guerre, et du Protocole additionnel II auxdites Conventions du 8 juin 1977. Ces violations comprennent, sans s'y limiter :

- a) Les atteintes portées à la vie, à la santé et au bien-être physique ou mental des personnes, en particulier le meurtre, de même que les traitements cruels tels que la torture, les mutilations ou toutes formes de peines corporelles;

- b) Les punitions collectives;
- c) La prise d'otages;
- d) Les actes de terrorisme;
- e) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants, le viol, la contrainte à la prostitution et tout attentat à la pudeur;
- f) Le pillage;
- g) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés;
- h) La menace de commettre les actes précités.

Article 5

Compétence ratione personae

Le Tribunal international pour le Rwanda a compétence à l'égard des personnes physiques conformément aux dispositions du présent statut.

Article 6

Responsabilité pénale individuelle

1. Quiconque a planifié, incité à commettre, ordonné, commis ou de toute autre manière aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter un crime visé aux articles 2 à 4 du présent statut est individuellement responsable dudit crime.
2. La qualité officielle d'un accusé, soit comme chef d'État ou de gouvernement, soit comme haut fonctionnaire, ne l'exonère pas de sa responsabilité pénale et n'est pas un motif de diminution de la peine.
3. Le fait que l'un quelconque des actes visés aux articles 2 à 4 du présent statut a été commis par un subordonné ne dégage pas son supérieur de sa responsabilité pénale s'il savait ou avait des raisons de savoir que le subordonné s'apprêtait à commettre cet acte ou l'avait fait et que le supérieur n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher que ledit acte ne soit commis ou en punir les auteurs.
4. Le fait qu'un accusé a agi en exécution d'un ordre d'un gouvernement ou d'un supérieur ne l'exonère pas de sa responsabilité pénale mais peut être considéré comme un motif de diminution de la peine si le Tribunal international pour le Rwanda l'estime conforme à la justice.

Article 7

Compétence ratione loci et compétence ratione temporis

La compétence ratione loci du Tribunal international pour le Rwanda s'étend au territoire du Rwanda, y compris son espace terrestre et son espace aérien, et au territoire d'États voisins en cas de violations graves du droit international humanitaire commises par des citoyens rwandais. La compétence ratione temporis du Tribunal international s'étend à la période commençant le 1er janvier 1994 et se terminant le 31 décembre 1994.

Article 8

Compétences concurrentes

1. Le Tribunal international pour le Rwanda et les juridictions nationales sont concurremment compétents pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de telles violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

2. Le Tribunal international pour le Rwanda a la primauté sur les juridictions nationales de tous les États. À tout stade de la procédure, il peut demander officiellement aux juridictions nationales de se dessaisir en sa faveur conformément au présent statut et à son règlement.

Article 9

Non bis in idem

1. Nul ne peut être traduit devant une juridiction nationale pour des faits constituant de graves violations du droit international humanitaire au sens du présent statut s'il a déjà été jugé pour les mêmes faits par le Tribunal international pour le Rwanda.

2. Quiconque a été traduit devant une juridiction nationale pour des faits constituant de graves violations du droit international humanitaire ne peut subséquemment être traduit devant le Tribunal international pour le Rwanda que si :

a) Le fait pour lequel il a été jugé était qualifié crime de droit commun; ou

b) La juridiction nationale n'a pas statué de façon impartiale ou indépendante, la procédure engagée devant elle visait à soustraire l'accusé à sa responsabilité pénale internationale, ou la poursuite n'a pas été exercée avec diligence.

3. Pour décider de la peine à infliger à une personne condamnée pour un crime visé par le présent statut, le Tribunal international pour le Rwanda tient compte de la mesure dans laquelle cette personne a déjà purgé toute peine qui pourrait lui avoir été infligée par une juridiction nationale pour le même fait.

Article 10

Organisation du Tribunal international pour le Rwanda

Le Tribunal international comprend les organes suivants :

- a) Les Chambres, soit deux Chambres de première instance et une Chambre d'appel;
- b) Le Procureur; et
- c) Un Greffe.

Article 11

Composition des Chambres

Les Chambres sont composées de 11 juges indépendants, ressortissants d'États différents et dont :

- a) Trois siègent dans chacune des Chambres de première instance; et
- b) Cinq siègent à la Chambre d'appel.

Article 12

Qualifications et élection des juges

1. Les juges doivent être des personnes de haute moralité, impartialité et intégrité possédant les qualifications requises, dans leurs pays respectifs, pour être nommés aux plus hautes fonctions judiciaires. Il est dûment tenu compte, dans la composition globale des Chambres, de l'expérience des juges en matière de droit pénal et de droit international, notamment de droit international humanitaire et des droits de l'homme.

2. Les juges siégeant à la Chambre d'appel du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 (ci-après dénommé "le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie") siègent également à la Chambre d'appel du Tribunal international pour le Rwanda.

3. Les juges des Chambres de première instance du Tribunal international pour le Rwanda sont élus par l'Assemblée générale sur une liste présentée par le Conseil de sécurité, selon les modalités ci-après :

a) Le Secrétaire général invite les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et les États non membres ayant une mission d'observation permanente au Siège de l'Organisation à présenter des candidatures;

b) Dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'invitation du Secrétaire général, chaque État peut présenter la candidature d'au maximum deux personnes réunissant les conditions indiquées au paragraphe 1 ci-dessus et n'ayant pas la même nationalité et dont aucune n'a la même nationalité que l'un quelconque des juges de la Chambre d'appel;

c) Le Secrétaire général transmet les candidatures au Conseil de sécurité. Sur la base de ces candidatures, le Conseil dresse une liste de 12 candidats au minimum et 18 candidats au maximum en tenant dûment compte de la nécessité d'assurer au Tribunal international pour le Rwanda une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde;

d) Le Président du Conseil de sécurité transmet la liste de candidats au Président de l'Assemblée générale. L'Assemblée élit sur cette liste les six juges des Chambres de première instance. Sont élus les candidats qui ont obtenu la majorité absolue des voix des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et des États non membres ayant une mission d'observation permanente au Siège de l'Organisation. Si deux candidats de la même nationalité obtiennent la majorité requise, est élu celui sur lequel se sont portées le plus grand nombre de voix.

4. Si un siège à l'une des Chambres de première instance devient vacant, le Secrétaire général, après avoir consulté les Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, nomme une personne réunissant les conditions indiquées au paragraphe 1 ci-dessus pour siéger jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

5. Les juges des Chambres de première instance sont élus pour un mandat de quatre ans. Leurs conditions d'emploi sont celles des juges du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Ils sont rééligibles.

Article 13

Constitution du bureau et des Chambres

1. Les juges du Tribunal international pour le Rwanda élisent un président.

2. Après les avoir consultés, le Président nomme les juges du Tribunal international pour le Rwanda à l'une des Chambres de première instance. Les juges ne siègent qu'à la Chambre à laquelle ils ont été nommés.

3. Les juges de chaque Chambre de première instance choisissent un président qui conduit toutes les procédures devant cette Chambre.

Article 14

Règlement du Tribunal

Les juges du Tribunal international pour le Rwanda adopteront, aux fins de la procédure du Tribunal international pour le Rwanda, le règlement du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie régissant la mise en accusation, les procès en première instance et les recours, la recevabilité des preuves, la protection des victimes et des témoins et d'autres questions appropriées, en y apportant les modifications qu'ils jugeront nécessaires.

Article 15

Le Procureur

1. Le Procureur est responsable de l'instruction des dossiers et de l'exercice de la poursuite contre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de telles violations commises sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

2. Le Procureur, qui est un organe distinct au sein du Tribunal international pour le Rwanda, agit en toute indépendance. Il ne sollicite ni ne reçoit d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre source.

3. Le Procureur du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie exerce également les fonctions de procureur du Tribunal international pour le Rwanda. Il dispose, pour le seconder devant le Tribunal international pour le Rwanda, de personnel supplémentaire, dont un procureur adjoint supplémentaire. Ce personnel est nommé par le Secrétaire général sur recommandation du Procureur.

Article 16

Le Greffe

1. Le Greffe est chargé d'assurer l'administration et les services du Tribunal international pour le Rwanda.

2. Le Greffe se compose d'un greffier et des autres fonctionnaires nécessaires.

3. Le Greffier est désigné par le Secrétaire général après consultation du Président du Tribunal international pour le Rwanda pour un mandat de quatre ans renouvelable. Les conditions d'emploi du Greffier sont celles d'un sous-secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

4. Le personnel du Greffe est nommé par le Secrétaire général sur recommandation du Greffier.

Article 17

Information et établissement de l'acte d'accusation

1. Le Procureur ouvre une information d'office ou sur la foi des renseignements obtenus de toutes sources, notamment des gouvernements, des organes de l'Organisation des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Il évalue les renseignements reçus ou obtenus et décide s'il y a lieu de poursuivre.
2. Le Procureur est habilité à interroger les suspects, les victimes et les témoins, à réunir des preuves et à procéder sur place à des mesures d'instruction. Dans l'exécution de ces tâches, le Procureur peut, selon que de besoin, solliciter le concours des autorités de l'État concerné.
3. Tout suspect interrogé a le droit d'être assisté d'un conseil de son choix, y compris celui de se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, s'il n'a pas les moyens de le rémunérer et de bénéficier, si nécessaire, de services de traduction dans une langue qu'il parle et comprend et à partir de cette langue.
4. S'il décide qu'au vu des présomptions, il y a lieu d'engager des poursuites, le Procureur établit un acte d'accusation dans lequel il expose succinctement les faits et le crime ou les crimes qui sont reprochés à l'accusé en vertu du statut. L'acte d'accusation est transmis à un juge de la Chambre de première instance.

Article 18

Examen de l'acte d'accusation

1. Le juge de la Chambre de première instance saisi de l'acte d'accusation examine celui-ci. S'il estime que le Procureur a établi qu'au vu des présomptions il y a lieu d'engager des poursuites, il confirme l'acte d'accusation. À défaut, il le rejette.
2. S'il confirme l'acte d'accusation, le juge saisi décerne, sur réquisition du Procureur, les ordonnances et mandats d'arrêt, de dépôt, d'amener ou de remise et toutes autres ordonnances nécessaires pour la conduite du procès.

Article 19

Ouverture et conduite du procès

1. La Chambre de première instance veille à ce que le procès soit équitable et rapide et à ce que l'instance se déroule conformément au règlement de procédure et de preuve, les droits de l'accusé étant pleinement respectés et la protection des victimes et des témoins dûment assurée.
2. Toute personne contre laquelle un acte d'accusation a été confirmé est, conformément à une ordonnance ou un mandat d'arrêt décerné par le Tribunal

international pour le Rwanda, placée en état d'arrestation, immédiatement informée des chefs d'accusation portés contre elle et déférée au Tribunal international pour le Rwanda.

3. La Chambre de première instance donne lecture de l'acte d'accusation, s'assure que les droits de l'accusé sont respectés, confirme que l'accusé a compris le contenu de l'acte d'accusation et l'invite à faire valoir ses moyens de défense. La Chambre de première instance fixe alors la date du procès.

4. Les audiences sont publiques à moins que la Chambre de première instance décide de les tenir à huis clos conformément à son règlement de procédure et de preuve.

Article 20

Les droits de l'accusé

1. Tous sont égaux devant le Tribunal international pour le Rwanda.

2. Toute personne contre laquelle des accusations sont portées a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement, sous réserve des dispositions de l'article 21 du statut.

3. Toute personne accusée est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie conformément aux dispositions du présent statut.

4. Toute personne contre laquelle une accusation est portée en vertu du présent statut a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes :

a) À être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;

b) À disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;

c) À être jugée sans retard excessif;

d) À être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;

e) À interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;

f) À se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;

g) À ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.

Article 21

Protection des victimes et des témoins

Le Tribunal international pour le Rwanda prévoit dans son règlement de procédure et de preuve des mesures de protection des victimes et des témoins. Les mesures de protection comprennent, sans y être limitées, la tenue d'audiences à huis clos et la protection de l'identité des victimes.

Article 22

Sentence

1. La Chambre de première instance prononce des sentences et impose des peines et sanctions à l'encontre des personnes convaincues de violations graves du droit international humanitaire.
2. La sentence est rendue en audience publique à la majorité des juges de la Chambre de première instance. Elle est établie par écrit et motivée, des opinions individuelles ou dissidentes pouvant y être jointes.

Article 23

Peines

1. La Chambre de première instance n'impose que des peines d'emprisonnement. Pour fixer les conditions de l'emprisonnement, la Chambre de première instance a recours à la grille générale des peines d'emprisonnement appliquée par les tribunaux du Rwanda.
2. En imposant toute peine, la Chambre de première instance tient compte de facteurs tels que la gravité de l'infraction et la situation personnelle du condamné.
3. Outre l'emprisonnement du condamné, la Chambre de première instance peut ordonner la restitution à leurs propriétaires légitimes de tous biens et ressources acquis par des moyens illicites, y compris par la contrainte.

Article 24

Appel

1. La Chambre d'appel connaît des recours introduits soit par les personnes condamnées par les Chambres de première instance, soit par le Procureur, pour les motifs suivants :
 - a) Erreur sur un point de droit qui invalide la décision; ou
 - b) Erreur de fait qui a entraîné un déni de justice.

2. La Chambre d'appel peut confirmer, annuler ou réviser les décisions des Chambres de première instance.

Article 25

Révision

S'il est découvert un fait nouveau qui n'était pas connu au moment du procès en première instance ou en appel et qui aurait pu être un élément décisif de la décision, le condamné ou le Procureur peut saisir le Tribunal international pour le Rwanda d'une demande en révision de la sentence.

Article 26

Exécution des peines

Les peines d'emprisonnement sont exécutées au Rwanda ou dans un État désigné par le Tribunal international pour le Rwanda sur la liste des États qui ont fait savoir au Conseil de sécurité qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés. Elles sont exécutées conformément aux lois en vigueur de l'État concerné, sous la supervision du Tribunal.

Article 27

Grâce et commutation de peine

Si le condamné peut bénéficier d'une grâce ou d'une commutation de peine en vertu des lois de l'État dans lequel il est emprisonné, cet État en avise le Tribunal international pour le Rwanda. Une grâce ou une commutation de peine n'est accordée que si le Président du Tribunal international pour le Rwanda, en consultation avec les juges, en décide ainsi dans l'intérêt de la justice et sur la base des principes généraux du droit.

Article 28

Coopération et entraide judiciaire

1. Les États collaborent avec le Tribunal international pour le Rwanda à la recherche et au jugement des personnes accusées d'avoir commis des violations graves du droit international humanitaire.

2. Les États répondent sans retard à toute demande d'assistance ou à toute ordonnance émanant d'une Chambre de première instance et concernant, sans s'y limiter :

- a) L'identification et la recherche des personnes;
- b) La réunion des témoignages et la production des preuves;
- c) L'expédition des documents;
- d) L'arrestation ou la détention des personnes;

e) Le transfert ou la traduction de l'accusé devant le Tribunal international pour le Rwanda.

Article 29

Statut, privilèges et immunités du Tribunal international pour le Rwanda

1. La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies en date du 13 février 1946 s'applique au Tribunal international pour le Rwanda, aux juges, au Procureur et à son personnel ainsi qu'au Greffier et à son personnel.

2. Les juges, le Procureur et le Greffier jouissent des privilèges et immunités, des exemptions et des facilités accordés aux agents diplomatiques, conformément au droit international.

3. Le personnel du Procureur et du Greffier jouit des privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires des Nations Unies en vertu des articles V et VII de la Convention visée au paragraphe 1 du présent article.

4. Les autres personnes, y compris les accusés, dont la présence est requise au siège ou au lieu de réunion du Tribunal international pour le Rwanda bénéficient du traitement nécessaire pour assurer le bon fonctionnement du Tribunal.

Article 30

Dépenses du Tribunal international pour le Rwanda

Les dépenses du Tribunal international pour le Rwanda sont imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies conformément à l'Article 17 de la Charte des Nations Unies.

Article 31

Langues de travail

Les langues de travail du Tribunal international sont l'anglais et le français.

Article 32

Rapport annuel

Le Président du Tribunal international pour le Rwanda présente chaque année un rapport du Tribunal international pour le Rwanda au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/12
12 août 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES,
OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS
LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda soumis par
M. René Degni-Séqui, Rapporteur spécial de la Commission des droits de
l'homme, en application du paragraphe 20 de la résolution S-3/1
du 25 mai 1994

Introduction

1. Conformément au mandat qui lui a été confié par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution S-3/1 du 25 mai 1994, le Rapporteur spécial s'est rendu au Rwanda pour une deuxième visite du 29 au 31 juillet 1994. Le but de cette visite était d'évaluer la situation des droits de l'homme au Rwanda depuis la finalisation du rapport préliminaire que le Rapporteur spécial avait soumis aux Etats membres de la Commission des droits de l'homme le 28 juin 1994 (E/CN.4/1995/7) et d'établir le contact avec les nouvelles autorités rwandaises pour discuter avec elles des problèmes relatifs aux droits de l'homme, et, tout particulièrement, à la situation des réfugiés et personnes déplacées.

2. Le Rapporteur spécial a pu s'entretenir les 28 et 29 juillet 1994 à Nairobi, et du 29 au 31 juillet à Kigali et Gitarama, avec des représentants du nouveau Gouvernement rwandais, des responsables de diverses agences des Nations Unies oeuvrant au Rwanda ainsi que des représentants des organisations non gouvernementales. Parmi les personnes rencontrées étaient

notamment : M. Paul Kagame, Vice-Président de la République et Ministre de la défense; M. Faustin Twagiramungu, Premier Ministre; M. Alphonse-Marie Nkubito, Garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-Marie Vianney Ndagijimana, Ministre des affaires étrangères; Dr. Joseph Nsengumana, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique; M. Mugbo Rie, Ministre du travail et des affaires sociales; M. Shahryar Khan, Représentant spécial du Secrétaire général pour le Rwanda; le Général Roméo Dallaire, Commandant de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR); M. Michel Moussalli, Envoyé spécial du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR); M. Arturo Hein, Coordonnateur humanitaire du United Nations Rwanda Emergency Office (UNREO) et son Directeur exécutif, M. Charles Petrie; ainsi que M. Bernard Kouchner, et le collectif des ligues et associations des droits de l'homme au Rwanda (CLADHO).

3. Le Rapporteur spécial souhaite ici exprimer ses remerciements à toutes ces personnalités qui lui ont fourni de l'assistance et ainsi facilité sa visite, tout particulièrement au Commandant de la MINUAR pour son appui logistique.

4. Ces différents entretiens ont permis de faire le point sur la situation qui prévaut au Rwanda en mettant l'accent sur l'insécurité, le retour des réfugiés et des personnes déplacées, et aussi de s'accorder avec les autorités sur certains points.

I. L'INSECURITE AU RWANDA

5. Le problème fondamental que pose la situation actuelle au Rwanda se ramène à celui de la sécurité. La fin du conflit armé n'a pas pour autant mis un terme à l'insécurité. Les hostilités n'ont, en effet, laissé derrière elles que ruine et désolation : grandes pertes en vies humaines, nombreux dégâts matériels, familles endeuillées, villes vides d'habitants ...

6. Certes, depuis la chute de Gisenyi le 15 juillet 1994 et le cessez-le-feu, la vie commence peu à peu à renaître. A Kigali et à Gitarama des magasins sont nettoyés ou déjà ouverts, des petits marchés s'ouvrent çà et là, et le grand marché de Kigali a, quant à lui, rouvert dès le 27 juillet. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Rwanda reste assez optimiste, estimant que dans deux ou trois mois "se produira un grand changement", entendant par là que la vie redeviendra normale. Mais la préoccupation majeure de l'insécurité demeure, se caractérisant par trois traits essentiels : l'occupation illégale des maisons abandonnées; le banditisme; les exécutions sommaires; et la quasi-absence d'administration d'Etat.

A. L'occupation illégale des maisons abandonnées

7. Des personnes occupent illégalement les maisons abandonnées par les propriétaires ou locataires en fuite. Le cas le plus délicat semble être celui des anciens réfugiés, tout particulièrement ceux qui ont fui le pays lors des massacres au cours des dernières années. Revenus au Rwanda, ils revendiquent leurs terres et s'installent dans les maisons des déplacés ou réfugiés. Le gouvernement se trouve ainsi confronté à un contentieux délicat. Celui-ci est d'autant plus grave que les bâtiments publics n'échappent pas à cette

occupation illicite. Le parquet de Kigali a été ainsi transformé en restaurant avec pancartes portant la mention, et les dossiers en charbon, pour faire du feu en vue de préparer bouillie et thé.

8. Certes, le gouvernement a mis sur pied un comité interministériel, piloté par les Ministres de la défense et de l'intérieur, en vue de faire rentrer les propriétaires dans leurs droits, estimant qu'ils ont priorité sur les anciens réfugiés. Mais, le problème ne sera qu'à moitié résolu sinon déplacé, car il faut trouver des maisons pour loger les nouveaux venus et des terres disponibles pour construire ou cultiver. La difficulté procède ici de ce que le Rwanda ne s'étend que sur une superficie de 26 338 km² pour une population estimée avant les hostilités à près de 8 millions, c'est-à-dire, une très forte densité de 350 habitants/km². Les lourdes pertes causées par les massacres puis les épidémies pourraient-elles être compensées par le retour des anciens réfugiés ? On saisira davantage la difficulté si l'on ne perd pas de vue que la surpopulation de ce pays est une des causes rémanentes du conflit armé. A cette difficulté s'ajoutent le banditisme et les exécutions sommaires.

B. Le banditisme et les exécutions sommaires

9. Dans les villes du Rwanda sévissent banditisme et brigandage. Des bandes armées s'adonnent au pillage des maisons et cases. On signale également des disparitions et enlèvements de personnes ainsi que des exécutions sommaires. Ces derniers actes sont attribués, par des rumeurs persistantes, au Front patriotique rwandais (FPR). Les membres du gouvernement, qui reconnaissent implicitement les faits, n'en imputent pas la responsabilité au FPR. Ils ne démentent pas cependant le fait que des éléments incontrôlés du FPR ou de l'armée puissent s'adonner à de tels actes par mesures de représailles. Mais, la responsabilité des disparitions et exécutions sommaires pourrait également être imputée aux parents des victimes sur la personne des bourreaux ou de leurs familles par esprit de vengeance. On signale par ailleurs des miliciens à Kigali et dans certaines régions du Rwanda. Ils menaceraient de continuer leurs exécutions sommaires et auraient déjà tué un militaire qu'ils auraient jeté dans un égout. Le nouveau gouvernement a, semble-t-il, engagé des "actions immédiates à l'endroit des fauteurs de troubles" pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Mais cette initiative se trouve compromise par l'absence d'une véritable structure administrative.

C. La quasi-absence d'une administration d'Etat

10. La quasi-absence d'une administration d'Etat constitue le troisième élément qui, du reste, peut expliquer les deux autres. Les anciennes autorités politiques, judiciaires et administratives, dominées par le groupe ethnique Hutu, ont fui le pays en même temps que les militaires et au fur et à mesure que l'armée du FPR avançait. En effet, beaucoup d'agents de l'administration centrale et de l'administration locale, et tout particulièrement les préfets et les bourgmestres, ont déserté le pays. Il en va de même des magistrats et surtout des éléments des forces de sécurité, gendarmes et militaires. Les médias ont ainsi annoncé, le mardi 2 août 1994, la présence à Goma de près de 20.000 soldats gouvernementaux. Ce chiffre pourrait s'avérer être bien en deçà de la réalité.

11. Le FPR, qui a remporté la victoire militaire, ne dispose que d'une administration embryonnaire, une administration de guerre qui assure à l'heure actuelle la transition et tout reste à faire. Le pays reste à reconstruire presque ex nihilo. La situation critique d'insécurité où est plongé le Rwanda n'est pas de nature à rassurer ceux qui y habitent, encore moins les réfugiés dont le retour est vivement souhaité par la communauté internationale.

II. LE RETOUR DES REFUGIES ET DES PERSONNES DEPLACEES

12. La grande préoccupation de la communauté internationale à l'heure actuelle est le retour au Rwanda des réfugiés et personnes déplacées. Ceux-ci vivent dans des conditions précaires mais hésitent à rentrer, craignant des représailles de la part des nouvelles autorités et ce, nonobstant les mesures prises pour les rassurer.

A. Les conditions pénibles d'existence

13. Les réfugiés rwandais ont vécu et vivent encore dans des conditions pénibles et dramatiques se rapportant à leur fuite et à leur séjour en terre d'exil.

1. La fuite

14. Fuyant l'avancée victorieuse des éléments du FPR, des millions de personnes ont déferlé en enfonçant, pour s'y réfugier, les portes des Etats frontaliers, tout particulièrement celles du Zaïre. Le nombre des arrivées est impressionnant, se chiffrant à plusieurs milliers de réfugiés. Un hebdomadaire international annonce le 28 juillet 1994 pour Goma que le rythme était de "12 000 à l'heure". D'autres sources émanant des organismes des Nations Unies font même état de 20 000 à l'heure. Aux populations civiles, il faut ajouter plusieurs milliers de soldats gouvernementaux, mêlés à la foule ou la suivant.

15. Le déferlement de cette marée humaine s'est accompagné non seulement de faim, de soif et d'épuisement dus à la longue marche et au poids des bagages, mais également de nombreux morts par accident (piétinement, asphyxie...) ou par assassinats. De plus, l'arrivée ne sera que le commencement du calvaire des rescapés, car leur séjour ne sera pas moins pénible.

2. Le séjour

16. L'exode des Hutus a contribué à vider davantage le Rwanda de sa population. Le nombre de réfugiés qu'ont entraîné la guerre et les massacres est estimé à la fin du mois de juillet à près de 2,5 millions. La population de réfugiés s'établit comme suit : 1,2 million à Goma, 500 000 au Sud-Kivu, 300 000 à 400 000 en République-Unie de Tanzanie, 150 000 au Burundi, 10 000 à 12 000 en Ouganda. Goma, base arrière de l'"opération Turquoise", est ainsi devenue le premier centre d'accueil des réfugiés, surclassant le camp de Bénaco en Tanzanie. Le drame procède de ce que Goma, qui ne comptait que 300 000 habitants, connaît l'intrusion subite de 1 200 000 personnes supplémentaires, soit le quadruple de sa population. La surpopulation de la ville zaïroise, dans des conditions précaires d'existence, contenait les germes d'un drame humain qui la singularisait. Les conséquences étaient en

effet prévisibles. A la famine a succédé une épidémie de choléra. Celle-ci a causé la mort de plusieurs milliers de personnes. Les chiffres avancés ne sont pas précis, variant d'une source à l'autre et donnant lieu à controverse. Le nombre de morts se situerait entre 20 000 et 50 000. Au choléra s'est adjoint une dysenterie qui vient de se déclarer et risque peut-être de revêtir la forme d'une épidémie. Des journalistes ajoutent à la liste des malheurs rwandais la menace d'une éruption volcanique (émanant de deux volcans, le Nyiragongo et le Nyamuragira situés à quelques dizaines de kilomètres au nord de Goma, comme cela a été rapporté dans la presse internationale les 24-25 juillet 1994).

17. En dépit de ces souffrances, les réfugiés hésitent à rentrer dans leur pays, craignant pour leur vie.

B. La crainte de représailles

18. Les Hutus réfugiés dans les différents Etats frontaliers et tout particulièrement à Goma veulent bien rentrer chez eux, mais craignent que les nouvelles autorités politiques à dominante Tutsi ne se vengent et ne les massacrent. Ils se trouvent ainsi enfermés dans un dilemme difficile à dénouer, la seule alternative qui s'offre à eux : mourir de maladie (choléra, dysenterie...) ou au contraire risquer les représailles. Cette crainte, qui trouve son origine dans le génocide des Tutsis, est entretenue et exacerbée à la fois par la Radio Télévision Libre des Milles Collines (RTLM) et par l'ancien gouvernement en fuite.

1. L'action de la RTLM

19. La RTLM a continué sa campagne d'incitation à la haine ethnique et à la violence. Elle aurait appelé les Hutus à quitter le Rwanda pour se réfugier à l'extérieur du pays, tout particulièrement au Zaïre, de peur de se faire massacrer par les nouvelles autorités. L'invitation serait elle-même assortie de représailles à peine voilées à l'encontre des récalcitrants. Il a été rapporté au Rapporteur spécial dans ce sens l'un des propos qui circulent à Goma: "les loups dorment avec les moutons". Et les premiers s'adressant aux seconds, leur lancent "ne rentrez pas, restez avec nous", laissant sous-entendre qu'en cas de refus, la sanction serait inévitable : les loups mangeront les moutons.

20. La pression exercée par la RTLM est d'autant plus forte et efficace qu'elle est bien connue, qu'elle est leur radio et que les Rwandais ont une "culture de radio", ayant presque en permanence leur poste à l'oreille. L'opinion publique s'est réjouie un moment de ce que la "radio qui tue" ait cessé d'émettre. Il a même été rapporté que les militaires français l'avaient neutralisée. Mais il n'en est rien, car pas plus tard que le lundi 1er août 1994, la presse internationale déplorait encore son existence et la campagne par elle orchestrée.

2. L'action de l'ancien gouvernement

21. La campagne menée par la RTLM vient au soutien de l'action entreprise par les anciennes autorités rwandaises. Des témoignages concordants et dignes de foi ont en effet révélé que ceux-ci ont appelé les populations Hutus à les

suivre dans leur retraite de peur de se faire massacrer par le FPR et les Tutsis. Cette invitation, dit-on, aurait fait l'objet d'une véritable campagne menée par les médias, des préfets, des officiers de l'armée et de la gendarmerie, ainsi que par des bourgmestres. Elle s'appréhenderait beaucoup plus comme un ordre qu'une simple recommandation, les destinataires n'ayant pas le choix. Car un grand nombre de Hutus aurait été forcé à les suivre, constituant ainsi de véritables otages. Et ceux qui ont refusé auraient été considérés comme des collaborateurs des Tutsis et de ce fait massacrés. L'on rapporte en ce sens le témoignage de plusieurs personnes, dont une institutrice, qui auraient déclaré être allées à Goma contre leur gré "pour ne pas risquer leur vie". Tout se passe comme si la fuite de cette marée humaine vers les Etats frontaliers du Rwanda et tout particulièrement vers le Zaïre (Goma) n'était pas spontanée et désordonnée mais forcée et planifiée. Les Hutus craignent à la fois les massacres supposés perpétrés par les nouvelles autorités tutsis et ceux effectivement commis par les anciennes autorités hutus. Cette situation a conduit le FPR, sous la pression de la communauté internationale, à prendre des mesures destinées à rassurer les réfugiés et les personnes déplacées.

C. Les mesures destinées à rassurer les réfugiés
et les personnes déplacées

22. Pour exhorter les réfugiés et les personnes déplacées à rentrer chez eux, diverses mesures ont été prises par le nouveau gouvernement autant que par la communauté internationale.

1. Le nouveau Gouvernement rwandais

23. Dans le but de favoriser le retour au pays des nationaux, le nouveau Gouvernement rwandais a entrepris essentiellement deux actions.

24. La première a consisté dans les discours prononcés par les plus hautes autorités de l'Etat. Le Président de la République, le Vice-Président et le Premier Ministre ont, en effet, respectivement invité les réfugiés à rentrer en leur donnant l'assurance qu'ils n'avaient rien à craindre ni pour leur personne ni pour leurs biens. Il a été précisé qu'ils récupéreront ce qu'ils ont laissé et que priorité était donnée à leurs droits sur ceux des anciens réfugiés. Un tel engagement, certes interne, mais souscrit devant la communauté internationale, n'est pas sans portée réelle. Toutefois, certains observateurs craignent que les réfugiés n'aient pas accès à l'information diffusée sur la radio rwandaise en raison de la portée limitée de ses émissions à la région de Kigali. Des membres du gouvernement ont cependant précisé que l'objection devait être relativisée, ne valant que lorsque la radio émet en modulation de fréquence. Il importe à ce stade de se demander si les réfugiés écoutent ou ont le temps d'écouter la radio rwandaise. Par ailleurs, à supposer qu'ils le fassent, ne considéreront-ils pas l'engagement du gouvernement comme relevant du discours politique, y voyant là-même un piège, eu égard à toute la campagne orchestrée par les anciennes autorités rwandaises ? Les discours doivent donc être suivis dans les meilleurs délais de mesures concrètes d'application pour emporter l'adhésion des réfugiés sceptiques.

25. La seconde action est constituée par les accords conclus par le Président de la République à la fin du mois de juillet dernier avec ses quatre homologues des Etats frontaliers : Zaïre, Tanzanie, Burundi et Ouganda. Dans ces instruments internationaux, les Etats s'accordent essentiellement sur quatre points :

- a) Retour en toute liberté des réfugiés au Rwanda;
- b) Non-utilisation des territoires des Etats de refuge comme base de déstabilisation du Rwanda;
- c) Désarmement des militaires et des personnes armées;
- d) Cessation immédiate des radios mobiles incitant à la haine ethnique au cas où elles existeraient.

26. S'ils étaient appliqués, ces accords seraient de nature à favoriser le retour des réfugiés Hutus au Rwanda. Mais ces mesures restent encore insuffisantes et doivent être complétées par celles de la communauté internationale.

2. La communauté internationale

27. Le terme de communauté internationale doit être appréhendé lato sensu, englobant non seulement les organes des Nations Unies mais également des Etats Membres et les différentes organisations non gouvernementales qui concourent sur le terrain à la sauvegarde des vies humaines.

28. La communauté internationale ainsi entendue a mis sur pied toute une série de mesures destinées à favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées en toute sécurité. Faute de les citer toutes, quelques-unes, les plus récentes, seront mentionnées à titre d'illustration :

a) La mise en place de relais humanitaires sur les routes de retour des réfugiés est envisagée par le HCR et la MINUAR. Ces "routes humanitaires" iraient notamment de Goma et Bukavu à Kigali et seraient jalonnées à intervalles réguliers de ponts de ravitaillement en eau, en nourriture et en médicaments;

b) L'installation de soutiens techniques et logistiques ainsi que le débarquement de vivres sont prévus, non au camp des réfugiés ni sur les "routes humanitaires", mais directement au Rwanda. C'est la stratégie adoptée par les Etats-Unis d'Amérique pour attirer les réfugiés et favoriser ainsi leur retour au Rwanda. Cette politique a déjà eu un commencement d'exécution dès le dimanche 31 juillet 1994 par le débarquement de soldats et de matériels américains;

c) L'installation de stations de radio destinées à faire circuler l'information auprès des réfugiés. L'information porterait sur leur sécurité et contrebalancerait les rumeurs alarmistes des extrémistes Hutus. A cet effet, deux stations de radio ont déjà été mises sur pied. La première, la section suisse de Reporters sans frontières, dirigée par le journaliste Philippe Dahinden, a en principe commencé à émettre de Bukavu au Zaïre, tandis

que la seconde, animée par Reporters sans frontières devrait l'être à partir de Goma. Mais ces mesures demeurent encore insuffisantes. Aussi le Rapporteur spécial a-t-il suggéré quelques propositions qui ont reçu l'accord du Gouvernement.

III. PROPOSITIONS ET RECOMMANDATIONS

29. Le Rapporteur spécial dans ses entretiens avec les membres du gouvernement a émis certaines suggestions ou propositions qui ont été favorablement accueillies. Ces propositions dont, à la vérité, certaines semblaient déjà acquises, sont destinées essentiellement au retour des réfugiés et à la paix sociale au Rwanda. Elles se rapportent au non-recours à des représailles, à des mesures complémentaires rassurantes et au déploiement des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies sur le terrain.

A. Le non-recours à des représailles

30. Le but principal de la démarche du Rapporteur spécial auprès des nouvelles autorités de Kigali était de s'assurer qu'elles n'allaient pas se livrer à des exécutions sommaires. Le Rapporteur spécial a été satisfait de la réponse qu'il a reçue des différentes personnalités rencontrées et qui, de surcroît, ne comportait aucune équivoque. Elle s'énonce en ces termes : le nouveau gouvernement s'engage non seulement à ne pas entreprendre des mesures ou des actes de représailles mais de plus à punir les personnes qui se livreraient à de tels actes. C'est ainsi que le Premier Ministre a déclaré : "Je m'engage à ne pas laisser les exécutions sommaires se perpétrer, les personnes coupables seront châtiées... On ne peut tolérer l'impunité dans ce pays."

31. L'impunité étant l'une des sources de violations graves des droits de l'homme, dont le génocide, au Rwanda, le gouvernement affirme sa ferme détermination à la "tarir". C'est en ce sens qu'une réorganisation rapide de l'appareil judiciaire est entreprise par le Ministre de la justice. Il a été également affirmé avec non moins de fermeté que le non-recours aux représailles et la poursuite des coupables du génocide, qui lui est inextricablement lié, sont les conditions indispensables à la réconciliation et à l'unité nationales, dont la nécessité s'impose impérieusement. Le Rapporteur spécial a enregistré avec satisfaction ces points de vue qui coïncident avec ceux par lui exprimés dans son rapport préliminaire.

32. Le non-recours à des mesures de représailles, déjà contenu dans les discours précités des trois premières personnalités politiques de l'Etat et qui n'exclut pas la poursuite des coupables du génocide, vise un double objectif. Le premier est destiné, dans l'immédiat, à rassurer les réfugiés de ce qu'ils pourront regagner leurs collines et maisons en toute quiétude et sécurité. Le second tend, dans un terme plus ou moins long, à prévenir la justice privée et à ramener ainsi définitivement la paix sociale au Rwanda.

33. Mais dans l'immédiat, cette position, pour louable et appréciable qu'elle soit, n'en est pas moins limitée. Aussi le Rapporteur spécial a-t-il proposé des mesures complémentaires.

B. Les mesures complémentaires rassurantes

34. Le Rapporteur spécial a suggéré aux autorités politiques de prendre un certain nombre de mesures concrètes en complément de celles déjà adoptées en vue de rassurer davantage les réfugiés. Ces suggestions se répartissent en mesures immédiates et à court terme.

1. Les mesures immédiates

35. Les mesures immédiates comportent :

a) Une campagne d'explication à l'adresse des populations vivant sur le territoire national tendant à déplorer et à condamner les massacres, à compatir à la douleur des victimes et des familles endeuillées, à leur donner l'assurance que les coupables seront jugés et punis par la justice et à leur demander, avec instance, de s'abstenir de se livrer à la justice privée de peur d'encourir des sanctions sévères;

b) Des circulaires, notes de service et instructions adressées à toutes les autorités nationales ou locales, leur enjoignant de ne tolérer aucun acte de représailles et d'engager les poursuites contre les coupables de tels actes;

c) Une réglementation interdisant et réprimant sévèrement les actes incitant à la haine ethnique et à la violence. En ce sens, le Rapporteur spécial s'est félicité de ce que les nouvelles cartes d'identité, aux dires des membres du gouvernement, ne comportent plus mention de l'appartenance ethnique.

2. Les mesures à court terme

36. Les mesures à court terme préconisées par le Rapporteur spécial ont trait essentiellement à l'éducation aux droits de l'homme et au respect scrupuleux de la dignité humaine. Cette éducation serait assurée à la fois par l'école et par la radio. Il s'agirait tout simplement de l'intégrer dans leurs programmes respectifs. L'on mesurera la portée d'une telle action si l'on garde à l'esprit, à court terme, la "culture de la radio" au Rwanda, et, à moyen terme, le rôle de l'école dans la formation des personnes pour les générations à venir.

37. Ces mesures à effet lointain devraient être prises dans les meilleurs délais et complétées par le déploiement des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies sur le terrain.

C. Le déploiement des spécialistes des droits de l'homme
des Nations Unies

38. Le Rapporteur spécial a enfin obtenu l'adhésion des autorités rwandaises à l'idée de déployer des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies sur l'ensemble du territoire national. Il a mis l'accent sur le rôle de ces observateurs et le dispositif y afférent.

1. Le rôle des spécialistes des droits de l'homme des Nations Unies

39. La présence des spécialistes sur le terrain présente des avantages certains afférents aux divers rôles qu'ils sont susceptibles de jouer : persuasion, dissuasion, prévention et défense.

40. La première consiste à redonner confiance aux réfugiés et aux personnes déplacées pour qu'ils rentrent en toute quiétude, car la présence de tels spécialistes est en elle-même rassurante, en ce qu'elle peut constituer une garantie pour eux contre d'éventuels massacres. Elle est également dissuasive en ce sens que les nouvelles autorités se garderont d'exercer des représailles en présence des spécialistes des Nations Unies, qui, de surcroît, vérifieront la bonne foi et la sincérité des autorités de ne pas entreprendre des mesures de représailles.

41. La dissuasion renvoie ainsi à la prévention en ce qu'elle prévient de nouvelles violations des droits de l'homme par la présence des spécialistes des Nations Unies, qui surveilleront le retour des réfugiés en s'assurant de leur sécurité et en aidant à leur réinstallation dans le strict respect de leurs droits. Enfin, la défense consistera purement et simplement dans l'assistance aux enquêtes sur le terrain en vue d'établir les preuves sur les différentes violations des droits de l'homme par les parties au conflit et les auteurs du massacre et du génocide.

2. Le dispositif

42. Le dispositif envisagé par le Rapporteur spécial comporte trois phases. Au départ, pour tenir compte de la modicité des moyens du Centre pour les droits de l'homme et de l'urgence, les spécialistes des Nations Unies se réduiraient à 20 spécialistes répartis comme suit :

a) 10 destinés à suivre les personnes réfugiées tout le long du parcours des "routes humanitaires" précitées;

b) 10 autres évoluant, à raison d'un par ville, dans les 10 principales agglomérations suivantes : Kigali; Butare (à 136 km de Kigali); Byumba (75 km); Gitarama (53 km); Kibungo (108 km); Kibuye (139 km); Gisenyi (175 km); Gikongoro (165 km); Ruhengeri (116 km); Cyangugu (291 km). Au fur et à mesure que les réfugiés et les personnes déplacées rentrent chez eux, les spécialistes déployés le long des "routes humanitaires" pourraient se joindre à ceux placés dans les localités mentionnées auparavant.

43. Dans un second temps, dès que ses moyens le permettront, l'Organisation des Nations Unies devrait déployer entre 150 et 200 spécialistes sur l'ensemble du territoire rwandais durant une période minimum de six mois afin de surveiller non seulement le retour mais aussi la reconstruction de l'Etat rwandais, tout en menant les enquêtes nécessaires en vue d'établir la manifestation de la vérité sur les massacres. Le dispositif atteindra ainsi son plein régime durant la première période difficile de reconstruction nationale où les droits de l'homme et les libertés fondamentales risquent d'être exposés à des violations graves.

44. En troisième lieu, à la fin de la période de reconstruction nationale, l'Organisation des Nations Unies devrait progressivement procéder au retrait des spécialistes sur le terrain pour ne laisser sur place qu'une cinquantaine de personnes en vue de terminer l'enquête jusqu'à la fin du mandat du Rapporteur spécial.

45. Telles sont l'ensemble des mesures qui devraient, si elles étaient appliquées, vaincre la réticence des réfugiés et des personnes déplacées et permettre leur retour massif, tout en garantissant leur sécurité. A l'heure actuelle, l'interruption de leur convoyage par les Nations Unies est justifiée par l'épidémie de choléra que l'on veut éviter d'importer au Rwanda. Il faut espérer que les épidémies seront très bientôt enrayées et que les réfugiés rwandais regagneront sans difficultés leurs collines et leurs maisons.

46. L'assistance internationale aux efforts de réconciliation et reconstruction au Rwanda est indispensable. C'est la raison pour laquelle le Rapporteur spécial joint sa voix à celle du Haut Commissaire aux droits de l'homme qui, le 2 août 1994, a lancé un appel pressant à la communauté internationale pour qu'elle soutienne, moyennant des contributions volontaires, le déploiement des spécialistes des droits de l'homme sur le terrain avec l'appui logistique nécessaire dans les meilleurs délais.

47. Des enquêtes sont actuellement menées dans la région au sud-ouest du Rwanda par l'équipe de spécialistes des droits de l'homme établie par le Haut Commissaire aux droits de l'homme. Elles feront bientôt l'objet d'un rapport.



Conseil Economique
et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1995/7
28 juin 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante et unième session
Point 12 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Rapport sur la situation des droits de l'homme au Rwanda,
soumis par M. R. Degni-Séqui, Rapporteur spécial
de la Commission des droits de l'homme, en application
du paragraphe 20 de la résolution 1994 S-3/1
de la Commission, en date du 25 mai 1994

GE.94-13148 (F)

Introduction

1. A sa troisième session extraordinaire, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 1994 S-3/1, en date du 25 mai 1994, par laquelle elle a prié son Président de nommer un rapporteur spécial chargé d'enquêter sur place sur la situation des droits de l'homme au Rwanda et de recueillir, auprès des gouvernements, des particuliers et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, tous renseignements dignes de foi sur la situation des droits de l'homme dans le pays et d'user de l'assistance fournie par les mécanismes existants de la commission des droits de l'homme.
 2. La Commission a prié le Rapporteur spécial de se rendre immédiatement au Rwanda et de faire rapport d'urgence aux membres de la commission dans un délai de quatre semaines à compter de la date d'adoption de la résolution. C'est conformément à cette disposition que le Rapporteur spécial s'est rendu au Rwanda et dans d'autres Etats voisins du 9 au 20 juin 1994. Durant cette mission, il a été accompagné par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, M. Bacre Waly Ndiaye et le Rapporteur spécial sur la question de la torture, M. Nigel Rodley, qui ont accepté son invitation et ainsi mis à sa disposition leur expérience et leur expertise. Le Rapporteur spécial tient à leur exprimer ici sa reconnaissance.
 3. Le Rapporteur spécial voudrait aussi remercier le "gouvernement intérimaire" rwandais ainsi que le Front Patriotique Rwandais (FPR) pour leur coopération.
 4. Il voudrait également remercier tous ceux qui l'ont soutenu dans la préparation et réalisation de sa mission. Il est particulièrement reconnaissant au United Nations Rwanda Emergency Office (UNREO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Haut Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR), et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), pour l'assistance logistique fournie. Le Rapporteur spécial tient également à exprimer sa profonde gratitude au Commandant de la Mission des Nations Unies d'assistance au Rwanda (MINUAR) et à ses officiers pour leur soutien et coopération généreuse, dans des circonstances difficiles, durant son séjour au Rwanda. Enfin, le Rapporteur spécial remercie tous ceux qui lui ont fait parvenir des renseignements sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, notamment les organisations non-gouvernementales, et les invite à continuer cette coopération à l'avenir.
 5. Il faut relever que la mission du Rapporteur spécial fait suite à celle du Haut Commissaire aux droits de l'homme effectuée les 11 et 12 mai 1994 (voir E/CN.4/1994/S-3/3) et dans une certaine mesure à celle du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, M. Bacre Waly Ndiaye, en avril 1993 (voir E/CN.4/1994/7/Add.1).
 6. Le présent rapport, qui s'appuie sur des renseignements, des témoignages et des documents reçus de différentes sources, n'a pas prétention à l'exhaustivité, le temps imparti y faisant obstacle. Il se veut tout simplement et modestement un tableau synoptique de la situation des droits de l'homme au Rwanda, une vue globale qui permettra d'orienter les enquêtes futures. Cette vue globale, pour éclairer la Commission tout en répondant à
-

certaines de ses préoccupations, porte à la fois sur les mesures préliminaires prises par le Rapporteur spécial, sur les faits incriminés, sur les violations des droits de l'homme en résultant et, enfin, comporte une série de recommandations.

I. LES MESURES PRELIMINAIRES

7. Avant de se rendre sur les lieux pour effectuer une enquête préliminaire et faire rapport aux membres de la Commission sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, le Rapporteur spécial a mené une réflexion préalable avec son équipe concernant le mandat et la méthode à utiliser pour les enquêtes en découlant.

A. Le mandat

8. Le mandat confié au Rapporteur spécial contient deux éléments :

a) Faire rapport à la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Rwanda, y compris les causes profondes et les responsabilités (enquête "horizontale");

b) Faire parvenir au Secrétaire général des renseignements rassemblés et compilés systématiquement sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire. La Commission des droits de l'homme a affirmé que tous ceux qui commettent ou autorisent de telles violations en sont personnellement responsables et que la communauté internationale fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'ils soient traduits en justice (enquête "verticale").

9. Ces obligations d'enquêter et de faire rapport sont complémentaires et devraient être accomplies dans le cadre de la même structure, en deux étapes qui sont interdépendantes et se recoupent. La collecte de renseignements servant à faire rapport à la Commission des droits de l'homme (et d'autres organes des Nations Unies, tel que demandé par la résolution S-3/1) ainsi que la formulation de recommandations pour des actions concrètes et immédiates visant à sauver des vies, doivent être des priorités.

10. Les deux étapes sont complémentaires dans la pratique, étant donné que les sources de l'information en sont les mêmes. De même, les renseignements recueillis pour un aspect du mandat éclairent l'autre. Par exemple, des enquêtes sur la structure des forces armées des deux parties au conflit sont nécessaires pour formuler des recommandations visant à mettre un terme aux massacres et donnent, en même temps, la base pour déterminer des responsabilités individuelles, prenant en considération la chaîne de commandement. Les enquêtes "horizontales" de la première étape fourniront une vision générale de l'information disponible et de la méthode la plus efficace pour l'obtenir, toutes deux indispensables avant de commencer des enquêtes approfondies, dans la deuxième étape, sur certains cas déterminés. La première étape permettra aussi d'identifier les cas prioritaires qui peuvent mener à des enquêtes (exemple : analyse des émissions des stations de radio proches du gouvernement et leur lien avec les massacres de Tutsis et de Hutus modérés, en vue d'établir des responsabilités individuelles et d'identifier des massacres particuliers qui pourraient être examinés plus en détail).

11. Pour assurer que les deux étapes sont complémentaires, l'information doit être recueillie, enregistrée et analysée de façon telle qu'elle puisse être utilisable, en cas de procès, par une juridiction nationale ou, le cas échéant, internationale.

12. La façon dont les deux étapes pourront être mises en oeuvre est influencée par les événements sur place, et surtout par les considérations de sécurité pour les enquêteurs dans une situation de conflit armé. Etant donné les risques encourus, notamment pour les victimes et les témoins, aussi bien au Rwanda que dans les pays où ils ont trouvé refuge, la collecte des renseignements doit commencer par les nombreuses organisations et agences internationales actives sur place, journalistes, religieux, etc. au Rwanda et dans d'autre pays de la région ou en Europe. La grande majorité d'entre eux ont déjà fait preuve de la plus grande disponibilité pour fournir toute information utile au Rapporteur spécial.

13. Cette enquête approfondie sera effectuée par une équipe de spécialistes des droits de l'homme, qui sera déployée sur le terrain par le Haut Commissaire aux droits de l'homme, conformément à la résolution S-3/1 de la Commission des droits de l'homme. Le Rapporteur spécial s'était également proposé, lors de sa première visite à la région, de préparer le travail de cette équipe, dont les deux premiers membres sont déjà sur place.

B. Consultations et visites sur le terrain

14. Suite à sa nomination le 25 mai 1994, le Rapporteur spécial s'est rendu à Genève et à Bruxelles en vue de procéder, en attendant l'achèvement de la préparation logistique et administrative de sa mission au Rwanda, à des consultations auprès du Centre pour les droits de l'homme, de représentants d'Etats et d'organisations non gouvernementales oeuvrant pour la défense des droits de l'homme.

15. Entre le 6 et le 9 juin 1994, il a rencontré des représentants des Gouvernements du Rwanda, du Burundi, du Zaïre, du Canada, du Cameroun, du Nigéria, de la France et de la Belgique, ainsi qu'un grand nombre d'organisations des droits de l'homme qui lui ont fait part de leurs observations et fourni des renseignements concernant la situation des droits de l'homme au Rwanda. Ayant appris, pendant son séjour à Genève, l'assassinat de l'Archevêque de Kigali, de l'Evêque de Kabgayi, ainsi que de 10 prêtres par le FPR et, probablement par mesure de représailles, l'exécution par les forces armées rwandaises de 63 autres personnes, le Rapporteur spécial a adressé le 9 juin 1994 des lettres, tant au FPR qu'au "gouvernement intérimaire", pour condamner ces actes, demander que tout soit mis en oeuvre pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent et exiger que des poursuites soient ouvertes contre les auteurs de ces massacres, tout en leur offrant les garanties de la défense. Une lettre a été également adressée au Gouvernement français pour solliciter la mise à la disposition du Rapporteur spécial de la boîte noire de l'avion présidentiel. Le Gouvernement français a répondu le 17 juin 1994 qu'il n'était pas en possession de la boîte noire et qu'il convenait de s'adresser au "gouvernement intérimaire". L'état-major rwandais, à qui la même requête a été adressée, a, quant à lui, répondu qu'il n'était au courant de rien.

16. Du 9 au 15 juin 1994, le Rapporteur spécial a rencontré à Bruxelles, Nairobi, Bujumbura et dans la région du Sud-Kivu (Zaire), les Représentants spéciaux du Secrétaire général pour le Rwanda et le Burundi, le Coordinateur de l'UNREO et plusieurs de ses collaborateurs, le Commandant de la MINUAR, l'Envoyé spécial du HCR et plusieurs de ses délégués dans la région, de nombreux représentants des agences, institutions et programmes des Nations Unies actuellement actifs au Rwanda, du CICR et d'organisations internationales non gouvernementales qui fournissent de l'assistance humanitaire, d'organisations des droits de l'homme, ainsi qu'un grand nombre de personnalités, aussi bien des rwandais que des ressortissants d'autres pays, qui lui ont apporté leur témoignage sur des violations des droits de l'homme au Rwanda.

17. Du 16 au 20 juin 1994, le Rapporteur spécial a séjourné au Rwanda, où il a rencontré le Commandant et plusieurs autres officiers de la MINUAR, le chef de l'état-major des forces armées rwandaises, le Préfet de la ville de Kigali et deux membres de l'état-major de la Gendarmerie, ainsi que des représentants du FPR. Pendant son séjour au Rwanda, le Rapporteur spécial a visité plusieurs endroits hébergeant des personnes déplacées par le conflit, notamment le stade Amahoro, l'hôpital Roi Fayçal et l'aéroport de Kigali. Le Rapporteur spécial a également visité l'hôpital du CICR à Kigali. Ces différentes visites lui ont permis de tenter de reconstituer les faits.

II. LES FAITS INCRIMINES

18. L'attaque de l'avion survenue le 6 avril 1994 et qui a coûté la vie au Président de la République rwandaise, Juvénal Habyarimana, au Président de la République burundaise, Cyprien Ntaryamira, plusieurs personnes de leur entourage, ainsi qu'à l'équipage, semble bien être la cause immédiate des événements douloureux et dramatiques que connaît actuellement ce pays. C'est probablement la raison pour laquelle la Commission des droits de l'homme demande au Rapporteur spécial de "rassembler tous les renseignements dignes de foi sur la situation des droits de l'homme dans le pays, y compris les causes profondes des atrocités récentes". Ces atrocités comportent principalement les massacres et d'autres faits qui en résultent.

A. Les massacres

19. Au moment où l'avion présidentiel s'écrasait, la situation intérieure rwandaise était tendue et explosive pour plusieurs raisons : frustrations dues aux retards accusés dans l'application des accords de paix d'Arusha en date du 4 août 1993, terreur semée par les milices, assassinats de leaders de l'opposition et de militants des droits de l'homme, rumeurs persistantes selon lesquelles chacune des deux parties, le gouvernement et le FPR, se préparaient à la guerre. La mort du président Habyarimana sera l'étincelle qui mettra le feu aux poudres, déclenchant les massacres de civils. Le lendemain, les combats entre les forces gouvernementales et le FPR reprendront. Jusqu'ici, c'est à dire, au moment de la rédaction du présent rapport, les actes de violence n'ont pas cessé. Ceux-ci se singularisent à la fois par leur ampleur et par leurs caractéristiques.

1. Leur ampleur

20. Certes, le peuple rwandais a été victime de plusieurs massacres, notamment en 1959, 1963, 1966, 1973, 1990, 1991, 1992 et 1993. Mais ceux qui se déroulent à l'heure actuelle sont sans précédent dans l'histoire de ce pays et même dans celle de l'Afrique tout entière. Ces massacres ont pris en effet une ampleur inégalée dans l'espace et dans le temps.

21. Les atrocités s'étendent sur l'ensemble du territoire national. Il convient toutefois de distinguer la zone gouvernementale de la zone contrôlée par le FPR. Dans la première, la plupart des massacres sont le fait des milices interahamwe ("ceux qui attaquent ensemble") du Mouvement Républicain National du Développement et de la Démocratie (MRND), et impuzamugabmi ("ceux qui ont le même but") de la Coalition pour la Défense de la République" (CDR), et sont dirigés contre les Tutsis et des Hutus considérés modérés, c'est-à-dire des personnes aux mains nues et sans défense. Les exemples, fournis par de témoins dignes de foi, ne manquent pas. On se bornera à en mentionner quelques-uns : à Butare, plusieurs milliers de personnes ont été massacrées ou mutilées; à Gisenyi, des milliers de Tutsis ont subi le même sort, certains auraient été enterrés vivants dans des fosses communes au cimetière de la ville et dans la paroisse de Nyundo (formée de la préfecture de Kibuye), plus de 560 personnes ont été tuées, dont 56 religieux et religieuses et 11 auxiliaires d'apostolat; des atrocités ont été également perpétrées à Kibuye, particulièrement au stade et à la paroisse; à Gikongo, un quartier de Kigali, en un seul jour, dimanche 10 avril, la rue était couverte de cadavres sur un kilomètre; à Kiziguro, paroisse située sur la route entre Kabiro et Murambi, on découvrait une fosse commune contenant plusieurs centaines de cadavres et quelques survivants criant au secours. A Cyangugu le nombre de personnes massacrées est à l'heure actuelle estimé à plus de 25 000.

22. Dans la zone contrôlée par le FPR, les exemples de massacres sont plutôt rares, voire quasi inexistantes, peut-être parce que moins connus. Les autorités gouvernementales accusent le FPR d'avoir massacré plusieurs milliers de civils. Selon la déclaration du "gouvernement intérimaire" rwandais à Genève datée du 24 mai 1994, "les combattants du FPR se sont livrés à des massacres systématiques contre l'ethnie hutue en se servant notamment de la carte d'identité. ... Dans les zones contrôlées par le FPR, des milliers de populations furent sauvagement massacrées et enterrées dans des fosses communes préparées bien avant le déclenchement des hostilités". Mais aucun témoignage ne permet de confirmer ces informations. A la demande du Rapporteur spécial des officiers supérieurs des forces armées rwandaises ont promis de fournir des documents allant dans ce sens. Le FPR a été accusé d'enlever des personnes des camps de déplacés pour les exécuter. Ce fait, qui pourrait expliquer l'absence de prisonniers de guerre, n'a pas non plus pu être ni établi ni confirmé par d'autres témoignages. Il faut noter que le FPR a promis de présenter aux observateurs des droits de l'homme des prisonniers de guerre. Ce qui est certain, c'est que le FPR s'est rendu coupable d'exécutions sommaires. Par exemple, le 9 juin 1994, des éléments du FPR ont exécuté plusieurs religieux dont 2 évêques et l'Archevêque de Kigali. Une opération d'évacuation de Tutsis, à la Paroisse Saint-Paul, effectuée par le FPR le 16 juin 1994, a entraîné la mort de plusieurs personnes. Selon le "gouvernement intérimaire", elles auraient été exécutées en raison de leur appartenance à l'ethnie hutue. A cela, les représentants du FPR ont répondu

que certaines personnes ont pu être tuées au cours du combat, mais ont affirmé que, dans le feu de l'action, il n'y avait pas le temps de faire le tri entre Hutus et Tutsis, et que ces actes n'étaient pas intentionnels. Le lendemain, l'attaque d'un véhicule de la MINUAR, a coûté la vie à un observateur militaire et grièvement blessé un autre. Le 19 juin 1994, en dépit de trois précédents fâcheux et de l'appel pressant du Rapporteur spécial demandant qu'on évite de prendre pour cibles les organismes humanitaires, un obus est une nouvelle fois tombé dans l'enceinte de l'hôpital du CICR, tuant une personne et blessant plusieurs autres.

23. Les massacres n'ont pas commencé le même jour sur l'ensemble du territoire rwandais. C'est naturellement Kigali qui a donné le ton dès la nuit du 6 au 7 avril avec l'assassinat du Premier Ministre, Mme Agathe Uwilingiyimana, du président de la Cour suprême Joseph Kavaruganda, de certains membres de son gouvernement, ainsi que des dix Belges membres de la MINUAR. Butare et Cyangugu, en revanche, seront calmes durant plus d'une semaine et n'entreront dans le cycle de la violence qu'à la suite de la révocation de leurs préfets, remplacés par des Hutus extrémistes. Des témoignages concordants et dignes de foi indiquent que le nouveau Président de la République se serait rendu à Butare pour exhorter la population hutue aux massacres. A Cyangugu, en dépit du retard accusé, le 20 avril, le nombre de personnes massacrées atteignait selon certains témoignages près de 15 000. Les militaires auraient bouclé toutes les voies conduisant au Zaïre pour empêcher les rescapés de s'enfuir et le préfet aurait dit avoir reçu "des ordres d'en haut" allant dans ce sens. Ces massacres se sont poursuivis sans discontinuer jusqu'à ce jour. Une véritable chasse à l'homme est entreprise de maison à maison, de famille à famille, de colline à colline, par les miliciens qui n'hésitent pas à s'attaquer à l'heure actuelle aux personnes dans les camps dits de déplacés. C'est ainsi que le 14 juin 1994, ils ont enlevé 40 jeunes gens et, le 17 juin, sans l'intervention ferme de la MINUAR, l'Hôtel des "Milles Collines" aurait connu un carnage : un groupe de miliciens armés y était entré.

24. Au total, le nombre des personnes tuées sur l'ensemble du territoire se chiffre à des centaines de milliers, entre 200 000 et 500 000. Ce chiffre est certainement en deçà de la réalité. Aussi certains observateurs soutiennent - ils qu'on est proche du million. Il n'est pas certain que l'on obtienne un jour le nombre exact des victimes. Ce qui en revanche est absolument sûr, c'est que la communauté internationale assiste à une tragédie humaine qui semble être bien orchestrée.

2. Leurs caractères

25. Les massacres sont d'autant plus horribles et terrifiants qu'ils se donnent pour programmés, systématiques et atroces.

26. Les massacres semblent avoir été programmés. Ce constat procède d'un faisceau d'indices : le premier est constitué par la campagne d'exhortation à la haine ethnique et à la violence orchestrée par les médias du gouvernement ou proches de lui, tels que la Radio rwandaise, et surtout la "Radio Télévision Libre des Milles Collines" (RTL). Le second consiste dans la distribution d'armes à la population civiles et plus particulièrement aux miliciens. Des lettres pastorales du diocèse de Nyundo datant de

décembre 1993, et émanant de l'Evêque et des prêtres, condamnent cette distribution d'armes à la population. De plus, les miliciens auraient suivi des entraînements intensifs dans des installations militaires de novembre 1993 à mars 1994. A cela s'ajoutent la terreur semée par les miliciens et l'assassinat de personnalités politiques. Le troisième réside dans la célérité exceptionnelle avec laquelle les événements ont commencé après la mort du Président rwandais : le "gouvernement intérimaire" s'est constitué quelques heures seulement après l'accident, rapporte une source internationale fiable. De plus, des barricades ont été posées entre 30 et 45 minutes après l'accident d'avion et avant même que la nouvelle de l'accident n'ait été annoncée par la radio nationale. Un témoin digne de foi raconte que 45 minutes après l'explosion, la route allant de l'hôtel Méridien au stade Amahoro était dressée par des militaires et des civils et qu'il avait subi deux contrôles effectués par ceux-ci. Les officiers supérieurs de l'état-major que le Rapporteur spécial a rencontrés reconnaissent les faits, mais auxquels ils trouvent une justification : le président Habyarimana était si populaire que son assassinat par le FPR a provoqué la colère du peuple et des éléments des forces armées. Le quatrième, enfin, procède de ce qu'il existe des listes sur lesquelles figurent les noms de personnes à exécuter. C'est semble-t-il sur la base de ces listes que divers leaders de l'opposition ont été assassinés.

27. Les massacres revêtent un caractère systématique. Des familles entières sont décimées, grands-parents, parents, enfants. Personne n'y échappe, même pas les nouveaux-nés. Mais ce qui est encore plus symptomatique, c'est que les victimes sont poursuivies jusque dans leur dernier retranchement pour y être exécutées. Il en va ainsi des paroisses et surtout des églises, qui autrefois servaient de refuges aux Tutsis, mais qui sont devenues le théâtre de leur holocauste. Il en va de même des caches dans les plafonds ou recoins des maisons et dans les bois et forêts, où les assaillants mettent le feu pour s'assurer qu'ils ne laisseront pas de survivants derrière eux. Il en va encore ainsi des frontières, qui sont barrées pour empêcher aux Tutsis de se rendre dans les pays voisins. A la troisième session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme, le représentant de Médecins sans frontières a donné un exemple assez typique, qui mérite d'être cité :

"A 700 mètres de la frontière burundaise, 80 personnes ont été vues en train de courir vers la frontière ("comme du bétail") chassées par un groupe de miliciens avec des machettes; une personne a été tuée à coups de machettes devant nous. Les autres ont réussi à atteindre la frontière mais malheureusement un groupe de miliciens les attendaient. Moins de 10 personnes ont traversé la frontière, les autres ont été massacrées à la machette." (fin avril 1994)

28. Les tueries sont exécutées dans des conditions atroces, affreusement cruelles. Elles sont en effet précédées d'actes de torture ou autres traitements cruels, inhumains et dégradants. D'une manière générale, les victimes sont attaquées à coups de machettes, de haches, de gourdins, de massues, de bâtons, ou de barres de fer. Les bourreaux vont parfois jusqu'à couper successivement les doigts, la main, les bras, les jambes avant de trancher la tête ou de fendre le crâne. Des témoins rapportent qu'il n'est pas rare que les victimes supplient leurs bourreaux ou leur proposent de l'argent pour être exécutées plutôt par balles qu'à la machette. Il a aussi été signalé que, lorsque les Tutsis sont enfermés dans une salle ou dans une église que

les miliciens n'arrivent pas à ouvrir, les militaires viennent à leur secours : ils défoncent les portes, lancent des grenades dans la salle et laissent le soin aux miliciens d'achever le travail. La barbarie n'épargne ni les enfants des orphelinats, ni les blessés des hôpitaux, qui sont enlevés et tués ou achevés. Des mères se sont vues obligées de piler leurs enfants, tandis que des employés hutus travaillant pour Médecins sans frontières (Butare, fin avril 1994) ont été contraints de tuer leurs collègues Tutsis. Ceux qui ont eu le courage de refuser ont été tués. On a même signalé que les bourreaux, après avoir exécuté leurs victimes en pleine rue, au vu et au su de tous, les découpent en morceaux et certains n'hésitent pas à s'asseoir sur les corps pour boire une bière en attendant que les prisonniers viennent ramasser les corps.

B. Les autres faits

29. Les faits décrits ci-dessous sont des conséquences directes et combinées de la guerre autant que des massacres. Ils se rapportent à ceux qui ont eu la chance de survivre aux tueries et qui continuent à lutter pour se maintenir en vie. Ils s'expriment par l'insécurité et l'exode.

1. L'insécurité

30. Il règne sur l'ensemble du territoire rwandais une insécurité totale qui revêt trois aspects étroitement liés.

31. Le premier aspect, immédiatement perceptible, est la dimension physique et morale qui consiste pour les rares rescapés des massacres à préserver, par instinct, leur intégrité physique et morale. Ils courent en effet le danger de rencontrer l'une ou l'autre des parties au conflit, les forces armées rwandaises, les miliciens ou, au contraire, le FPR. Certes, l'appartenance ethnique ou politique peut écarter le danger, lorsque des Hutus tombent sur les Forces armées rwandaises ou les miliciens, ou que des Tutsis ou des Hutus modérés rencontrent des soldats du FPR, mais ils ne seront pas pour autant définitivement épargnés, puisque les tirs d'obus et de mortiers en pleine ville ne distinguent pas les camps militaires des maisons d'habitation des civils. Pis encore, aucune précaution ne semble être prise pour éviter que les tirs n'atteignent des installations des organismes humanitaires. L'obus tombé le 19 juillet 1994 à l'hôpital du CICR, tuant un membre du personnel et faisant plusieurs blessés, constitue en ce sens un exemple éloquent. Le FPR, responsable de ce dommage, a justifié sa position par le fait que les Forces armées rwandaises s'abritaient derrière ledit hôpital pour attaquer ses troupes - une telle position ne peut que briser le moral des rescapés. D'autres organismes, tel que la MINUAR, ont même été consciemment ciblés.

32. Le second aspect est l'insécurité alimentaire. La famine est à la porte du Rwanda. De vastes parties du territoire semblent entièrement abandonnées. Le long des routes menant de Kigali à Byumba ou à la frontière ougandaise de Kagitumba, par exemple, la plupart des villages sont déserts, et les champs ne sont pas récoltés. La menace d'une famine est réelle, surtout dans les zones au sud du pays, qui ont en plus été victimes d'une sécheresse. Le Rapporteur spécial a reçu des informations selon lesquelles, dans les camps de déplacés

au Rwanda, se produisent des cas de décès dûs à la malnutrition, et cela malgré tous les efforts des organisations internationales d'assistance humanitaire.

33. Le troisième aspect est l'insécurité sanitaire ou plus précisément l'insalubrité. De nombreux observateurs ont souligné le risque d'épidémies dues aux corps pourrissant à l'air libre ou jetés dans les rivières, qui sont susceptibles de polluer les eaux. Les conditions précaires d'existence, l'état de faiblesse de beaucoup de personnes, déplacées ou autres, les rendent plus vulnérables aux maladies. Il ne faut pas non plus oublier que le Rwanda a un des taux les plus élevés au monde d'infections au virus du SIDA. Des initiatives de vaccinations sont entreprises dans les camps de déplacés. Les installations médicales opérationnelles ne suffisent pas pour fournir les soins requis. Le Rapporteur spécial a rendu visite à l'hôpital du CICR à Kigali, où il a été très impressionné par le dévouement et l'abnégation du personnel médical, et aussi par l'immensité de l'oeuvre accomplie.

2. L'exode

34. Le conflit rwandais a entraîné un exode sans précédent dans l'histoire de ce petit pays. Cet exode est d'autant plus impressionnant qu'il comporte un double aspect, l'un, interne, se rapportant aux déplacés et l'autre, externe, visant les réfugiés.

35. Les hostilités entre les forces du "gouvernement intérimaire" et celles du FPR, et surtout la peur des massacres, ont entraîné des mouvements massifs de populations au sein même du pays. On parle de plus de deux millions de personnes ayant quitté leur colline d'origine pour gagner d'autres régions où elles se sentent plus en sécurité. Avec l'évolution du conflit et l'avancée du FPR, une bonne partie de la population se déplace sans cesse, fuyant les combats. L'avancée militaire du FPR vers le sud-ouest et la vague de personnes déplacées que ce mouvement va sans doute entraîner, pourrait rendre la situation dans toute la région particulièrement explosive. On estime que jusqu'à deux millions de personnes pourraient être piégées en ce moment entre la ligne de front et les frontières avec le Burundi et le Zaïre, toutes les deux actuellement fermées aux réfugiés rwandais. D'autres se sont retrouvés dans des lieux d'où ils ne peuvent plus bouger, craignant les massacres. Bien qu'ils ne soient pas retenus de force, ils sont en fait des otages du conflit. Ils se trouvent dans des lieux divers, aussi bien dans la capitale que dans d'autres villes et régions du pays. Lors de son séjour, le Rapporteur spécial a pu visiter plusieurs centres de déplacés, notamment le stade Amahoro, l'hôpital Roi Fayçal et un camp installé à l'aéroport de Kigali. Ces centres, ainsi que d'autres, sont protégés par la MINUAR, et les différentes organisations d'assistance humanitaire font des efforts énormes pour améliorer leur situation qui, néanmoins, reste extrêmement précaire.

36. Les hostilités et surtout les massacres ont amené beaucoup d'autres rwandais à quitter leur pays pour se réfugier dans les Etats voisins. C'est ainsi que le Zaïre a accueilli plus de 50 000 réfugiés dans les régions du Sud-Kivu et de Bukavu. Un nombre considérable d'entre eux sont des burundais qui s'étaient réfugiés au Rwanda lors des événements violents survenus au Burundi en octobre-novembre 1993. Le Burundi a accueilli plus de 85 000 réfugiés dans des camps situés surtout dans les régions de Ngozi et Kirundo.

Mais c'est la Tanzanie qui abrite le plus grand nombre de réfugiés, estimé à 410 000, dont 330 000 dans le seul camp de Benaco, qui est ainsi le plus grand camp de réfugiés du monde. Le total des réfugiés s'élève à près d'un million de personnes. Ce flux important de réfugiés pose aussi de sérieux problèmes aux pays hôtes, qui courent en effet des dangers dus non seulement à la surpopulation et l'insécurité provoquées par la présence de nouveaux venus, mais aussi à la transposition sur leur territoire des tensions politico-ethniques opposant Tutsis et Hutus. Ce risque est important au Zaïre, mais surtout au Burundi, où ces mêmes groupes sont présents. De plus ces pays sont proches d'échéances électorales.

37. Les réfugiés eux-mêmes ne sont pas à l'abri de l'insécurité due précisément à la transposition des problèmes dans les camps. Lors de sa visite dans plusieurs camps situés dans la région du Sud-Kivu, au Zaïre, le Rapporteur spécial a été informé que plusieurs de ces camps servaient de base d'entraînement de milices. Des cas d'assassinats, de torture et de disparitions ont aussi été signalés. Au camp de Luvundi, près de la frontière rwandaise, il a été donné de constater la tension qui existait entre les réfugiés hutus et tutsis, quand deux fonctionnaires internationaux, respectivement de nationalité sénégalaise et malienne, furent agressés verbalement et accusés d'être des espions tutsis. Le Rapporteur spécial lui-même a été interpellé à plusieurs reprises au sujet de sa nationalité.

38. La situation est encore plus explosive et préoccupante dans le camp de Benaco, en Tanzanie. Entre le 28 et le 29 avril 1994, environ 250 000 personnes ont traversé la frontière rwandaise pour se rendre dans le district de Ngara, en Tanzanie. La grande majorité d'entre eux étaient des Rwandais d'origine ethnique hutue fuyant l'avancée du FPR dans l'est du Rwanda. C'est suite à cet afflux sans précédent que le HCR a créé le camp de Benaco, qui abrite actuellement plus de 330 000 personnes à quelque 17 km de la frontière rwandaise.

39. On a constaté que subsistent dans ce camp les mêmes structures d'encadrement des populations qu'au Rwanda et il est à craindre que les milices des partis y soient actives. Il est en effet apparu très rapidement aux responsables du camp que parmi les personnes accueillies se trouvaient des individus accusés d'avoir organisé ou tout au moins participé à des massacres au Rwanda, certains témoins les ayant en effet reconnus. Quatorze d'entre elles, soupçonnées d'avoir participé aux massacres, qui semble-t-il craignaient pour leur vie, acceptèrent d'être placées en détention sous la protection de la police tanzanienne. Cependant, le 15 juin 1994, ces 14 personnes soupçonnées ont été libérées par la police tanzanienne à la condition qu'elles ne retournent pas à Benaco, mais elles ne tinrent pas parole, et la tentative du HCR de les faire ressortir du camp se solda par une émeute regroupant près de 5 000 personnes, qui se livrèrent à des manifestations violentes et menacèrent les employés des organisations humanitaires de leur faire subir le sort des 10 casques bleus belges, qui ont été torturés et mutilés avant d'être exécutés à Kigali. On signale, en effet, que des assassinats ont été commis à Benaco, dont certains semblent avoir été motivés par des raisons politiques.

40. Plusieurs observateurs rencontrés par le Rapporteur spécial ont estimé que la marée humaine ayant précédé la création de Benaco, en raison de son caractère planifié et bien organisé, ressemble à un repli stratégique des miliciens responsables des massacres au Rwanda et de leur entourage. C'est en ce sens que des craintes ont été exprimées de voir le camp servir aux milices de base arrière à des incursions en territoire rwandais et ainsi de leur permettre de poursuivre ainsi les violations des droits de l'homme.

II. LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

41. Les faits ci-dessus constituent sans conteste des violations graves et massives des droits de l'homme. La question est de savoir quelle est la nature que revêtent ces violations, quelles en sont les causes et qui en sont les auteurs.

A. La nature

42. Les faits incriminés revêtent une triple nature : un génocide résultant des massacres des Tutsis, des assassinats politiques de Hutus, et des atteintes diverses aux droits de l'homme.

1. Le génocide des Tutsis

43. D'éminentes personnalités, dont le Secrétaire général des Nations Unies, n'ont pas hésité à qualifier le massacre des Tutsis de génocide. Il importe de vérifier, au regard des faits, la pertinence de cette qualification.

44. L'article II de la Convention sur la prévention et répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 dispose : "le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver des naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe."

45. Il ressort de cette définition trois éléments constitutifs du génocide, qu'on pourrait schématiser ainsi :

- i) Un acte criminel,
 - ii) "Dans l'intention ... de détruire tout ou partie",
 - iii) D'un groupe donné et visé "comme tel".
-

46. La première condition ne semble pas faire de doute eu égard aux massacres perpétrés (II a)) et même aux traitements cruels, inhumains et dégradants (II b)). La seconde n'est pas davantage difficile à remplir, car l'intention claire et non équivoque se trouve bien contenue dans les appels incessants au meurtre lancés par les médias (en particulier le RTLM) et transcrits dans les tracts. Et si ce n'était le cas, l'intention aurait pu être déduite des faits eux-mêmes, à partir d'un faisceau d'indices concordants : préparation des massacres (distribution d'armes à feu et entraînement des miliciens), nombre de Tutsis tués, et résultat de la poursuite d'une politique de destruction des Tutsis. La troisième condition qui exige que le groupe ethnique soit visé comme tel pose en revanche problème en raison de ce que les Tutsis ne sont pas les seules victimes des massacres, les Hutus modérés n'étant pas épargnés. Mais le problème n'est qu'apparent, et ceci pour deux raisons : d'abord, nombre de témoignages révèlent que les tris opérés au cours des barrages pour la vérification des identités visent essentiellement les Tutsis. Ensuite et surtout, l'ennemi principal, assimilé au FPR, reste le Tutsi qui est l'*inyenzi*, c'est à dire "le cafard", à écraser à tout prix. Le Hutu modéré n'est que le partisan de l'ennemi principal, et il n'est visé qu'en tant que traître à son groupe, auquel il ose s'opposer.

47. Il existe un document émanant de l'état-major de l'armée rwandaise et daté du 21 septembre 1992, qui distingue bien l'ennemi principal de son partisan et qui chargeait la hiérarchie militaire de "faire une large diffusion". Selon les termes de ce document, le premier "est le Tutsi de l'intérieur ou de l'extérieur extrémiste et nostalgique du pouvoir, qui n'a jamais reconnu et ne reconnaît pas encore les réalités de la Révolution Sociale de 1959, et qui veut conquérir le pouvoir au Rwanda par tous les moyens, y compris les armes". Le second "est toute personne qui apporte tout concours à l'ennemi principal". De plus, le partisan peut être rwandais ou étranger. Il existe un certain nombre de documents qui confirment cette distinction et qui attestent que les Hutus modérés ne sont massacrés qu'en tant qu'associés ou partisans des Tutsis.

48. Les conditions prescrites par la Convention de 1948 sont ainsi réunies et le Rwanda, y ayant accédé le 16 avril 1976, est tenu d'en respecter les principes qui se seraient imposés même en dehors de tout lien conventionnel, puisqu'ils ont acquis valeur coutumière. De l'avis du Rapporteur spécial, la qualification de génocide doit être d'ores et déjà retenue en ce qui concerne les Tutsis. Il en va différemment de l'assassinat des Hutus.

2. L'assassinat des Hutus

49. Des membres du groupe ethnique hutu, comme il a déjà été indiqué, sont également victimes de massacres. Mais une distinction s'impose à ce stade. D'une part, il y a les Hutus modérés, auxquels, par extension, on associe certains étrangers tels que les Belges, et qui comprennent essentiellement les opposants politiques et les militants des droits de l'homme. Ils constituent la cible toute désignée pour des éléments des Forces armées gouvernementales et les miliciens. D'autre part, il y a les Hutus extrémistes, composés surtout de miliciens, qui seraient victimes, sur simple dénonciation, d'exécutions dans les zones contrôlées par le FPR.

50. Ces actes constituent des assassinats et plus spécifiquement des assassinats politiques qui portent atteinte au droit à la vie, qui est un droit fondamental contenu dans nombre d'instruments internationaux.

51. Faute de citer toutes ces conventions, on en retiendra deux, dont les dispositions pertinentes s'imposent à L'Etat rwandais, qui y a accédé. Ce sont, d'une part, le Pacte International relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, et d'autre part, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 28 juin 1981. Ces assassinats politiques constituent une violation flagrante des instruments précités. L'on doit préciser que le droit à la vie est un droit fondamental, qui existe "en dehors de tout lien conventionnel", et dont le respect s'impose en toutes circonstances.

3. Autres violations

52. Un certain nombre d'autres droits non moins importants font également l'objet de violations graves de la part des parties au conflit. Ces droits violés concernent aussi bien les droits de l'homme stricto sensu que le droit international humanitaire.

53. En combinaison avec le droit à la vie, les autres droits auxquels il est porté atteinte sont assez divers. On se bornera à mentionner, à titre d'exemple : le droit à l'intégrité physique et morale, qui interdit la torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants, consacré par nombre d'instruments juridiques internationaux, notamment le Pacte International relatif aux droits civils et politiques et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Il échet de rappeler que ce droit constitue également un droit fondamental qui s'impose en toutes circonstances; le principe de non discrimination ou droit à l'égalité de traitement, la liberté de mouvement ou de circulation, deux droits consacrés par les conventions précitées; le droit des réfugiés régi par les instruments internationaux relatifs au statut des réfugiés, dont la Convention du 28 juillet 1951, à laquelle le Rwanda est partie.

54. Le droit international humanitaire n'est pas davantage respecté. Beaucoup de faits incriminés, tels le meurtre, les assassinats politiques, l'exécution des otages et les autres actes inhumains commis contre les populations civiles ou des militaires désarmés par les forces armées des deux parties au conflit constituent des crimes de guerre heurtant frontalement les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, ratifiées par le Rwanda, et leur article 3 commun. Il convient de noter, à ce stade, que le FPR a déclaré au CICR qu'il se considère comme lié par les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels. De plus, les assassinats et les autres actes inhumains commis contre les populations civiles ainsi que les persécutions pour des motifs politiques en liaison avec les crimes de guerre constituent des crimes contre l'humanité.

B. Les causes

55. Les causes des violations des droits de l'homme au Rwanda sont de divers ordres : économiques, sociaux, politiques, culturels, etc., desquels l'on retiendra trois immédiatement perceptibles et significatifs de la situation actuelle. Ce sont le refus de l'alternance politique, l'incitation à la haine et à la violence et l'impunité.

1. Le refus d'alternance politique

56. Le refus de l'alternance politique, qui caractérise l'Afrique noire francophone en général, prend une allure particulière au Rwanda avec une forte coloration ethnique. En fait, l'enjeu des événements qui se déroulent dans le pays n'est pas ethnique mais plutôt politique : c'est la conquête du pouvoir politique ou plus précisément le maintien au pouvoir des représentants d'un groupe ethnique, autrefois dominé, qui usent de tous les moyens et principalement de l'élimination du groupe ethnique adverse, ainsi que de ceux de son propre groupe qui lui sont politiquement opposés. De ce point de vue, l'image précitée de l'ennemi principal et de son partisan est assez révélatrice. La résistance aux accords de paix d'Arusha du 4 août 1993 en est un signe tendant même à attester le refus d'un simple partage du pouvoir politique ou de la simple cohabitation politique.

57. Le refus de l'alternance politique renvoie en fait à l'absence d'état de droit. Car l'état de droit garantit l'alternance politique. Et tous les deux constituent des exigences élémentaires de la démocratie pluraliste. Au Rwanda, à l'état de droit s'est ainsi substitué l'état de violence, qui est celui de l'affrontement. Il s'affranchit des règles de la légalité que commande la démocratie et qui postule le respect de la loi. On passe de la démocratie politique à la loi des armes, de sorte qu'à la dévolution pacifique du pouvoir politique par la voie des urnes se substitue sa conquête par la force des armes avec son lot de tueries et de barbaries.

2. L'incitation à la haine ethnique et à la violence

58. Il circule en permanence au Rwanda de fausses rumeurs et des tracts tendant à exacerber les passions ethniques et à inciter à la violence. Ces rumeurs présentent par exemple les Tutsis comme étant "des assoiffés de sang et de pouvoir voulant imposer leur hégémonie au peuple rwandais par les canons et les fusils". Ils s'apprêteraient même à les exterminer. Des appels répétés sont lancés à l'attention des Hutus, et débouchent sur les "dix commandements" qui préconisent une idéologie d'apartheid tendant à se préserver du retour au pouvoir des Tutsis. Cette incitation date de longtemps, comme le soulignent différents rapports dont ceux de la Commission internationale d'enquête, composée par des représentants de plusieurs organisations non gouvernementales, sur les violations massives et systématiques des droits de l'homme depuis le 1er octobre 1990 (7-21 janvier 1993), ou le rapport présenté par M. Bacre Waly Ndiaye, Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, sur la mission qu'il a effectuée au Rwanda du 8 au 17 avril 1993 (voir E/CN.4/1994/7/Add.1).

59. Mais ce qui semble nouveau et mérite d'être souligné, est la forte implication de la Radio Nationale Rwandaise sous contrôle de la Présidence et surtout de la Radio-Télévision libre des Mille Collines (RTLM). Il est frappant de relever que les émissions de ces médias diffèrent significativement selon qu'elles sont émises en français ou en kinyarwanda, la seule langue parlée par la quasi totalité des Rwandais. Inoffensives dans le premier cas, elles deviennent extrêmement agressives dans le second. La RTLM n'hésite pas à appeler à l'extermination des Tutsis. Sa triste célébrité lui vient du rôle déterminant qu'elle semble avoir joué dans les massacres. Aussi l'appelle-t-on "la radio qui tue". Et pour cause, fin avril, cet organe de

propagande des extrémistes hutus annonce, selon Reporters sans frontières, que "le 5 mai, le nettoyage des Tutsis devra être terminé" ou encore "la tombe n'est qu'à moitié pleine, qui veut nous aider à les remplir ?" Cette campagne est d'autant plus dangereuse qu'un haut fonctionnaire des Nations Unies fait observer que le paysan rwandais, qui ne sait en général ni lire ni écrire est très attentif aux émissions en kinyarwanda : il tient à l'oreille la radio et à la main la machette, prêt à entrer en action.

3. L'impunité

60. Tout comme l'incitation à la haine et au meurtre, l'impunité est une cause récurrente des massacres : les milices des partis politiques dressent des barricades, contrôlent l'identité des passants, arrêtent les Tutsis et les Hutus modérés et les exécutent en pleine rue, au vu et au su de tous, devant les éléments de la gendarmerie et des forces armées rwandaises. Ceux-ci, loin d'inquiéter les miliciens, leur portent plutôt main forte. C'est également le cas de certaines autorités locales, préfets ou bourgmestres, qui ont directement participé aux tueries.

61. Les auteurs des massacres précédents et actuels, connus de la population et des pouvoirs publics, n'ont fait l'objet d'aucune poursuite. Bien au contraire, ils continuent à mener une vie paisible et à circuler librement en toute quiétude et impunité. Et pis encore, nombre d'autorités locales qui se sont particulièrement signalés par leur cruauté ont bénéficié de promotions, tandis que celles qui ont réussi à maintenir le calme et à éviter les massacres ont été purement et simplement limogées. Dans le premier cas, on citera le bourgmestre Jean-Baptiste Gatete, connu pour ses méfaits et qui a été promu directeur de cabinet au Ministère de la famille depuis juin 1993. Dans le second, l'on citera le nom du Préfet de Butare, qui a été tué, et celui de Kibungu, qui a été démis de ses fonctions. Comme on l'a vu, les tueries dans les deux préfectures ont commencé aussitôt après leur remplacement.

C. Les auteurs

62. En l'état actuel des recherches entreprises dans le cadre du mandat du Rapporteur spécial, il n'a pas été possible d'identifier nommément tous les responsables des violations et abus commis. Certes, des listes de noms de personnes impliquées dans la planification et l'exécution des exactions sont en sa possession. Mais il se réserve le temps d'établir le lien d'imputabilité et de dresser la liste des auteurs au fur et à mesure des vérifications.

63. Néanmoins, au niveau des personnes morales, ou des organes impliqués dans les atrocités récentes, il est d'ores et déjà possible de retenir certaines responsabilités :

Des organes de l'Etat rwandais, et tout particulièrement, des hauts cadres politiques au niveau national, tels que certains ministres, des différentes composantes des forces de sécurité gouvernementales, telles que la garde présidentielle, les forces armées rwandaises et la gendarmerie; et de certaines autorités locales, préfets et bourgmestres;

Des organes de FPR, notamment les responsables de ses activités militaires;

Des personnes privées telles que les miliciens, les responsables de partis politiques extrémistes (MRND et CDR) ou les fondateurs et les animateurs de la RTLM;

Les responsabilités de certains Etats étrangers et leur ingérence dans la vie politique du Rwanda est également à clarifier;

Enfin, le rôle de la communauté internationale, et, en particulier, la réponse des Nations Unies aux besoins urgents de la population, notamment en matière de sécurité et d'assistance humanitaires, mérite d'être analysée. C'est dans ce contexte que le Rapporteur spécial voudrait joindre sa voix à celle de ceux qui ont déploré la réduction du personnel de la MINUAR le 21 avril 1994, limitant de façon déterminante les possibilités de protéger des personnes en danger.

64. C'est dans ce contexte que l'attaque contre l'avion présidentiel doit être examinée par le Rapporteur spécial, dans la mesure où il peut y avoir des liens entre ceux qui l'ont commanditée et les responsables des massacres. Les circonstances précises de l'assassinat des membres modérés du "gouvernement intérimaire", y compris celui du Premier Ministre, et des 10 soldats belges, doivent être élucidées. Les liens entre les milices des partis politiques, particulièrement l'interahamwe, la garde présidentielle, les forces armées rwandaises et la gendarmerie, doivent également être examinés en vue de déterminer les chaînes de commandement et les responsabilités individuelles. C'est à la lumière de cette enquête que le Rapporteur spécial pourra faire des recommandations pertinentes à la Commission des droits de l'homme.

65. La responsabilité du "gouvernement intérimaire" rwandais est aussi pleinement engagée compte tenu du fait qu'il a renoncé à mettre en oeuvre des mesures efficaces destinées à prévenir les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris le génocide. Dès le début des atrocités, les dirigeants rwandais ont soutenu que les massacres ne cesseraient qu'après la fin du conflit armé. Lors de l'entretien que le Rapporteur spécial a tenu durant sa mission avec le chef de l'état-major des forces armées rwandaises, ce dernier lui a expliqué que les autorités rwandaises pourraient faire appel aux populations pour qu'elles arrêtent les exactions, et que les populations les écouteront, mais que la conclusion d'un accord de cessez-le-feu était une condition préalable à un tel appel.

IV. RECOMMANDATIONS

66. Les recommandations du Rapporteur spécial, qui tiennent dûment compte de la situation d'urgence qui prévaut au Rwanda, se répartissent en mesures immédiates et en mesures à court et moyen terme.

A. Mesures immédiates

I.

67. L'organisation des Nations Unies devrait :

Exiger des parties au conflit que cessent immédiatement la guerre ainsi que le génocide et les autres violations graves et massives des droits de l'homme perpétrées au Rwanda. La cessation des hostilités devrait être inconditionnelle, et devrait concerner indistinctement les massacres et les faits de guerre;

En appeler, pour ce faire, à la conscience et à la responsabilité personnelle des autorités dirigeantes des parties au conflit.

II.

68. L'organisation des Nations Unies devrait inviter les responsables des parties au conflit :

A lancer un appel pressant et solennel à leurs troupes, aux milices et aux civils armés, pour exiger qu'ils cessent immédiatement les massacres sous peine de sanctions sévères et effectives;

A prendre des mesures concrètes en vue de désarmer les milices et les civils armés. Ce désarmement devrait se faire sous le contrôle d'une force internationale neutre qui pourrait être la MINUAR II renforcée par des éléments venant des membres de l'Organisation de l'Unité Africaine (OAU), et dont il conviendrait de rendre possible le déploiement rapide et complet des troupes;

A dissoudre les milices armées et les organisations similaires.

III.

69. L'organisation des Nations Unies devrait exiger des autorités gouvernementales qu'elles :

Lancent également un appel solennel et pressant aux responsables des médias, et tout particulièrement à la Radio-Télévision libre des Mille Collines, pour qu'ils mettent immédiatement fin à la guerre médiatique;

Prennent les mesures appropriées pour interdire toute campagne et toute rumeur susceptibles d'inciter à la haine raciale et à la violence, sous peine de sanctions sévères.

IV.

70. L'organisation des Nations Unies devrait solennellement :

Condamner le génocide perpétré au Rwanda en insistant sur le caractère horrible, abominable et inacceptable de tels actes;

Informez les auteurs qu'une fois identifiés ils auront à répondre de leurs actes et omissions devant des instances compétentes et en quelque endroit de la planète qu'ils puissent se trouver;

Demandez aux Etats qui ont accordé l'asile ou autre refuge aux personnes impliquées dans les massacres de prendre les mesures appropriées pour qu'elles n'échappent pas à la justice.

V.

71. L'Organisation des Nations Unies devrait, en collaboration avec l'OUA, prendre les mesures appropriées pour assurer la protection des orphelins, des déplacés, et des réfugiés :

En créant un centre d'accueil ou orphelinat destiné à recevoir les orphelins afin de les mettre à l'abri de tout danger, de leur offrir des conditions de vie décentes et d'assurer leur éducation. Ce centre serait financé par un fond spécial dit de solidarité, alimenté par les Etats membres et géré par un comité dont le statut et le fonctionnement restent à déterminer;

En assurant que les droits des réfugiés et des déplacés seront respectés, notamment en ce qui concerne leur sécurité et leurs conditions de vie, tout en rappelant à ceux-ci qu'ils ont également des obligations, notamment à l'égard des Etats d'accueil, et qu'ils doivent s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte aux normes nationales et internationales;

En renforçant les moyens du Haut Commissariat aux réfugiés pour qu'il entreprenne des études en vue de déterminer les conditions de retour des réfugiés et des déplacés dans leur pays ou sur leurs collines;

En créant, d'ores et déjà, des zones de passage permettant à la population de se mettre sous la protection des autorités de leur choix.

B. Mesures à court et moyen terme

I.

72. L'ONU devrait, en collaboration avec l'OUA, prendre les dispositions appropriées pour :

Amener les parties au conflit à négocier, de bonne foi et en tenant dûment compte des accords d'Arusha du 4 août 1993, les conditions de la paix, de la transition démocratique, de la réconciliation et de l'unité nationales;

Appeler les parties à appliquer de bonne foi les accords ainsi conclus. Les accords ne devraient en aucune manière consacrer, sous couvert d'arrangements politiques, l'impunité des auteurs de génocide et d'autres crimes contre l'humanité. Bien au contraire, ils doivent prévoir des mécanismes permettant effectivement de sanctionner les auteurs. C'est là l'une des conditions de la réconciliation et de l'unité nationales.

II.

73. L'ONU devrait veiller à ce que la transition démocratique débouche sur des élections libres et régulières sur la base d'une constitution créant des institutions nationales et démocratiques tenant dûment compte des intérêts légitimes des deux communautés en présence dans la perspective d'une véritable intégration nationale.

III.

74. L'ONU devrait, dans le cadre des négociations des accords de paix

Insister sur la nécessité de la réconciliation et de l'unité nationales. A cet égard, la nouvelle constitution devrait prévoir des dispositions appropriées interdisant et réprimant sévèrement les actes incitant à la haine ethnique et à la violence.

Aucun document officiel, carte d'identité nationale, permis de conduire, livret de famille ou autre ne devrait faire mention de l'appartenance ethnique.

Tout parti ou association à base ethnique devrait être interdit.

Prendre l'initiative de créer, ou d'aider à créer, une station de radio émettant en français et en kinyarwanda, et chargée d'assurer une éducation aux droits de l'homme et au respect scrupuleux et la dignité humaine. Les modalités de financement et de gestion seraient les mêmes que celles de l'orphelinat précité.

IV.

75. L'ONU devrait créer, dans l'attente d'une juridiction pénale internationale permanente, une juridiction internationale ad hoc chargée de connaître des faits et de juger les coupables et, à défaut, étendre la compétence du tribunal pénal international pour les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie.

V.

76. L'ONU devrait mettre sur place une équipe renforcée d'observateurs de droits de l'homme guidés par un coordinateur de haut niveau relevant du Rapporteur spécial.



Consejo de Seguridad

Distr.
GENERAL

S/1994/1168
8 de noviembre de 1994
ESPAÑOL
ORIGINAL: INGLÉS

Argentina, España, Estados Unidos de América, Federación
de Rusia, Francia, Nueva Zelandia y Reino Unido de Gran
Bretaña e Irlanda del Norte: proyecto de resolución

El Consejo de Seguridad,

Reafirmando todas sus resoluciones anteriores sobre la situación en Rwanda,

Habiendo examinado los informes presentados por el Secretario General
atendiendo a lo dispuesto en el párrafo 3 de la resolución 935 (1994) de 1° de
julio de 1994 (S/1994/879 y S/1994/906), y habiendo tomado nota de los informes
del Relator Especial para Rwanda de la Comisión de Derechos Humanos de las
Naciones Unidas (S/1994/1157, anexo I y anexo II),

Expresando su reconocimiento a la Comisión de Expertos establecida de
conformidad con la resolución 935 (1994) por su labor, en particular por su
informe preliminar sobre las violaciones del derecho internacional humanitario
en Rwanda transmitido mediante la carta del Secretario General del 1° de octubre
de 1994 (S/1994/1125),

Expresando una vez más su profunda preocupación por los informes que
indican que se han cometido en Rwanda genocidio y otras violaciones
sistemáticas, generalizadas y manifiestas del derecho internacional humanitario,

Habiendo determinado que esta situación sigue constituyendo una amenaza a
la paz y la seguridad internacionales,

Decidido a poner fin a esos crímenes y a tomar medidas eficaces para hacer
comparecer ante la justicia a los responsables,

Convencido de que, en las circunstancias particulares de Rwanda, el
enjuiciamiento de los responsables de graves violaciones del derecho
internacional humanitario permitiría alcanzar este objetivo y contribuiría al
proceso de reconciliación nacional y al restablecimiento y el mantenimiento de
la paz,

Estimando que la creación de un tribunal internacional para el
enjuiciamiento de los presuntos responsables de genocidio y demás violaciones
antes mencionadas del derecho internacional humanitario contribuirá a que se
ponga fin a esas violaciones y a que sean reparadas efectivamente,

Destacando también la necesidad de la cooperación internacional para fortalecer los tribunales y el sistema judicial de Rwanda teniendo presente, en particular, que esos tribunales tendrán que juzgar a un gran número de sospechosos,

Considerando que la Comisión de Expertos establecida en virtud de la resolución 935 (1994) del Consejo de Seguridad debe seguir reuniendo con carácter urgente la información relativa a las pruebas de graves violaciones del derecho internacional humanitario cometidas en el territorio de Rwanda y presentar su informe final al Secretario General para el 30 de noviembre de 1994,

Actuando en virtud del Capítulo VII de la Carta de las Naciones Unidas,

1. Decide por la presente, habiendo recibido la petición formulada por el Gobierno de Rwanda (S/1994/1115), establecer un tribunal internacional con el propósito exclusivo de enjuiciar a los responsables de genocidio y otras graves violaciones del derecho internacional humanitario cometidas en el territorio de Rwanda y a ciudadanos de Rwanda responsables de genocidio y otras violaciones de esa naturaleza cometidas en el territorio de Estados vecinos entre el 1º de enero de 1994 y el 31 de diciembre de 1994 y, con este fin, aprobar el Estatuto del Tribunal Penal Internacional para Rwanda que figura en el anexo de la presente resolución;

2. Decide que todos los Estados deberán cooperar plenamente con el Tribunal Internacional y con sus órganos de conformidad con la presente resolución y con el Estatuto del Tribunal Internacional y que, en consecuencia, todos los Estados deberán tomar las medidas necesarias, con arreglo a su derecho interno, para aplicar las disposiciones de la presente resolución y del Estatuto, incluida la obligación de los Estados de acceder a las solicitudes de asistencia de las Salas de Primera Instancia y de cumplir las órdenes dictadas por éstas con arreglo al artículo 28 del Estatuto, y pide a los Estados que mantengan informado al Secretario General acerca de esas medidas;

3. Considera que el Gobierno de Rwanda debería ser notificado con antelación de la adopción de decisiones con arreglo a los artículos 26 y 27 del Estatuto;

4. Insta a los Estados y a las organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales a que contribuyan fondos, equipo y servicios al Tribunal Internacional, inclusive los servicios de expertos;

5. Pide al Secretario General que ponga en práctica con urgencia la presente resolución y, en particular, que tome cuanto antes disposiciones prácticas para el eficaz funcionamiento del Tribunal Internacional, incluida la formulación de recomendaciones al Consejo sobre posibles lugares para la sede del Tribunal Internacional, y que informe periódicamente al Consejo;

6. Decide que la sede del Tribunal Internacional sea determinada por el Consejo atendiendo a consideraciones de justicia y equidad, así como de eficiencia administrativa, incluido el acceso a los testigos, y de economía, con sujeción a la formalización de disposiciones apropiadas entre las Naciones Unidas y el Estado de la sede que sean aceptables para el Consejo, teniendo en

/...

cuenta que el Tribunal Internacional podría reunirse fuera de su sede cuando lo considerase necesario para el buen desempeño de sus funciones; y decide que se establezca una oficina en Rwanda y se tramiten causas en el país en los casos en que ello sea viable y apropiado, con sujeción a la concertación de arreglos apropiados análogos;

7. Decide seguir aumentando, si es necesario, el número de magistrados y Salas de Primera Instancia del Tribunal Internacional;

8. Decide continuar examinando activamente la cuestión.

ANEXO

Estatuto del Tribunal Internacional para Rwanda

Tras haber sido establecido por el Consejo de Seguridad en virtud de lo dispuesto en el Capítulo VII de la Carta de las Naciones Unidas, el Tribunal Penal Internacional para el enjuiciamiento de los presuntos responsables de genocidio y otras violaciones graves del derecho internacional humanitario cometidas en el territorio de Rwanda y a ciudadanos de Rwanda responsables de genocidio y otras violaciones de esa naturaleza cometidas en el territorio de Estados vecinos entre el 1º de enero de 1994 y el 31 de diciembre de 1994 (en adelante "el Tribunal Internacional para Rwanda") se regirá por las disposiciones del presente Estatuto.

Artículo 1

Competencia del Tribunal Internacional para Rwanda

El Tribunal Internacional para Rwanda tendrá competencia para enjuiciar a los presuntos responsables de violaciones graves del derecho internacional humanitario cometidas en el territorio de Rwanda y a ciudadanos de Rwanda responsables de violaciones de esa naturaleza cometidas en el territorio de Estados vecinos entre el 1º de enero de 1994 y el 31 de diciembre de 1994, de conformidad con lo dispuesto en el presente Estatuto.

Artículo 2

Genocidio

1. El Tribunal Internacional para Rwanda tendrá competencia para enjuiciar a las personas que cometan los actos de genocidio definidos en el párrafo 2 de este artículo o cualquiera de los demás actos enumerados en el párrafo 3 de este artículo.

2. Por genocidio se entenderá cualquiera de los actos que se enumeran a continuación, perpetrados con la intención de destruir, total o parcialmente, a un grupo nacional, étnico, racial o religioso como tal:

a) Matanza de miembros del grupo;

/...

- b) Lesiones graves a la integridad física o mental de los miembros del grupo;
 - c) Sometimiento intencional del grupo a condiciones de vida que hayan de acarrear su destrucción física, total o parcial;
 - d) Imposición de medidas destinadas a impedir los nacimientos dentro del grupo;
 - e) Traslado por la fuerza de niños del grupo a otro grupo.
3. Serán punibles los actos siguientes:
- a) El genocidio;
 - b) La conspiración para cometer genocidio;
 - c) La instigación directa y pública a cometer genocidio;
 - d) La tentativa de genocidio;
 - e) La complicidad en el genocidio.

Artículo 3

Crímenes de lesa humanidad

El Tribunal Internacional para Rwanda tendrá competencia para enjuiciar a los presuntos responsables de los crímenes que se señalan a continuación, cuando hayan sido cometidos como parte de un ataque generalizado o sistemático contra la población civil por razones de nacionalidad o por razones políticas, étnicas, raciales o religiosas:

- a) Homicidio intencional;
- b) Exterminio;
- c) Esclavitud;
- d) Deportación;
- e) Encarcelamiento;
- f) Tortura;
- g) Violación;
- h) Persecución por motivos políticos, raciales o religiosos;
- i) Otros actos inhumanos.

/...

Artículo 4

Violaciones del artículo 3 común a los Convenios de Ginebra
y del Protocolo Adicional II de los Convenios

El Tribunal Internacional para Rwanda tendrá competencia para enjuiciar a las personas que cometan u ordenen la comisión de graves violaciones del artículo 3 común a los Convenios de Ginebra de 12 de agosto de 1949 relativos a la protección de las víctimas de los conflictos armados y del Protocolo Adicional II de los Convenios, de 8 de junio de 1977. Dichas violaciones comprenderán los actos siguientes, sin que la lista sea exhaustiva:

- a) Los actos de violencia contra la vida, la salud y el bienestar físico o mental de las personas, especialmente el homicidio y el trato cruel como la tortura, la mutilación o cualquier otra forma de castigo corporal;
- b) Los castigos colectivos;
- c) La toma de rehenes;
- d) Los actos de terrorismo;
- e) Los ultrajes a la dignidad personal, en particular los tratos humillantes o degradantes, la violación, la prostitución forzada y cualquier otra forma de agresión indecente;
- f) El saqueo;
- g) La aprobación de sentencias y la realización de ejecuciones sin un fallo previo pronunciado por un tribunal constituido regularmente y que haya ofrecido todas las garantías judiciales consideradas indispensables por los pueblos civilizados;
- h) Las amenazas de perpetración de cualquiera de los actos precedentes.

Artículo 5

Jurisdicción personal

El Tribunal Internacional para Rwanda ejercerá jurisdicción sobre las personas naturales de conformidad con lo dispuesto en el presente Estatuto.

Artículo 6

Responsabilidad penal individual

1. La persona que haya planeado, instigado, u ordenado la comisión de algunos de los crímenes señalados en los artículos 2 a 4 del presente Estatuto, o lo haya cometido o haya ayudado en cualquier otra forma a planearlo, prepararlo o ejecutarlo, será individualmente responsable de ese crimen.

/...

2. El cargo oficial que desempeñe el inculpado, ya sea de Jefe de Estado o de Gobierno o de funcionario responsable del gobierno, no le eximirá de responsabilidad penal ni atenuará la pena.

3. El hecho de que cualquiera de los actos mencionados en los artículos 2 a 4 del presente Estatuto haya sido cometido por un subordinado no eximirá de responsabilidad penal a su superior si éste sabía o tenía razones para saber que el subordinado iba a cometer tales actos o los había cometido y no adoptó las medidas necesarias y razonables para impedir que se cometieran o para castigar a quienes los perpetraron.

4. El hecho de que el inculpado haya actuado en cumplimiento de una orden impartida por un gobierno o por un superior no le eximirá de responsabilidad penal, pero podrá considerarse circunstancia atenuante si el Tribunal Internacional para Rwanda determina que así lo exige la equidad.

Artículo 7

Jurisdicción territorial y temporal

La jurisdicción territorial del Tribunal Internacional para Rwanda abarcará el territorio de Rwanda, con inclusión de su superficie terrestre y su espacio aéreo, así como el territorio de Estados vecinos en cuanto atañe a graves violaciones del derecho humanitario internacional cometidas por ciudadanos de Rwanda. La jurisdicción temporal del Tribunal Internacional para Rwanda abarcará un período comprendido entre el 1° de enero de 1994 y el 31 de diciembre de 1994.

Artículo 8

Jurisdicción concurrente

1. El Tribunal Internacional para Rwanda y los tribunales nacionales tendrán jurisdicción concurrente para enjuiciar a las personas que hayan cometido violaciones graves del derecho internacional humanitario en el territorio de Rwanda y a ciudadanos de Rwanda por violaciones de esa naturaleza cometidas en el territorio de Estados vecinos entre el 1° de enero de 1994 y el 31 de diciembre de 1994.

2. El Tribunal Internacional para Rwanda tendrá primacía respecto de los tribunales nacionales de todos los Estados Miembros. En cualquier etapa del procedimiento, el Tribunal Internacional para Rwanda podrá presentar oficialmente a los tribunales nacionales una petición de inhibitoria de jurisdicción de conformidad con el presente Estatuto y con las normas sobre procedimiento y prueba del Tribunal Internacional para Rwanda.

Artículo 9

Cosa juzgada

1. Ninguna persona será sometida a juicio en un tribunal nacional por actos que constituyan violaciones graves del derecho internacional humanitario

/...

con arreglo al presente Estatuto respecto de los cuales ya haya sido juzgada por el Tribunal Internacional para Rwanda.

2. Una persona que haya sido juzgada por un tribunal nacional por actos que constituyan violaciones graves del derecho internacional humanitario podrá ser juzgada posteriormente por el Tribunal para Rwanda solamente si:

a) El acto por el cual se la sometió a juicio fue considerado delito ordinario; o

b) La vista de la causa por el tribunal nacional no fue ni imparcial ni independiente, tuvo por objeto proteger al acusado de la responsabilidad penal internacional, o la causa no se tramitó con la diligencia necesaria.

3. Al considerar la pena que ha de imponerse a una persona declarada culpable de un crimen con arreglo al presente Estatuto, el Tribunal Internacional para Rwanda tendrá en cuenta la medida en que una pena impuesta por un tribunal nacional a la misma persona por el mismo acto ya había sido cumplida.

Artículo 10

Organización del Tribunal Internacional para Rwanda

El Tribunal Internacional para Rwanda estará constituido por los siguientes órganos:

a) Las Salas, que consistirán en dos Salas de Primera Instancia y una Sala de Apelaciones;

b) El Fiscal; y

c) Una Secretaría.

Artículo 11

Composición de las Salas

Las Salas estarán integradas por 11 magistrados independientes de los cuales no podrá haber dos que sean nacionales del mismo Estado, que prestarán sus servicios en la forma siguiente:

a) Tres magistrados prestarán servicios en cada una de las Salas de Primera Instancia;

b) Cinco magistrados prestarán servicios en la Sala de Apelaciones.

/...

Artículo 12

Condiciones que han de reunir los magistrados
y elección de los magistrados

1. Los magistrados serán personas de gran estatura moral, imparcialidad e integridad que reúnan las condiciones requeridas para el ejercicio de las más altas funciones judiciales en sus países respectivos. En la composición general de las Salas se tendrá debidamente en cuenta la experiencia de los magistrados en derecho penal, derecho internacional, inclusive derecho internacional humanitario, y derecho de los derechos humanos.

2. Los miembros de la Sala de Apelaciones del Tribunal Internacional para el enjuiciamiento de los presuntos responsables de graves violaciones del derecho internacional humanitario cometidas en el territorio de la ex Yugoslavia desde 1991 (en adelante "el Tribunal Internacional para la ex Yugoslavia") servirán también de miembros de la Sala de Apelaciones del Tribunal Internacional para Rwanda.

3. Los magistrados de las Salas de Primera Instancia del Tribunal Internacional para Rwanda serán elegidos por la Asamblea General a partir de una lista presentada por el Consejo de Seguridad, en la forma siguiente:

a) El Secretario General invitará a los Estados Miembros de las Naciones Unidas y a los Estados no miembros que mantengan misiones permanentes de observación en la Sede de las Naciones Unidas a que propongan candidatos a magistrados de las Salas de Primera Instancia;

b) En el plazo de treinta días contados desde la fecha de la invitación del Secretario General, cada Estado podrá proponer un máximo de dos candidatos que reúnan las condiciones a que se hace referencia en el párrafo 1, entre los cuales no podrá haber dos de la misma nacionalidad y ninguno de los cuales podrá ser de la misma nacionalidad que ninguno de los magistrados de la Sala de Apelaciones;

c) El Secretario General enviará las candidaturas recibidas al Consejo de Seguridad. A partir de las candidaturas recibidas, el Consejo de Seguridad confeccionará una lista de no menos de doce y no más de dieciocho candidatos, velando por la representación adecuada de los principales sistemas jurídicos mundiales en el Tribunal Internacional para Rwanda;

d) El Presidente del Consejo de Seguridad enviará la lista de candidatos al Presidente de la Asamblea General. Basándose en esa lista, la Asamblea General elegirá a los seis magistrados de las Salas de Primera Instancia. Los candidatos que obtengan una mayoría absoluta de los votos de los Estados Miembros de las Naciones Unidas y de los Estados no miembros que mantengan misiones permanentes de observación en la Sede de las Naciones Unidas serán declarados electos. En el caso de que dos candidatos de la misma nacionalidad obtengan el voto mayoritario requerido, se considerará electo al que obtenga el mayor número de votos.

4. Cuando se produzca una vacante en las Salas de Primera Instancia, el Secretario General, tras celebrar consultas con el Presidente del

/...

Consejo de Seguridad y el Presidente de la Asamblea General, designará a una persona que reúna las condiciones a que se hace referencia en el párrafo 1 para que desempeñe el cargo por el resto del período.

5. Los magistrados de las Salas de Primera Instancia serán elegidos por un período de cuatro años. Las condiciones de servicio serán las de los magistrados del Tribunal Internacional para la ex Yugoslavia. Los magistrados podrán ser reelegidos.

Artículo 13

Presidentes y miembros de las Salas

1. Los magistrados del Tribunal Internacional para Rwanda elegirán un presidente.

2. Tras celebrar consultas con los magistrados del Tribunal Internacional para Rwanda, el Presidente asignará a los magistrados a las Salas de Primera Instancia. Un magistrado desempeñará funciones únicamente en la Sala a la que se le haya asignado.

3. Los magistrados de cada Sala de Primera Instancia elegirán a un presidente, quien dirigirá todas las actuaciones de esa Sala de Primera Instancia en su conjunto.

Artículo 14

Reglas sobre procedimiento y sobre pruebas

A los efectos de las actuaciones ante el Tribunal Internacional para Rwanda, los magistrados del Tribunal Internacional para Rwanda adoptarán las reglas sobre procedimiento y sobre prueba aplicables a la etapa preliminar del proceso, al juicio propiamente dicho y las apelaciones, a la admisión de pruebas, a la protección de las víctimas y los testigos y a otros asuntos pertinentes del Tribunal Internacional para la ex Yugoslavia, con las modificaciones que estimen necesarias.

Artículo 15

El Fiscal

1. El Fiscal se encargará de la investigación y el enjuiciamiento de los presuntos responsables de violaciones graves del derecho internacional humanitario cometidas en el territorio de Rwanda y a ciudadanos de Rwanda responsables de violaciones de esa naturaleza cometidas en el territorio de Estados vecinos entre el 1º de enero de 1994 y el 31 de diciembre de 1994.

2. El Fiscal actuará independientemente como órgano separado del Tribunal Internacional para Rwanda. No solicitará ni recibirá instrucciones de ningún gobierno ni de ninguna otra fuente.

/...

3. El Fiscal del Tribunal Internacional para la ex Yugoslavia será también Fiscal del Tribunal Internacional para Rwanda. Dispondrá de funcionarios adicionales, incluido un Fiscal Adjunto adicional que prestará asistencia en los juicios entablados ante el Tribunal Internacional para Rwanda. Dichos funcionarios serán nombrados por el Secretario General por recomendación del Fiscal.

Artículo 16

La Secretaría

1. La Secretaría se encargará de la administración y de los servicios del Tribunal Internacional para Rwanda.

2. La Secretaría estará constituida por un Secretario y por los demás funcionarios que se requieran.

3. El Secretario será nombrado por el Secretario General previa consulta con el Presidente del Tribunal Internacional para Rwanda. Desempeñará el cargo por un período de cuatro años y podrá ser reelegido. Las condiciones de servicio del Secretario serán las de un Subsecretario General de las Naciones Unidas.

4. Los funcionarios de la Secretaría serán nombrados por el Secretario General por recomendación del Secretario.

Artículo 17

Investigación y preparación de la acusación

1. El Fiscal iniciará las investigaciones de oficio o sobre la base de la información que haya obtenido de cualquier fuente, en particular de gobiernos, órganos de las Naciones Unidas, organizaciones intergubernamentales y organizaciones no gubernamentales. El Fiscal evaluará la información recibida u obtenida y decidirá si hay base suficiente para entablar una acción.

2. El Fiscal estará facultado para interrogar a los sospechosos, las víctimas y los testigos, reunir pruebas y realizar investigaciones en el lugar de los hechos. Para llevar a cabo esas tareas el Fiscal podrá, según corresponda, pedir asistencia a las autoridades estatales pertinentes.

3. Si se interroga al sospechoso, éste tendrá derecho a ser asistido por un defensor de su elección, y a que se le asigne un defensor sin costo para él, si careciere de medios suficientes para pagar sus servicios, así como derecho a contar con la traducción necesaria al idioma que habla y entiende.

4. Si se determinase que hay indicios suficientes de criminalidad, el Fiscal preparará el acta de acusación, que contendrá una exposición breve y precisa de los hechos o del delito o delitos que se le imputan al acusado con arreglo al Estatuto. La acusación será transmitida a un magistrado de la Sala de Primera Instancia.

/...

Artículo 18

Examen de la acusación

1. El magistrado de la Sala de Primera Instancia al que se haya transmitido la acusación la examinará. Si determina que el Fiscal ha establecido efectivamente que hay indicios suficientes de criminalidad, confirmará el procedimiento. En caso contrario, no hará lugar a él.
2. Al confirmarse el procedimiento, el magistrado podrá, a petición del Fiscal, dictar los autos y las órdenes necesarias para el arresto, la detención, la entrega o la remisión de personas, y cualesquiera otras resoluciones que puedan ser necesarias para la tramitación del juicio.

Artículo 19

Iniciación y tramitación del juicio

1. La Sala de Primera Instancia deberá velar por que el proceso sea justo y expeditivo y por que el juicio se trámite de conformidad con las normas sobre procedimiento y pruebas, con pleno respeto de los derechos del acusado y con la consideración debida a la protección de las víctimas y los testigos.
2. La persona en contra de la cual se haya confirmado un procesamiento será detenida en virtud de un auto o una orden de arresto del Tribunal Internacional para Rwanda, informada de inmediato de los cargos que se le imputan y remitida al Tribunal Internacional para Rwanda.
3. La Sala de Primera Instancia dará lectura a la acusación, se cerciorará de que se respeten los derechos del acusado, confirmará que el acusado entiende la acusación y dará instrucciones al acusado de que conteste a la acusación. A continuación, la Sala de Primera Instancia fijará la fecha para el juicio.
4. Las audiencias serán públicas a menos que la Sala de Primera Instancia decida otra cosa de conformidad con sus reglas sobre procedimiento y pruebas.

Artículo 20

Derechos del acusado

1. Todas las personas serán iguales ante el Tribunal Internacional para Rwanda.
2. El acusado, en la sustanciación de los cargos que se le imputen, tendrá derecho a ser oído públicamente y con las debidas garantías, con sujeción a lo dispuesto en el artículo 21 del Estatuto.
3. Se presumirá la inocencia del acusado mientras no se pruebe su culpabilidad conforme a las disposiciones del presente Estatuto.

/...

4. El acusado, en la sustanciación de cualquier cargo que se le impute conforme al presente Estatuto, tendrá derecho, en condición de plena igualdad, a las siguientes garantías mínimas:

- a) A ser informado sin demora, en un idioma que comprenda y en forma detallada, de la naturaleza y causas de los cargos que se le imputan;
- b) A disponer del tiempo y los medios adecuados para la preparación de su defensa y a comunicarse con un defensor de su elección;
- c) A ser juzgado sin dilaciones indebidas;
- d) A hallarse presente en el proceso y a defenderse personalmente o a ser asistido por un defensor de su elección; a ser informado, si no tuviere defensor, del derecho que le asiste a tenerlo; y, siempre que el interés de la justicia lo exija, a que se le nombre defensor de oficio, gratuitamente, si careciere de medios suficientes para pagarlo;
- e) A interrogar o hacer interrogar a los testigos de cargo y a obtener la comparecencia de los testigos de descargo y a que éstos sean interrogados en la mismas condiciones que los testigos de cargo;
- f) A ser asistido gratuitamente por un intérprete, si no comprende o no habla el idioma utilizado en el Tribunal Internacional para Rwanda;
- g) A no ser obligado a declarar contra sí mismo ni a confesarse culpable.

Artículo 21

Protección de las víctimas y los testigos

El Tribunal Internacional para Rwanda adoptará disposiciones, en sus normas sobre procedimiento y pruebas, para la protección de las víctimas y los testigos. Esas medidas de protección deberán incluir la celebración de la vista a puerta cerrada y la protección de la identidad de la víctima.

Artículo 22

Fallo

- 1. Las Salas de Primera Instancia dictarán fallos e impondrán sentencias y penas a las personas condenadas por violaciones graves del derecho internacional humanitario.
- 2. El fallo será dictado por la mayoría de los magistrados que integran la Sala de Primera Instancia y se pronunciará en público. Deberá constar por escrito y ser motivado y se le podrán agregar opiniones separadas o disidentes.

/...

Artículo 23

Penas

1. La Sala de Primera Instancia sólo podrá imponer penas de privación de la libertad. Para determinar las condiciones en que se habrán de cumplir, las Salas de Primera Instancia recurrirán a la práctica general de los tribunales de Rwanda relativa a las penas de prisión.
2. Al imponer las penas, las Salas de Primera Instancia deberán tener en cuenta factores tales como la gravedad del delito y las circunstancias personales del condenado.
3. Además de imponer penas de privación de la libertad, las Salas de Primera Instancia podrán ordenar la devolución a los propietarios legítimos de los bienes e ingresos adquiridos por medios delictivos, incluida la coacción.

Artículo 24

Apelación

1. La Sala de Apelaciones conocerá de los recursos de apelación que interpongan las personas condenadas por las Salas de Primera Instancia o el Fiscal por los motivos siguientes:
 - a) Un error sobre una cuestión de derecho que invalida la decisión; o
 - b) Un error de hecho que ha impedido que se hiciera justicia.
2. La Sala de Apelaciones podrá confirmar, revocar o modificar las decisiones adoptadas por las Salas de Primera Instancia.

Artículo 25

Revisión

En caso de que se descubra un hecho nuevo del que no se tuvo conocimiento durante la vista de la causa en las Salas de Primera Instancia o en la Sala de Apelaciones y que hubiera podido influir de manera decisiva en el fallo, el condenado o el Fiscal podrán presentar una petición de revisión del fallo al Tribunal Internacional para Rwanda.

Artículo 26

Ejecución de las sentencias

Las penas de encarcelamiento se cumplirán en Rwanda o en alguno de los Estados designados por el Tribunal Internacional para Rwanda de una lista de Estados que hayan indicado al Consejo de Seguridad que están dispuestos a aceptar a los condenados. El encarcelamiento se llevará a cabo de conformidad

/...

con la legislación aplicable del Estado interesado y estará sujeto a la supervisión del Tribunal Internacional para Rwanda.

Artículo 27

Indulto o conmutación de la pena

Si conforme a la legislación aplicable del Estado en que el condenado está cumpliendo la pena de prisión, éste tiene derecho a solicitar un indulto o la conmutación de la pena, ese Estado lo notificará al Tribunal Internacional para Rwanda. Sólo podrá haber indulto o conmutación de la pena si, tras haber consultado a los magistrados, lo decide así el Presidente del Tribunal Internacional para Rwanda basándose en los intereses de la justicia y los principios generales del derecho.

Artículo 28

Cooperación y asistencia judicial

1. Los Estados cooperarán con el Tribunal Internacional para Rwanda en la investigación y enjuiciamiento de las personas acusadas de haber cometido violaciones graves del derecho internacional humanitario.

2. Los Estados atenderán sin demora toda petición de asistencia de una Sala de Primera Instancia o cumplirán toda resolución dictada por ésta, en relación con, entre otras cosas:

- a) La identificación y localización de personas;
- b) Las deposiciones de testigos y la presentación de pruebas;
- c) La tramitación de documentos;
- d) La detención de personas;
- e) La entrega o traslado de los acusados para ponerlos a disposición del Tribunal Internacional para Rwanda.

Artículo 29

Carácter, prerrogativas e inmunidades del Tribunal Internacional para Rwanda

1. La Convención sobre Prerrogativas e Inmunidades de las Naciones Unidas, de 13 de febrero de 1946, será aplicable al Tribunal Internacional para Rwanda, a los magistrados, al Fiscal y sus funcionarios y al Secretario y los funcionarios de la Secretaría del Tribunal.

/...

2. Los magistrados, el Fiscal y sus funcionarios y el Secretario gozarán de las prerrogativas e inmunidades, exenciones y facilidades concedidas a los enviados diplomáticos de conformidad con el derecho internacional.

3. Los funcionarios de la Oficina del Fiscal y de la Secretaría del Tribunal Internacional para Rwanda gozarán de las prerrogativas e inmunidades concedidas a los funcionarios de las Naciones Unidas con arreglo a los artículos V y VII de la Convención mencionada en el párrafo 1 del presente artículo.

4. Se dispensará a las demás personas, entre ellas los acusados, que deban estar presentes en la sede o el lugar de reunión del Tribunal Internacional para Rwanda el trato necesario para que éste pueda ejercer debidamente sus funciones.

Artículo 30

Gastos del Tribunal Internacional para Rwanda

Los gastos del Tribunal Internacional para Rwanda serán gastos de la Organización de conformidad con el Artículo 17 de la Carta de las Naciones Unidas.

Artículo 31

Idiomas de trabajo

Los idiomas de trabajo del Tribunal Internacional para Rwanda serán el francés y el inglés.

Artículo 32

Informe anual

El Presidente del Tribunal Internacional para Rwanda presentará un informe anual del Tribunal al Consejo de Seguridad y a la Asamblea General.



Consejo Económico
y Social

Distr.
GENERAL

E/CN.4/1995/70
10 de noviembre de 1994

ESPAÑOL
Original: FRANCES

COMISION DE DERECHOS HUMANOS
51º período de sesiones
Tema 12 del programa provisional

CUESTION DE LA VIOLACION DE LOS DERECHOS HUMANOS Y LAS LIBERTADES
FUNDAMENTALES EN CUALQUIER PARTE DEL MUNDO, Y EN PARTICULAR EN
LOS PAISES Y TERRITORIOS COLONIALES Y DEPENDIENTES

Informe sobre la situación de los derechos humanos en Rwanda
presentado por el Sr. René Degni-Séqui, Relator Especial
de la Comisión de Derechos Humanos, de conformidad con el
párrafo 20 de la resolución S-3/1 de 25 de mayo de 1994

INDICE

	Párrafos	Página
INTRODUCCION	1 - 4	3
I. GENOCIDIO	5 - 21	4
A. Confirmación de los hechos	6 - 14	4
B. El retraso de la investigación	15 - 21	7
II. INSEGURIDAD	22 - 46	8
A. Atentados al derecho de propiedad	23 - 28	8
B. Atentados contra la seguridad personal	29 - 36	10
C. Atentados contra el derecho a la vida	37 - 46	11

INDICE (continuación)

	<u>Párrafos</u>	<u>Página</u>
III. EL RETORNO DE LOS REFUGIADOS Y DE LAS PERSONAS DESPLAZADAS	47 - 70	13
A. Aminorcación del movimiento de retorno	48 - 52	13
B. Toma en rehenes de los refugiados	53 - 64	14
C. Las nuevas soluciones	65 - 70	17
IV. RECOMENDACIONES	71 - 81	18
A. La cesación de las violaciones de los derechos humanos	72 - 73	19
B. La situación de los refugiados	74 - 75	19
C. La ayuda internacional a Rwanda	76 - 81	20

INTRODUCCION

1. De conformidad con el mandato que le confió la Comisión de Derechos Humanos en su resolución S-3/1, de 25 de mayo de 1994, el Relator Especial hizo una tercera visita a Rwanda del 14 al 25 de octubre de 1994. La finalidad de esa visita era actualizar, completar y precisar las informaciones que figuran en los dos primeros informes publicados el 28 de junio de 1994 (E/CN.4/1995/7 y Corr.1) y el 12 de agosto de 1994 (E/CN.4/1995/12), respectivamente.
2. Durante esta visita el Relator Especial pudo:
 - a) viajar a Kigali, Kibungu, Butaré, Gisenyi y Cyangugu (Rwanda); a Goma y Bukavu (Zaire); a Benaco (República Unida de Tanzania); a Bruselas y a París;
 - b) visitar los campamentos de refugiados en Goma, en Bukavu y en Benaco, los campamentos de personas desplazadas en Kibeho, en la que fue zona de la operación "Turquoise", la parroquia de Nyarubuye, el obispado, la parroquia y el pequeño seminario de Nyundo, el cementerio de Gisenyi, la aldea de Chamvuzo y la cárcel de Kigali;
 - c) entrevistarse con:
 - i) políticos importantes de Rwanda: Sr. Paul Kagamé, Vicepresidente de la República y Ministro de Defensa, Sr. Faustin Twagiramungu, Primer Ministro, Sr. Seth Sendashonga, Ministro del Interior y Sr. Alphonse-Marie Nkubito, Ministro de Justicia;
 - ii) representantes de los organismos del sistema de las Naciones Unidas: Sr. Shahryar Khan, Representante Especial del Secretario General en Rwanda; General Claude Toussignant, Comandante de la Misión de Asistencia a las Naciones Unidas a Rwanda (MINUAR); los representantes del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR), del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), y de la Oficina de las Naciones Unidas para la Situación de Urgencia en Rwanda (UNREO);
 - iii) personalidades extranjeras: Sr. Vandenbroecke, Ministro de Relaciones Exteriores de Bélgica; el Nuncio Apostólico; el Embajador de los Estados Unidos en Kigali; el Consejo Permanente de la Francofonía, órgano del Organismo de Cooperación Cultural y Técnica, el encargado de negocios de Suiza en Rwanda, Sr. Jean Gol, ex Ministro de Estado belga, el profesor Filip Reyntjens, de la Universidad de Amberes (Bélgica); Sres. Eric Gillet y Bavo Cool, abogados en ejercicio en Bélgica;

- iv) representante de las organizaciones no gubernamentales y periodistas rwandeses y extranjeros (conferencia de prensa).

3. El Relator Especial desea aprovechar la oportunidad para expresar su sincero agradecimiento a estas personas eminentes. Desea expresar de forma muy particular su agradecimiento al Representante Especial del Secretario General y al Comandante de la MINUAR que le prestaron toda la asistencia necesaria y facilitaron su visita gracias a su apoyo logístico. Expresa también su agradecimiento al Sr. William Clarence, jefe de la operación de derechos humanos en Rwanda y a su equipo de observadores de los derechos humanos que, a pesar de contradicciones internas y de dificultades, han dado prueba de devoción y dinamismo.

4. Esta visita sobre el terreno ha permitido al Relator Especial verificar nuevamente la situación que prevalece en Rwanda. De esta comprobación se desprende que el país tiene tres preocupaciones fundamentales relacionadas con el problema del genocidio, el problema de la inseguridad y la cuestión del regreso de los refugiados y las personas desplazadas.

I. GENOCIDIO

5. Las ciudades de Rwanda recuperan sus poblaciones progresivamente y con bastante rapidez. Recuperan también sus actividades. Se llora a los muertos, pero al mismo tiempo hay la alegría de volver a encontrar un padre, un hermano, una hermana, un hijo. La primera preocupación de los rwandeses es, sin duda alguna, saber si serán juzgados y castigados los autores del genocidio, es decir aquellas personas a las que en el país se denomina "genocidas". Se preguntan qué esperan las Naciones Unidas para establecer el Tribunal Internacional. En esta situación la gente empieza a hablar, pero si bien el genocidio se confirma, en cambio la investigación tiene un retraso considerable.

A. Confirmación de los hechos

6. Todo indica que la investigación efectuada sobre el terreno confirma cada vez más los elementos constitutivos del genocidio. Así sucede con el descubrimiento de fosas comunes, la existencia de indicios y de pruebas que confirman la programación de la masacre de los tutsis y la identificación de los principales responsables.

1. Descubrimiento de fosas comunes

7. Las diferentes investigaciones realizadas han permitido descubrir varios lugares de fosas comunes en todo el país. En cada comuna se encuentran una o dos de estas fosas. De esta manera ha sido posible establecer una lista provisional de cerca de 50 fosas comunes. En ciudades como Gitarama y Cyangungu hay más de 6. El Relator Especial y algunos miembros del equipo de observadores han podido identificar personalmente varias fosas comunes, en particular en Chamvuzo, en Nyundo, en el cementerio comunal de Ginsenyi y en Cyangungu. En Nyundo hay además 3 fosas sépticas que han servido de tumbas a

más de 300 víctimas de las masacres. En cuanto a los habitantes de Nyarubuye y de las cercanías, no han tenido derecho a sepultura alguna. En algunos casos, sus cadáveres llenan el jardín y los senderos de la parroquia y, en otros, están amontonados unos sobre otros en las salas de la escuela parroquial y en la iglesia, sin contar los descubiertos en la aldea vecina, donde a algunas víctimas se les ató las manos a la espalda antes de ser ejecutadas. Se encuentran esqueletos de personas de toda edad: mujeres, hombres, ancianos, incluso niños pequeños. El espectáculo es intolerable para los sentidos: para la vista, el olfato y el tacto.

2. Las pruebas o indicios que confirman la programación del genocidio de los tutsis

8. En el informe preliminar se ha tratado detenidamente la cuestión del genocidio, por lo cual no es necesario detenerse en ella. Nos limitaremos simplemente a indicar aquí:

- a) la existencia de varias cintas magnetofónicas que contienen transmisiones de Radio Rwanda y de la Radio-Televisión de Mille Collines que se pondrán a disposición de los tribunales a fin de demostrar la incitación a la exterminación de los tutsis;
- b) las órdenes inequívocas dictadas por los poderes públicos para perpetrar las masacres de los tutsis.

9. Testimonios coincidentes y dignos de fe indican que esas órdenes, ejecutadas por los interahamwe ("los que atacan juntos") y por las poblaciones, proceden del Gobierno, pasando por las autoridades políticas y administrativas locales. Un miliciano de Kibungo declara a un sacerdote que trata de disuadirlo de participar en las masacres "estoy contento con mi oficio de taxista (moto) y no quiero ser soldado". Pero, añade, "si me dicen que debo matar, mato a los enemigos del pueblo, porque son malos". Otro miliciano, católico de la parroquia de Kabgayi, que se apresta a matar en una iglesia y al que el sacerdote le pregunta dónde deja "su vida de cristiano", responde, "padre, usted está atrasado, estamos aplicando un programa". Y cuando le pregunta lo que le aportará ese programa, responde sin titubear: "la salvación". El prefecto de Cyangungu, que no logra asegurar la protección de los tutsis, y al que el obispo de la diócesis le pide que abra las fronteras, responde que no puede dejar huir a los tutsis hacia la frontera del Zaire, puesto que ha recibido "órdenes de la superioridad". El teniente que dirigía el ataque del obispado de Kibungo, el 15 de abril de 1994, después de la masacre de más de 1.200 tutsis por los milicianos y los soldados, tranquiliza en estos términos al obispo y a algunos sacerdotes a los que había respetado: "se acabó, hemos enviado un mensaje a Kigali para informar que la operación ha tenido éxito". Lo que quiere decir con esta frase es que había informado a Kigali de que en Kibungo la exterminación había sido completa.

10. El ejemplo sin duda más típico es el discurso pronunciado por el Presidente interino de la República de Rwanda, Sr. Sindikubwabo, con ocasión de la instalación del prefecto de Butaré, el 19 de abril de 1994. En ese

discurso, confirmado por varias fuentes dignas de fe, hace un llamamiento a los habitantes de Butaré en el que les dice que no deben actuar como en el pasado, pasado de inercia, y los incita a entregarse a la caza del hombre. "Gente de Butaré, ustedes dicen "no es asunto nuestro", pero los enemigos están entre ustedes, elimínenlos", habría dicho en Kinyarwanda. Y más adelante: "si cultivan un campo y no regresan a eliminar las malas hierbas, no han hecho nada". Se habría expresado en estos términos: "analicen cada una de mis palabras y encontrarán el sentido de mi mensaje".

3. Identificación y enjuiciamiento de los principales responsables del genocidio

11. Si bien la identificación e incluso el enjuiciamiento de los ejecutantes presentan dificultades debido a su número, la situación es distinta en el caso de los que han dado las órdenes, de los principales responsables contra quienes hay "acusaciones suficientes". Los testimonios son múltiples y concuerdan en el papel que han desempeñado; cada testigo posee una lista, a veces clasificada por orden de jerarquía, de quienes han perpetrado el genocidio. También existen pruebas. En cambio, lo que plantea problemas es el enjuiciamiento de los principales responsables. Y, en ese sentido, el gran problema es el de los tribunales ante los cuales deberán comparecer, especialmente el Tribunal Internacional. Las víctimas, los heridos y los derechohabientes se impacientan. Además de la creación del Tribunal Internacional, pueden surgir divergencias entre las Naciones Unidas y el Gobierno rwandés sobre la sede del Tribunal, sobre la detención de los acusados o de los condenados y en relación con las penas que deben aplicarse.

12. El Gobierno rwandés desearía que el Tribunal tuviera su sede en el lugar de las matanzas, es decir en Kigali, en Rwanda. ¿Responderán las Naciones Unidas favorablemente a ese deseo?

13. Lo mismo sucede con la detención, que en el caso de los ejecutantes tendría probablemente lugar en Rwanda y, para los instigadores fuera del territorio nacional. El Gobierno rwandés se interroga sobre el fundamento de esa política discriminatoria denominada de "dos pesos, dos medidas".

14. Por último, en lo que se refiere a las penas, el Gobierno de Rwanda, movido por la opinión pública nacional, opta por la aplicación estricta del Código Penal rwandés que prevé la pena capital, mientras que las Naciones Unidas, como en el caso del estatuto del Tribunal Penal Internacional para la antigua Yugoslavia (S/25704), adoptado por el Consejo de Seguridad en su resolución 827 (1993), de 25 de mayo de 1993 y conforme al estatuto del Tribunal Internacional para Rwanda (S/1994/1168) contenido en la resolución 955 (1994), de 8 de noviembre del Consejo, prescribe la detención a perpetuidad como sanción máxima. En esta hipótesis, además de la discriminación establecida entre las dos categorías de personas, cabe deplorar la paradoja que consistiría en castigar más severamente a los ejecutantes que a los instigadores. También se hace notar que, aprovechando ciertos acontecimientos, los instigadores pueden recuperar la libertad algunos años más tarde. Sin duda, por esta razón, al no haberse resuelto todas esas divergencias y contradicciones, el Gobierno rwandés ha propuesto

al Consejo de Seguridad, como informa Le Monde del martes 1º de noviembre de 1994, que la jurisdicción internacional sea sustituida por un tribunal nacional "con la asistencia internacional y el establecimiento de la pena de muerte y no de la reclusión a perpetuidad...".

B. El retraso de la investigación

15. La investigación que deben realizar sobre el terreno los observadores de los derechos humanos, de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 21 de la resolución S-3/1 de 25 de mayo de 1994, de la Comisión de Derechos Humanos, prácticamente no ha comenzado hasta la fecha. Sin embargo, para hacerse una idea clara, es importante distinguir entre dos períodos. El primero se caracteriza por la falta de observadores y el segundo por la presencia de observadores no desplegados sobre el terreno.

1. La falta de observadores sobre el terreno

16. Las dos primeras visitas del Relator Especial, realizadas respectivamente del 9 al 20 de junio de 1994, y del 29 al 31 de julio de 1994, no necesitan comentarios especiales, debido a que en esa época no se había iniciado todavía la investigación propiamente dicha. Los dos primeros informes se prepararon sobre la base de los documentos y de los testimonios recibidos de los responsables de las organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales, así como de algunas personas que se habían salvado de las matanzas. Por otra parte, el Relator Especial se ha abstenido de interrogar a las personas desplazadas o a los refugiados en los campamentos, por temor de que sean objeto de represalias. Este período es el de la guerra y el del cese del fuego. Su duración es de dos meses (junio y julio de 1994) y hasta ese momento no se había instalado todavía a los observadores, lo que en gran parte se explica por el hecho de que la guerra continuaba. Se pensará en el despliegue de los observadores sólo al finalizar el conflicto armado.

2. La presencia de observadores no desplegados sobre el terreno

17. Como resultado de su segunda visita, el Relator Especial propuso, según una estrategia indicada en el segundo informe, el despliegue de 150 a 200 observadores durante el período de reconstrucción nacional. Las Naciones Unidas han seleccionado a 147, cifra fijada de común acuerdo con el Gobierno y que correspondería al número de comunas existentes en el país.

18. Hasta el sábado 22 de octubre de 1994, los observadores destacados en Kigali eran 37 sobre un total de 147 previstos. Si se piensa que los observadores comenzaron a llegar a Kigali, en el caso de los primeros 4, a partir del comienzo del mes de agosto de 1994, se comprenderán las dificultades con que ha tropezado la organización de esta misión. En esa misma fecha los observadores no habían sido todavía desplegados sobre el terreno.

19. Sin embargo, conviene subrayar que los observadores de derechos humanos y la unidad especializada en las investigaciones han efectuado investigaciones concretas. Pero el plan general de despliegue sólo comenzará a aplicarse a partir del 22 de octubre.

20. La razón invocada en primer lugar es la falta de medios materiales y logísticos, en particular la falta de vehículos de enlace y sobre todo de comunicaciones por radio que son indispensables para la seguridad de los observadores. Además cabe observar que, según el Centro de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos, "la operación sobre el terreno sólo ha recibido instrucciones provisionales, durante la fase inicial, inspiradas en directrices similares aplicadas en las operaciones de Naciones Unidas en la antigua Yugoslavia, en El Salvador y en Haití". Y sólo después de la llegada del jefe de la operación a Kigali, el 10 de septiembre de 1994 y de la entrada en servicio del jefe de la unidad especializada en las investigaciones se elaborarán "directrices completas destinadas al personal desplegado sobre el terreno e inspiradas estrechamente en la experiencia acumulada durante las primeras semanas de la operación". Pero a estas razones hay que añadir otras que se refieren a conflictos de personas o a la falta de precisión en las instrucciones dadas.

21. Estas diferentes razones pueden explicar la dimisión de dos observadores, y en parte la no renovación del contrato de otros dos observadores. La misión puede verse expuesta a otras dimisiones de observadores, que en su tercera visita el Relator Especial ha tratado de disuadir. El retraso en el despliegue de los observadores es tanto más deplorable cuanto que la inseguridad aumenta cada día en Rwanda.

II. INSEGURIDAD

22. La inseguridad, ya indicada claramente en el segundo informe, está aumentando. Esta inseguridad, que es consecuencia del conflicto armado y sobre todo de las atrocidades cometidas es causa de violaciones de los derechos humanos. Estas violaciones se analizan a continuación como atentados graves al derecho de propiedad, a la seguridad personal y al derecho a la vida.

A. Atentados al derecho de propiedad

23. Los atentados al derecho de propiedad consisten en ocupaciones ilegales de propiedades a las que el Gobierno trata en vano de encontrar una solución.

1. Ocupaciones ilegales de propiedades

24. De regreso a Rwanda, muchos refugiados ocupan ilegalmente casas, habitaciones o comercios, y tierras abandonadas por sus propietarios o sus arrendatarios en la fuga. La situación es sumamente compleja porque este retorno es anárquico y la mayoría de los refugiados pertenecen a la diáspora del decenio de los años sesenta. Según fuentes bien informadas, al parecer más de la mitad de las propiedades de los hutus han sido ocupadas por los nuevos repatriados. Esto sucede tanto en Kigali como en la comuna de Rusumo. El ejemplo más claro es el del sector de Massaka, en las cercanías de Kigali, sector donde de los 5.000 habitantes, 4.000 son nuevos, o sea el 80% de la población total.

25. Los recién llegados se instalan sin tener en cuenta el posible regreso de los propietarios. Y cuando éstos regresan y reivindican su derecho de propiedad, se crea un conflicto que a menudo cobra proporciones inesperadas. Por el hecho de pertenecer a la etnia hutu, son objeto de denuncias a los militares en el sentido de que han participado en el genocidio, que han practicado tratos crueles e inhumanos o ejecuciones sumarias. El Gobierno ha expresado al Relator Especial su preocupación por este delicado problema. El Primer Ministro, que hace notar que es difícil expulsar a los refugiados y buscarles alojamiento en otro lugar, reconoce que los conflictos se "resuelven cada vez más de forma violenta".

2. Soluciones del problema

26. Para resolver el delicado problema de las ocupaciones ilegales de las propiedades de fugitivos por los repatriados, que en su mayoría se deben a la falta de vivienda y al regreso en masa y espontáneo de los refugiados, el Gobierno rwandés ha adoptado cierto número de medidas, entre ellas las siguientes:

- a) Sólo pueden recuperar su derecho de propiedad los refugiados exiliados desde hace menos de diez años. Estos son los verdaderos propietarios de los bienes abandonados durante el conflicto armado y las matanzas. Se subraya que este principio es conforme a los Acuerdos de Arusha.
- b) Los refugiados que hayan vivido más de diez años en exilio pueden ocupar provisionalmente las casas abandonadas y vacías, pero sabiendo que esta ocupación no puede dar ningún derecho de propiedad. Se encuentran en una situación precaria y revocable.
- c) Los bienes de los autores del genocidio serán confiscados y vendidos para constituir un fondo destinado a indemnizar a las víctimas.
- d) Se crea un Comité Interministerial presidido por el Ministro del Interior y se le encarga de la ejecución de las medidas antes citadas.

27. El Ministro del Interior reconoce que el Comité tropieza con la resistencia de muchas personas a las que se aplican medidas de desalojo. Esta resistencia es muy grande porque, en algunos casos, es obra de oficiales del Frente Patriótico Rwandés (FPR). El Ministro precisa que esta situación explica por qué el Comité sólo tiene éxito en el 30% de los casos. Por esta razón prevé apoyarse desde ahora en una sección de la gendarmería para "hacer cumplir por la fuerza las ordenanzas en los casos en que los ocupantes den señales evidentes de mala fe".

28. Las medidas adoptadas para resolver los problemas siguen siendo insuficientes, ya que en vez de resolverlos lo que hacen es desplazarlos. En efecto, a los ocupantes ilegales desalojados, por consentimiento o por la fuerza, se les invita a ocupar otras casas, comercios o plantaciones desocupados. Por consiguiente, siguen amenazados de la aplicación de la

misma medida. Para poner fin a esta situación incómoda e incierta, el Relator Especial ha propuesto que se adopte y aplique, teniendo debidamente en cuenta los Acuerdos de Arusha, una política nacional destinada a hacerse cargo de los antiguos refugiados, bajo los auspicios del Gobierno rwandés, del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados y de la Organización de la Unidad Africana. La aplicación de un plan de esta índole necesita el apoyo de la comunidad internacional, apoyo que debe prestarse a la brevedad posible, con el propósito de poner fin a otras violaciones de los derechos humanos.

B. Atentados contra la seguridad personal

29. Las detenciones y los arrestos arbitrarios llevados a cabo en el territorio rwandés se justifican por la falta de medios.

1. Detenciones y arrestos arbitrarios

30. La inseguridad se traduce también en atentados contra la seguridad personal que revisten, en particular, la forma de arrestos y detenciones arbitrarios. Se ha informado al Relator Especial de varios casos de registros y, sobre todo, de detenciones y arrestos arbitrarios. El Relator ha podido apreciar personalmente la situación al visitar la prisión de Kigali, donde encontró varios miles de presos, hombres, mujeres, niños y ancianos. Pudo ver allí a una cuarentena de niños de menos de 15 e incluso de 12 años de edad.

31. Estas personas son arrestadas y detenidas en violación de las normas más elementales de procedimiento. No son objeto de un mandato de detención o de conducción y permanecen en los lugares de detención, sobre todo en las brigadas de gendarmería más allá del período legal de detención preventiva que es de 48 horas renovable una sola vez. Peor aún, personas liberadas por las autoridades judiciales por falta de suficientes pruebas son detenidas de nuevo por militares y retenidas en brigadas de gendarmería o en cuarteles.

32. Las condiciones de detención son muy precarias. Los presos viven hacinados. La búsqueda de "genocidas" ha abarrotado las prisiones de Rwanda. El CICR contó el 18 de octubre de 1994 más de 7.000 presos, de ellos 800 en Gitarama, 2.000 en Butaré y 4.200 en Kigali. La consecuencia de esta situación es la superpoblación carceral. Para sólo citar un ejemplo, en la prisión de Kigali cuya capacidad es de 1.500 plazas, había, el viernes 21 de octubre de 1994, 4.305 presos. La situación puede agravarse aún más dado que los ingresos en prisión se efectúan en masa, en tanto que las salidas son raras, por no decir inexistentes. Los ingresos diarios en Kigali oscilan por término medio entre 50 y 100 personas. Por otra parte, la prisión no dispone de suficientes camas por lo cual muchas personas duermen en el suelo. No existen espacios ventilados. Los presos reciben una vez por día una escasa pitanza, compuesta únicamente de maíz y de frijoles.

2. Falta de medios

33. El Gobierno rwandés invoca diversas razones más o menos relacionadas entre sí para justificar las detenciones y los arrestos y para explicar las irregularidades de que adolecen. Estas razones son tres.

34. La primera es la necesidad de perseguir a los autores del genocidio a fin de que no escapen a la justicia. Se nos dice que el Gobierno y la población están animados por la firme voluntad de perseguir a los culpables. El primero quiere castigar a cualquier precio a los autores de las matanzas y no desea en modo alguno consagrar la impunidad, causa remanente de las sucesivas oleadas de matanzas en Rwanda. Por ello, se ha repetido en diversas ocasiones al Relator Especial que los "genocidas" son detenidos en espera de que sean juzgados por el Tribunal Internacional y de que se reconstruya el aparato judicial rwandés. La segunda ejerce grandes presiones sobre los poderes públicos para que los diferentes atentados contra el derecho de gentes no queden sin castigo pues, de otro modo, la población se vería obligada a tomarse la justicia por su mano.

35. La segunda razón es precisamente la necesidad de asegurar la protección de los mismos interesados frente a las represalias que pudieran ejercer las víctimas. Se nos dice que la cárcel y los demás lugares de detención son sitios seguros para preservar la vida de las personas denunciadas como autores de matanzas. Estas personas no parecen, sin embargo, haber sido informadas del objetivo que se persigue y visiblemente carecen de otra opción.

36. La tercera razón consiste en la falta de estructuras administrativas y de personal judicial. El Gobierno afirma que es consciente de las violaciones del derecho a la seguridad y de la falta de los medios mínimos necesarios para el buen funcionamiento de la policía judicial y de la justicia. Subraya, a título de ejemplo, que sólo 27 de los más de 150 agentes del Ministerio de Justicia han escapado a la muerte o al exilio. Por otra parte, destaca la ausencia de formación de los militares e incluso su ignorancia de los procedimientos judiciales, achacando a estas causas las violaciones de los derechos humanos. Estas razones explican asimismo los atentados contra el derecho a la vida.

C. Atentados contra el derecho a la vida

37. Los atentados contra el derecho a la vida se derivan de las ejecuciones sumarias, que se pretende justificar como una venganza de las víctimas.

1. Las ejecuciones sumarias

38. El Relator Especial ha tenido también conocimiento de varios casos de ejecuciones sumarias e incluso de matanzas y de desapariciones involuntarias de personas de los que serían responsables civiles y, sobre todo, soldados del FPR. Esas informaciones proceden tanto de parientes de las víctimas como de organizaciones humanitarias no gubernamentales. Las mismas dan cuenta de millares de muertes anónimas y de listas limitadas pero nominales de personas.

39. El Relator Especial ha podido visitar Chamvuzo (prefectura de Butaré) para identificar una fosa común con cerca de una cincuentena de cuerpos, obra al parecer del FPR. Es sabido que circulan muchos rumores en los campamentos de refugiados sobre la matanza de millares de hutus, pero soldados del FPR y civiles son culpables del asesinato de hutus en diferentes lugares de Rwanda. Se está investigando esta cuestión.

40. Personas sospechosas de haber participado en las matanzas son ejecutadas por la propia población civil, por militares a petición de ésta o iniciativa de los militares mismos. Testimonios concordantes y dignos de fe revelan prácticamente el mismo escenario. Como consecuencia de reuniones supuestamente de información convocadas por elementos del FPR, hombres, niños y ancianos son atacados a traición y ejecutados. Al parecer se han producido matanzas en diferentes lugares del país, especialmente en el sur. Como consecuencia, a las ya numerosas fosas comunes obra de los milicianos y de las fuerzas armadas rwandesas han venido a sumarse las del FPR, de suerte que en la actualidad parece difícil diferenciarlas. Están en curso las correspondientes investigaciones destinadas a aclarar la situación y a determinar las responsabilidades.

2. Venganzas privadas

41. Para explicar las matanzas recientemente denunciadas y descargarse así de su responsabilidad, el Gobierno aduce razones y enuncia las medidas adoptadas. Las razones invocadas son en realidad dos.

42. La razón principal es la venganza privada de civiles y de militares tutsis. Se nos dice que, en Rwanda, los que habitan la misma colina se conocen y, muy a menudo, los verdugos han actuado a descubierto y han ejecutado a la vista de todos, seguros como estaban de la impunidad que es ya una tradición. Análogamente, soldados que habían engrosado las filas del Frente Patriótico Rwandés (FPR) han visto a sus familiares ejecutados como consecuencia de su incorporación. A su vez, estos soldados toman represalias.

43. La segunda razón, secundaria, está relacionada con el hecho de que el FPR procedió en la última fase de la guerra al reclutamiento apresurado y escasamente selectivo de jóvenes delincuentes e incluso de antiguos milicianos. Estos jóvenes que acaban de lograr la victoria y que no reciben salario alguno se sienten muy tentados de apoderarse de lo ajeno, recurriendo en su caso al asesinato. A esto hay que agregar los abusos de poder de los oficiales que ocupan ilegalmente viviendas por la fuerza de las armas. Se plantea entonces el problema de decidir si el FPR controla o no verdaderamente a todos los elementos del FPR.

44. Frente a esta situación, el Gobierno ha adoptado diversas medidas, entre ellas las siguientes:

- a) La creación de una policía militar, bajo el mando de un coronel, encargada de vigilar y de detener a los militares delincuentes.

- b) El acuartelamiento de los militares indisciplinados en un campamento de instrucción.
- c) La adopción por decreto de un código de justicia militar. Este código prescribe la creación de dos jurisdicciones competentes para juzgar a los militares: el consejo de guerra y el tribunal militar. Las decisiones de este último pueden recurrirse en casación en las condiciones previstas por la ley rwandesa. El Gobierno ha procedido ya al arresto de militares, algunos de ellos oficiales (comandantes y tenientes). En un fax dirigido por el Ministro de Justicia al Relator Especial se da cuenta de la detención de 100 militares y de una lista de 20 casos cuya "instrucción ha quedado concluida".

45. Conviene agregar que las Naciones Unidas asiste al Gobierno rwandés en la creación de una nueva policía nacional destinada a garantizar la seguridad en Rwanda. Precisamente en ese contexto y respondiendo favorablemente a una solicitud urgente del Gobierno rwandés, la MINUAR ha iniciado un programa de formación de 103 aspirantes a policías elegidos por el Gobierno. Estos jóvenes tendrán por misión familiarizarse con las tareas ordinarias y los trabajos de investigación de la policía. Existe un programa desarrollado por el Secretario General en su informe provisional de 6 de octubre de 1994 sobre la Misión de Asistencia de las Naciones Unidas a Rwanda (S/1994/1133).

46. Es evidente que estas medidas no bastan para restablecer la seguridad en el país. Por ello, conviene ampliarlas mediante una asistencia global que comprenda tanto la reconstrucción nacional como la asistencia jurídica lato sensu. El conjunto de estas medidas puede también contribuir al regreso de los refugiados.

III. EL RETORNO DE LOS REFUGIADOS Y DE LAS PERSONAS DESPLAZADAS

47. El regreso a Rwanda y a sus respectivas colinas de las personas refugiadas y desplazadas sigue siendo también motivo de gran preocupación para la comunidad internacional. Sin embargo, este retorno, frenado por las fuertes presiones de las antiguas autoridades, parece orientarse hacia nuevas soluciones.

A. Aminoración del movimiento de retorno

48. La situación de los refugiados ha durado demasiado. Lo provisional tiende a eternizarse pese a las penosas condiciones de existencia, que sólo han experimentado una ligera mejora (en particular sanitaria y alimentaria).

49. La situación no ha evolucionado en absoluto no obstante los denodados esfuerzos hechos por la comunidad internacional para asegurar la repatriación de los refugiados y de las personas desplazadas. En octubre de 1994, el ACNUR estimaba en más de un millón y medio el número de refugiados rwandeses en los países vecinos, de ellos 850.000 en Kivu Norte, 300.000 en Kivu Sur (Zaire) y 460.000 en la República Unida de Tanzania. Conviene señalar que al menos 50.000 refugiados han fallecido víctimas de enfermedades, en

particular como consecuencia de la epidemia de cólera que se enseñoreó de los campamentos. En la misma época, había un número similar de personas desplazadas en el interior de Rwanda. Los dos campamentos de personas desplazadas de Kibeho y de N'Dago acogían respectivamente a 60.000 y 40.000 personas desplazadas.

50. Estas cifras tienden a estabilizarse habida cuenta de la lentitud de las repatriaciones, que contrasta con las repatriaciones en masa observadas inmediatamente después de la instauración del alto el fuego. A título de ejemplo, en la prefectura de Gisenyi, que se encuentra en el sector 5 de MINUAR, se registró el 27 de julio de 1994 a 3.368 repatriados de vuelta del Zaire. El 28 del mismo mes el número de los que regresaban por los mismos puestos fronterizos se elevó a 4.233. Sin embargo, a partir del día 29 se observa un descenso brutal de las repatriaciones con una cifra de 1.592 personas, número que el 18 de agosto fue de 922 para descender el 6 de octubre a 268. En consecuencia, mientras que el número de repatriaciones en este sector en los cinco últimos días de julio fue de 12.433 (lo que representa una media de 2.486 por día), en el mes de agosto fue de 36.600 (esto es, una media de 1.180 por día), en septiembre fue de 32.925 personas (una media de 1.097 por día) y descendió en la primera mitad de octubre a 10.337 (media diaria de 607 personas). Este descenso en el retorno de los refugiados se ha hecho más significativo a partir del 17 de septiembre, agravándose durante el mes de octubre.

51. Conviene subrayar dos parámetros antagónicos: el primero de ellos es que la mayoría de los refugiados retornados en el mismo período a Rwanda pertenecen a la antigua diáspora de los tutsis y probablemente no se han tomado en cuenta en el cálculo de los refugiados; el segundo es que las cifras no incluyen las entradas sirviéndose de piraguas o por otros medios clandestinos.

52. Por otra parte, las entradas son muchísimo menores que las salidas. Así, el ACNUR informa de que en la zona de Goma se produjeron del 8 al 14 de septiembre de 1994 15.662 repatriaciones, no registrándose entrada alguna en los campamentos; del 15 al 21 de septiembre hubo 11.728 repatriaciones frente a 1.868 entradas; del 22 al 30 de septiembre, 6.477 repatriaciones y 1.868 entradas y del 1º al 17 de octubre, 12.106 frente a 1.731 entradas. Se comprueba en conjunto, si no una paralización, al menos una disminución de las salidas de los campamentos. Esto se debe en gran parte a la acción de los antiguos dirigentes.

B. Toma en rehenes de los refugiados

53. La disminución de las repatriaciones de los refugiados y de las personas desplazadas se explica por varias razones. La primera, inmediatamente perceptible, es la inseguridad reinante en Rwanda y, en especial, el temor a las represalias de los tutsis. La segunda, estrechamente ligada a la primera, es el temor de quienes han participado en las matanzas de ser ejecutados por el Gobierno del FPR. Existen otras, tales como la presencia tranquilizadora de observadores o militares de las Naciones Unidas y la mejora de las condiciones alimentarias y sanitarias.

54. La razón determinante o, al menos, la más importante, es, sin embargo, que los refugiados y las personas desplazadas son mantenidos como rehenes por las antiguas autoridades políticas, a juzgar por la intensa presión ejercida sobre ellos "en un marco apropiado".

1. La intensa presión

55. El antiguo equipo dirigente, ayudado por sus agentes locales y por militares y milicianos, sigue desarrollando una intensa campaña contra el retorno de los refugiados y de las personas desplazadas a Rwanda o a sus colinas. Esas diferentes autoridades no vacilan en recorrer los campos pronunciando discursos políticos. Los mensajes contenidos en esos discursos son dos: la falsa información y la amenaza.

56. La primera consiste en invitar a los refugiados y a las personas desplazadas a permanecer en los campamentos y a no volver a Rwanda por miedo a ser asesinados por los tutsis y el Gobierno del FPR, señalando que éstos han matado a miles de hutus. Y numerosas personas están dispuestas a dar testimonio en ese sentido. Esta campaña de falsa información es tan intensa que es imposible establecer la verdad cuando se sabe, por otra parte, que la inseguridad reina efectivamente en Rwanda.

57. La segunda es la permanente amenaza que planea sobre los refugiados o personas desplazadas que en forma tácita o expresa declaran su deseo de ser repatriadas. En efecto, de esta campaña se desprende que el retorno sólo podrá hacerse tras una negociación política que implique una amnistía general o, en su defecto, la reanudación de la guerra civil para reconquistar el poder. Quienes no respeten las consignas dadas y vuelvan a Rwanda corren el riesgo de ser las primeras víctimas en caso de reconquistarse el poder.

58. Estas campañas se organizan gracias a la libertad de movimientos de que gozan los miembros del antiguo equipo gubernamental para llevar a cabo, en territorio del Zaire, actividades políticas contrarias a las normas internacionales. Así, el 18 de octubre de 1994, el ex Primer Ministro del antiguo Gobierno rwandés, el Sr. Jean Kambanda hizo una visita a los refugiados del campo de Mugunga (Goma). Discutió más de hora y media con los representantes de los refugiados y los refugiados mismos, congregados en gran número para escucharle. El mensaje que les dirigió fue en resumen el siguiente: el gobierno rwandés en el exilio va a iniciar rápidamente conversaciones con el Gobierno de Kigali. Si este último rechaza o impide una solución rápida, se emprenderán acciones militares. Haciéndose eco de lo dicho por el "primer ministro", el general Bizimungu declaró el sábado 22 de octubre de 1994 que sus tropas atacarían Rwanda si no se celebraban negociaciones entre el nuevo Gobierno y el antiguo a fin de repartirse el poder. Estas amenazas no son por desgracia vanas ya que el antiguo gobierno ha conservado los medios para imponer su política.

2. Un marco apropiado

59. El antiguo equipo gubernamental ha podido concebir y crear en los diferentes campamentos de refugiados un marco perfectamente apropiado para mantener su presión sobre los refugiados y las personas desplazadas. Este marco es institucional, político y administrativo.

60. El marco institucional se reduce a la fiel reconstitución en los campamentos de las estructuras políticas y administrativas de Rwanda. Tales estructuras son principalmente las prefecturas y las comunas. Otros campamentos han agregado incluso los sectores. Así, en el campamento de Kibumba, en Goma, ocho de las diez prefecturas rwandesas están representadas por varias comunas y algunos sectores. Al frente de las colectividades locales así reconstruidas se encuentran a veces las mismas autoridades locales, prefectos o jefes de prefecturas y burgomaestres. En Benaco, en la República Unida de Tanzania se señala, por ejemplo, que el prefecto de Kibungo ha vuelto a ejercer sus funciones al frente de la prefectura.

61. Esas prefecturas, sectores y comunas reconstituidos sirven indiscutiblemente para encuadrar a la población civil al servicio de las antiguas autoridades rwandesas. El control es tanto más eficaz cuanto que en varios campamentos les incumbe prácticamente elaborar el censo de los refugiados.

62. Ese encuadramiento asegura al antiguo equipo gubernamental, a través de los prefectos o jefes de prefecturas, burgomaestres y milicianos, importantes facultades políticas y administrativas. Entre ellas, cabe destacar en particular la administración de víveres y la facultad de aplicar sanciones.

63. La primera facultad es reconocida tácitamente a esas autoridades locales por los organismos de asistencia, que les confían la distribución de los víveres y otros socorros. Esas autoridades no vacilan en usar y abusar del poder alimentario que se les reconoce para castigar a quienes no comulguen con su política y para desviar alimentos hacia los mercados del país de acogida.

64. El segundo poder conquistado tempranamente por la fuerza por tales autoridades es el de ejecutar a cuantos se aparten de su política dentro de los campamentos. Pero la pena capital va más allá de lo político para extenderse a las simples cuestiones domésticas e incluso a los actos de vandalismo. La inseguridad es permanente en los campamentos. No pasa un día sin que se mate a un refugiado. Los milicianos y bandidos armados dictan su ley, la de las armas. Rumores persistentes dan cuenta incluso del entrenamiento de soldados y milicianos para atacar al Estado rwandés y reconquistar el poder. La creciente inseguridad en los campos explica que el personal del ACNUR y de los organismos humanitarios no duerma ya en ellos y que algunos amenacen con retirarse. De ello se desprende la necesidad de nuevas medidas destinadas a garantizar la seguridad en dichos campos.

C. Las nuevas soluciones

65. Frente a la situación que reina tanto en los campamentos de refugiados y de desplazados como en el interior de Rwanda, las Naciones Unidas y los diferentes colaboradores han previsto nuevas soluciones que vendrán a sumarse a las que ya se aplican. Las dos principales son la separación de los refugiados y los políticos y su repatriación.

1. La separación de refugiados y políticos

66. El Secretario General de las Naciones Unidas en su informe S/1994/1133, de 6 de octubre de 1994, apoyó la política de separación de los refugiados o desplazados y los políticos. El informe final de la misión técnica de las Naciones Unidas sobre la situación de la seguridad en los campamentos presenta los detalles de esta operación. En aras de la concisión se mencionarán básicamente dos puntos:

- a) La distinción que se hace en el informe del Secretario General entre diversas categorías de refugiados rwandeses, particularmente en el Zaire:
 - i) los antiguos dirigentes políticos, que suman una cincuentena de familias, alojados en casas en Bukavu;
 - ii) los militares de las ex FAR, estimados en 16.000, y que constituyen con sus familias un grupo de 80.000 personas;
 - iii) los elementos paramilitares, cuyo número es difícil de estimar puesto que se han mezclado con los refugiados ordinarios; y
 - iv) los refugiados corrientes, cuyo número se estima en más de un millón.
- b) El objetivo de la operación consiste en separar a la gran masa de refugiados de los que antes instigaron las matanzas o participaron en ellas y hoy toman como rehenes a los sobrevivientes hutus. Estos corresponden a las tres primeras categorías. Sin embargo, resulta difícil identificar la tercera categoría, la de los milicianos, para separarla de las poblaciones. Para esta operación se establecerá una fuerza internacional de aislamiento o de interposición estimada en unos 2.000 a 3.000 policías, cuya creación inminente anunció el Secretario General. Pero sin duda habrá que comenzar por soluciones pacíficas de explicación para alentar la repatriación; sólo se recurrirá a la fuerza en caso de extrema urgencia.

2. La repatriación

67. La repatriación libremente consentida de los refugiados está prevista en las disposiciones pertinentes de los diferentes convenios de las Naciones Unidas y del Protocolo de acuerdo concluido en Arusha el 9 de junio de 1993 entre el Gobierno de la República de Rwanda y el Frente Patriótico Rwandés sobre la repatriación de los refugiados rwandeses y el reasentamiento

de las personas desplazadas. Sobre esta base se concertó en Kinshasa (Zaire) el 24 de octubre de 1994 el Acuerdo tripartito sobre la repatriación de los refugiados rwandeses del Zaire por el Gobierno de la República de Rwanda, el Gobierno de la República del Zaire y el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados.

68. El Acuerdo define en su preámbulo los procedimientos y las modalidades específicas de la repatriación libremente consentida y de la reinserción definitiva en Rwanda de los refugiados rwandeses en el Zaire con la asistencia de la comunidad internacional por vía del ACNUR, el cual podrá recibir, en su caso, el apoyo de otros organismos de las Naciones Unidas y de organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales.

69. Las partes contratantes han asumido una serie de obligaciones:

- a) el Zaire, país de asilo, se compromete a respetar las cláusulas pertinentes de los diferentes convenios de las Naciones Unidas y de la OUA sobre los refugiados y a adoptar las medidas apropiadas para que las decisiones de éstos no se vean influenciadas indebidamente;
- b) Rwanda, país de origen, se compromete a adoptar medidas políticas administrativas, en particular aduaneras, para garantizar y facilitar el regreso, con dignidad y seguridad, y la reinserción de los refugiados así como la paz social y la reconciliación nacional.
- c) el Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados se compromete a supervisar y vigilar toda la operación de repatriación desde la partida hasta la llegada haciendo hincapié especialmente en el carácter voluntario de la decisión de las personas y en su seguridad y dignidad.

70. Cabe esperar que este convenio, que se refiere al comunicado de 26 de julio de 1994 por el que se disponía el encuentro entre el Presidente de la República de Rwanda y el Presidente de la República del Zaire, no corra la misma suerte de este último y sea respetado.

IV. RECOMENDACIONES

71. El Relator Especial deplora la tendencia a invocar la inseguridad actual en Rwanda como pretexto para restar importancia al genocidio y justificar la inacción. Semejante actitud equivale a confundir el efecto con la causa. Equivale a olvidar que la inseguridad se debe en gran medida al genocidio. Para administrar la medicina apropiada al mal rwandés es indispensable establecer un diagnóstico correcto. Sin descuidar, ni mucho menos, las violaciones actuales de los derechos humanos, es preciso situarlas en su contexto e investigar sus causas para tratar de acabar con ellas antes de que sea demasiado tarde. En efecto, es necesario actuar pronto, lo antes posible, porque si no lo hacemos nos exponemos a presenciar impotentes una segunda guerra y nuevas masacres. Para evitar semejante catástrofe se formulan las recomendaciones, que están dirigidas respectivamente al Gobierno de Rwanda, a los gobiernos de acogida de los refugiados y a las Naciones Unidas.

A. La cesación de las violaciones de los derechos humanos

72. Las Naciones Unidas deberían exigir al Gobierno de Rwanda que ponga término a las graves violaciones que se cometen contra los derechos humanos en su territorio, en particular los registros, detenciones y arrestos arbitrarios, las desapariciones y las ejecuciones sumarias.

73. Las Naciones Unidas deberían recomendar al Gobierno de Rwanda:

- a) la organización de intensas campañas de sensibilización de la población en el respeto del ser humano y de los bienes ajenos y de preparación para una vida en común en que reine la armonía;
- b) la adopción, conforme a la recomendación del segundo informe del Relator Especial, de medidas administrativas enérgicas para disuadir de los actos de represalia y respetar a la vez los derechos fundamentales de los culpables de dichos actos;
- c) el respeto de las prerrogativas y decisiones de la autoridad judicial, condición indispensable para una buena administración de la justicia.

B. La situación de los refugiados

74. Las Naciones Unidas deberían recomendar a los gobiernos en cuyos territorios se han refugiado los rwandeses, en particular el Gobierno del Zaire, que ha acogido al mayor número, que adopten las medidas apropiadas para:

- a) garantizar y facilitar efectivamente la repatriación libremente consentida de los refugiados;
- b) impedir que los refugiados sean influenciados indebidamente en uno u otro sentido, es decir, abandonar el territorio de acogida o permanecer en éste;
- c) organizar campañas de información sistemáticas al respecto para que los interesados puedan decidir con pleno conocimiento de causa;
- d) respetar sus compromisos internacionales, en particular los dimanantes de las disposiciones pertinentes de los convenios internacionales relativos al asilo y los refugiados;
- e) impedir que sus territorios sean utilizados como base para la desestabilización de Rwanda o la agresión contra ese Estado.

75. Las Naciones Unidas deberían contribuir a:

- a) asegurar la indemnización de estos Estados por los daños sufridos a raíz de la instalación de los refugiados y el deterioro de sus cultivos y de sus suelos;
- b) financiar las operaciones de repatriación de los refugiados.

C. La ayuda internacional a Rwanda

76. Las Naciones Unidas deberían hacer un llamamiento solemne a los Estados Miembros, en particular a las grandes Potencias y a los Estados africanos, para que aporten una ayuda sustancial y urgente a la reconstrucción del Estado rwandés.

77. La ayuda, que deberá revestir formas diversas y llegar a todos los sectores de la actividad económica, política, social y cultural, supone una previa evaluación global de las necesidades.

78. En lo inmediato lo más urgente es brindar a las poblaciones la ayuda alimentaria y sanitaria que les permita sobrevivir, por una parte, y los medios que les permitan salvar sus cosechas, ganados y suelos y producir el mínimo necesario para vivir, por la otra.

79. Las Naciones Unidas deberían participar activamente en la asistencia y contribuir a su organización. En particular deberían prestar al Estado de Rwanda:

- a) La ayuda financiera o material necesaria para reconstruir las infraestructuras de la policía administrativa, la policía judicial, la gendarmería y la justicia.
- b) Asistencia por conducto de personal de justicia y de mantenimiento del orden que se encargue de la formación de policías, gendarmes y magistrados y de ayudar a la vez a los magistrados locales a administrar justicia. Con este fin las Naciones Unidas podrían extender el mandato del Relator Especial a la asistencia técnica. Así, un equipo especializado de observadores se haría cargo de la formación de policías, magistrados, abogados y otros auxiliares de justicia y de la creación de un colegio de abogados con miras a garantizar la independencia de la magistratura.

80. Las Naciones Unidas deberían velar por una mejor coordinación de las actividades realizadas en el territorio de Rwanda, ya se trate de actividades a favor de los derechos humanos o del derecho humanitario o de otro tipo de ayuda alimentaria o de carácter militar. Dicha coordinación resulta indispensable en vista de la multiplicidad y diversidad de las actividades emprendidas sobre el terreno. Tendría la ventaja de promover un enfoque integrado de los problemas y evitar la repetición de funciones y de esfuerzos y el derroche de la asistencia.

81. Las Naciones Unidas deberían proceder lo antes posible a:

- a) Incrementar la dotación de especialistas en derechos humanos y su despliegue sobre el terreno, algunos en triple calidad de observadores, investigadores e instructores.

- b) Poner en funcionamiento el Tribunal Internacional que acaba de establecerse y los tribunales locales que se han de crear para juzgar a los culpables del genocidio a fin de poner término o freno a los actos de represalia.
- c) Establecer un marco jurídico apropiado para asegurar la protección de las viudas y los niños no acompañados y garantizar sus derechos fundamentales. Para ello, convendría prever la indemnización de los daños sufridos e imputables a los culpables de las matanzas y sus cómplices.
- d) La organización de una fuerza internacional que se encargue de la seguridad en los campamentos de refugiados y desplazados y de las disposiciones para su repatriación en condiciones idóneas de seguridad y dignidad.

82. En colaboración con la OUA, las Naciones Unidas deberían adoptar iniciativas con el fin de:

- a) Crear las condiciones y el marco para el diálogo entre los diferentes elementos políticos rwandeses del interior y del exterior. Este diálogo podría sentar las bases de una solución política del conflicto que sustituyera al régimen militar.
- b) Convocar una conferencia internacional sobre Rwanda que tuviere por finalidad, conforme a la recomendación inicial del informe preliminar, que las partes en el conflicto negociaran, de buena fe y teniendo debidamente en cuenta los Acuerdos de Arusha del 4 de agosto de 1993, las condiciones de la paz, la transición democrática, la reconciliación y la unidad nacionales.

2. La estancia

16. El éxodo de los hutus ha contribuido a despoblar aún más a Rwanda. El número de refugiados como consecuencia de la guerra y las masacres se calculaba al final del mes de julio en cerca de 2,5 millones. La población de refugiados se desglosa como sigue: 1,2 millones en Goma, 500.000 en Kivu del sur, de 300.000 a 400.000 en la República Unida de Tanzania, 150.000 en Burundi, y de 10.000 a 12.000 en Uganda. Goma, que es la retaguardia de la "operación Turquesa", se ha convertido en el primer centro de acogida de refugiados, rebasando al campo de Bénaco en Tanzania. El drama se debe a que Goma, que sólo tenía 300.000 habitantes, ha presenciado la irrupción súbita de 1.200.000 personas, o sea el cuádruple de su población. El exceso de población de la ciudad zairense, en condiciones precarias de existencia, contenía los gérmenes de un drama humano que la singularizaba. En efecto, las consecuencias eran fáciles de prever. Al hambre ha sucedido una epidemia de cólera, que ha causado la muerte de varios millares de personas. Las cifras comunicadas no son precisas, varían según su fuente y son objeto de controversia. El número de muertos parece situarse entre 20.000 y 50.000. Al cólera se ha añadido una disentería que acaba de declararse y que quizá revista la forma de epidemia. Algunos periodistas añaden a la lista de desgracias rwandesas la amenaza de una erupción volcánica (centrada en dos volcanes, el Nyiragongo y el Nyamuragira, situados a varias decenas de kilómetros al norte de Goma, así lo comunicó la prensa internacional el 24 y el 25 de julio de 1994).

17. A pesar de todos estos sufrimientos, los refugiados vacilan antes de regresar a su país, pues temen por su vida.

B. Temor de las represalias

18. Los hutus refugiados en los diversos Estados fronterizos, y en particular en Goma, están dispuestos a regresar a su país pero temen que las nuevas autoridades políticas de predominio tutsi se venguen y los masacren. Esto los coloca ante un dilema difícil de resolver, pues la única alternativa que se les ofrece es la de morir de enfermedad (cólera, disentería...) o, si no, correr el riesgo de ser víctimas de represalias. Este temor, que se explica por el genocidio de los tutsis, lo mantienen y exacerban la Radio Televisión Libre de las Mil Colinas (RTLTM) y el antiguo Gobierno en el exilio.

1. Acción de la RTLTM

19. La RTLTM ha proseguido su campaña de incitación al odio étnico y a la violencia. Además, al parecer ha hecho un llamamiento a los hutus para que se vayan de Rwanda y se refugien en el exterior del país, particularmente en el Zaire, por miedo a que los masacren las nuevas autoridades. La invitación parece ir acompañada por una amenaza apenas velada de represalias contra los recalcitrantes. A dicho efecto se ha comunicado al Relator Especial uno de los dichos que circulan por Goma: "los lobos duermen con los corderos", y los primeros dicen a los segundos: "no regreséis, quedaos con nosotros", dando a entender que, en caso de negativa, la sanción será inevitable: los lobos se comerán a los corderos.

habían dejado y que se daría prioridad a sus derechos sobre los derechos de los antiguos refugiados. Este compromiso, de carácter interno pero suscrito ante la comunidad internacional, no carece de repercusiones reales. Sin embargo, algunos observadores temen que los refugiados no se enteren de la información emitida por la radio rwandesa, a causa del alcance limitado de sus emisiones en la región de Kigali. Algunos miembros del Gobierno han precisado que semejante objeción sólo tenía un valor relativo, ya que sólo se aplicaba a los casos en que la radio emitía en frecuencia modulada. Cabe preguntarse si los refugiados escuchan o tienen tiempo de escuchar la radio rwandesa. Por lo demás, suponiendo que lo hagan, ¿no estimarán que el compromiso del Gobierno forma parte del discurso político, e incluso verán en dicho compromiso una trampa, en vista de toda la campaña orquestada por las antiguas autoridades rwandesas? Por eso es importante que los discursos vayan seguidos sin demora de medidas concretas de aplicación, para que así se recuperen la confianza de los refugiados escépticos.

25. La segunda medida está constituida por los acuerdos concertados por el Presidente de la República al final del mes de julio con sus cuatro homólogos de los Estados fronterizos: Zaire, Tanzania, Burundi y Uganda. En esos instrumentos internacionales los Estados convienen esencialmente en cuatro cuestiones:

- a) libre regreso de los refugiados a Rwanda;
- b) los territorios de los Estados de asilo no se utilizarán como base de operaciones desestabilizadoras contra Rwanda;
- c) desarme de los militares y las personas armadas;
- d) cesación inmediata de las emisiones de radios móviles que incitan al odio étnico, si dichas emisiones existen.

26. Si se aplican, esos acuerdos deberían favorecer el regreso de los refugiados hutus a Rwanda, pero se trata de medidas que son todavía insuficientes y que hay que complementar con medidas adoptadas por la comunidad internacional.

2. La comunidad internacional

27. La expresión "comunidad internacional" debe entenderse en su acepción lata, acepción que no solamente engloba a los órganos de las Naciones Unidas sino también a los Estados Miembros y a las diferentes organizaciones no gubernamentales que se esfuerzan sobre el terreno por salvar vidas humanas.

28. Esa comunidad internacional en su significado lato ha establecido una serie de medidas encaminadas a favorecer el regreso, en condiciones de seguridad, de los refugiados y las personas desplazadas. Ya que no se pueden citar todas esas medidas, se mencionarán las más recientes a título ilustrativo:

- a) Diez expertos seguirían a los refugiados a lo largo del recorrido de las mencionadas "rutas humanitarias".
- b) Otros diez expertos prestarían sus servicios, a razón de un experto por población, en las diez aglomeraciones principales siguientes: Kigali; Butare (a 136 km de Kigali); Byumba (a 75 km); Gitarama (a 53 km); Kibungo (a 108 km); Kibuye (a 139 km); Gisenyi (a 175 km); Gikongoro (a 165 km); Ruhengeri (a 116 km); y Cyangugu (a 291 km). A medida que los refugiados y las personas desplazadas regresaran a sus hogares, los expertos desplegados a lo largo de las "rutas humanitarias" podrían unirse a los expertos situados en los lugares antes mencionados.

43. En la segunda fase y si los medios lo permiten, las Naciones Unidas deberían desplegar entre 150 y 200 expertos en el conjunto del territorio rwandés durante un período mínimo de seis meses, para vigilar no solamente el regreso sino también la reconstrucción del Estado rwandés, sin por ello dejar de desarrollar las indagaciones necesarias para determinar la manifestación de la verdad acerca de las masacres. El mecanismo alcanzaría así su régimen de pleno funcionamiento durante el primer y difícil período de reconstrucción nacional, período durante el cual los derechos humanos y las libertades fundamentales corren el riesgo de quedar expuestos a graves violaciones.

44. En la tercera fase, al final del período de reconstrucción nacional, las Naciones Unidas deberían retirar gradualmente a los expertos desplegados sobre el terreno, para no dejar en el país más que una cincuentena de personas que terminasen la encuesta hasta el final del mandato del Relator Especial.

45. Esas son las medidas que, si se aplican, deberían superar la renuencia de los refugiados y de las personas desplazadas y permitir su regreso en masa, garantizando su seguridad. En la actualidad, la interrupción de su transporte por las Naciones Unidas se justifica por la epidemia de cólera que no se quiere exportar a Rwanda, pero es de esperar que las epidemias estén vencidas muy pronto y que los refugiados rwandeses puedan regresar sin dificultades a sus colinas y a sus casas.

46. La asistencia internacional para las actividades de reconciliación y de reconstrucción en Rwanda es indispensable. Esa es la razón de que el Relator Especial se sume al Alto Comisionado para los Derechos Humanos que, el 2 de agosto de 1994, lanzó un urgente llamamiento a la comunidad internacional para que apoyara, mediante contribuciones voluntarias, el despliegue sobre el terreno de expertos en derechos humanos, con el apoyo logístico necesario, lo antes posible.

47. El equipo de expertos en derechos humanos establecido por el Alto Comisionado para los Derechos Humanos está efectuando actualmente encuestas en la región del sudoeste de Rwanda. Dichas encuestas serán objeto en breve de un informe.



Consejo Económico
y Social

Distr.
GENERAL

E/CN.4/1995/7
28 de junio de 1994

ESPAÑOL
Original: FRANCES

COMISION DE DERECHOS HUMANOS
51º periodo de sesiones
Tema 12 del programa

CUESTION DE LA VIOLACION DE LOS DERECHOS HUMANOS Y
LAS LIBERTADES FUNDAMENTALES EN CUALQUIER PARTE
DEL MUNDO, Y EN PARTICULAR EN LOS PAISES Y
TERRITORIOS COLONIALES Y DEPENDIENTES

Informe sobre la situación de los derechos humanos en Rwanda,
presentado por el Sr. R. Degni-Séqui, Relator Especial de la
Comisión de Derechos Humanos, de conformidad con el
párrafo 20 de la resolución 1994 S-3/1 de la
Comisión, de fecha 25 de mayo de 1994

INTRODUCCION

1. En su tercer período extraordinario de sesiones, la Comisión de Derechos Humanos aprobó la resolución 1994 S-3/1, de fecha 25 de mayo de 1994, en la que pedía a su Presidente que nombrara un relator especial, para investigar sobre el terreno la situación de los derechos humanos en Rwanda y obtener de los gobiernos, los particulares y las organizaciones intergubernamentales y no gubernamentales todas las informaciones dignas de fe la situación de los derechos humanos en aquel país, recurriendo para ello a la asistencia de los mecanismos existentes de la Comisión de Derechos Humanos.

2. La Comisión pedía al Relator Especial que se trasladara inmediatamente a Rwanda y que informara urgentemente a los miembros de la Comisión, en un plazo de cuatro semanas a partir de la fecha de aprobación de la resolución. En cumplimiento de esta disposición, el Relator Especial estuvo en Rwanda y otros Estados vecinos desde el 9 hasta el 20 de junio de 1994. Durante esa misión, estuvo acompañado por el Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, Sr. Bacre Waly Ndiaye, y por el Relator Especial sobre la cuestión de la tortura, Sr. Nigel Rodley, que aceptaron su invitación y pusieron de ese modo a su disposición su propia experiencia y sus conocimientos. El Relator Especial desea manifestarles aquí su reconocimiento.

GE.94-13150 (S)

3. El Relator Especial desearía asimismo dar las gracias al "gobierno provisional", así como al Frente Patriótico de Rwanda (FPR), por su cooperación.

4. Manifiesta asimismo su agradecimiento a todos los que le han ayudado en la preparación y la realización de su misión. Mención especial merecen, a este respecto, en particular la United Nations Rwanda Emergency Office (UNREO), el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), la Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR) y el Comité Internacional de la Cruz Roja (CICR), por la asistencia logística que le han proporcionado. El Relator Especial manifiesta también su profunda gratitud al comandante de la Misión de Asistencia de las Naciones Unidas a Rwanda (MINUAR) y a sus oficiales por la ayuda y la cooperación generosa que, en circunstancias difíciles, le han proporcionado durante su estancia en Rwanda. Finalmente, da las gracias a todos los que le han proporcionado informaciones sobre la situación de los derechos humanos en Rwanda, especialmente a las organizaciones no gubernamentales, y les invita a continuar esa cooperación en el futuro.

5. Hay que hacer constar que la misión del Relator Especial es continuación de la que efectuó el Alto Comisionado para los Derechos Humanos el 11 y el 12 de mayo de 1994 (véase el documento E/CN.4/1994/S-3/3) y, en cierta medida, de la del Relator Especial encargado de las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, Sr. Bacre Waly Ndiaye, de abril de 1993 (véase el documento E/CN.4/1994/7/Add.1).

6. El presente informe, que se basa en informaciones, testimonios y documentos recibidos de distintas fuentes, no tiene la pretensión de ser exhaustivo, por cuanto el tiempo acordado para su preparación no lo hubiera permitido. Se trata simple y modestamente de un cuadro sinóptico de la situación de los derechos humanos en Rwanda, de un panorama global que permitirá orientar investigaciones futuras. Esta visión global, destinada a informar a la Comisión y a responder al mismo tiempo a algunas de sus preocupaciones, se refiere a la vez a las medidas preliminares adoptadas por el Relator Especial, a los hechos denunciados y a las violaciones de los derechos humanos resultantes de los mismos para desembocar, finalmente, en una serie de recomendaciones.

I. LAS MEDIDAS PRELIMINARES

7. Antes de trasladarse a Rwanda para efectuar una investigación preliminar e informar a los miembros de la Comisión sobre la situación de los derechos humanos en aquel país, el Relator Especial procedió con su equipo a una reflexión previa sobre el mandato y sobre el método que había de utilizarse para llevar a cabo las investigaciones que de él se derivaban.

A. El mandato

8. El mandato impartido al Relator Especial consta de dos elementos:

- a) Informar a la Comisión de Derechos Humanos sobre la situación de esos derechos en Rwanda, incluidas las causas originarias y las responsabilidades pertinentes (investigación "horizontal"); y
- b) Comunicar al Secretario General informaciones sistemáticamente reunidas y compiladas sobre las violaciones de los derechos humanos y del derecho internacional humanitario. La Comisión de Derechos Humanos ha afirmado que todas las personas que cometen o autorizan tales violaciones son individualmente responsables de ellas y que la comunidad internacional hará todo lo posible para que sean llevadas a los tribunales (investigación "vertical").

9. Estas obligaciones de investigar e informar son complementarias y deberían ser llevadas a cabo, en el marco de la misma estructura, en dos etapas que son interdependientes y que coinciden en muchos casos. La recogida de datos que sirvan de base para informar a la Comisión de Derechos Humanos (y a otros órganos de las Naciones Unidas, como se pide en la resolución S-3/1), así como la formulación de recomendaciones sobre acciones concretas e inmediatas encaminadas a salvar vidas humanas, deben ser objetivos prioritarios.

10. Las dos etapas son complementarias en la práctica, ya que las fuentes de información son las mismas. Del mismo modo, las investigaciones recogidas en lo concerniente a uno de los aspectos del mandato arrojan luz sobre el otro. Así por ejemplo, las investigaciones que se efectúen sobre la estructura de las fuerzas armadas de las dos partes en el conflicto son necesarias para formular recomendaciones tendientes a poner fin a las matanzas y proporcionan, al mismo tiempo, la base que se precisa para la determinación de las responsabilidades individuales, tomando en consideración la relación jerárquica entre los mandos. Las investigaciones "horizontales" de la primera etapa proporcionarán una visión general de la información disponible y del método más eficaz para obtenerla, elementos ambos indispensables para iniciar las investigaciones a fondo que, en la segunda etapa, se centrarán sobre casos determinados. La primera etapa permitirá también determinar los casos prioritarios que pueden dar lugar a investigaciones (ejemplo: análisis de las emisiones de las estaciones de radio más próximas al Gobierno y su relación con las matanzas de tutsis y hutus moderados, con miras a establecer las responsabilidades individuales y a determinar matanzas concretas que podrían investigarse más a fondo).

11. Para que las dos etapas sean complementarias, la información debe ser reunida, registrada y analizada de forma tal que pueda ser utilizada, en caso de proceso, por una jurisdicción nacional o, en su caso, internacional.

1. Amplitud de los actos de violencia

20. Es cierto que el pueblo rwandés ha sido víctima de varias matanzas, en particular en 1959, 1963, 1966, 1973, 1990, 1991, 1992 y 1993. Sin embargo, las que se llevan a cabo actualmente no tienen precedentes en la historia del país y ni siquiera en la de toda África. Se trata de matanzas de una amplitud sin igual en el espacio y en el tiempo.

21. Las atrocidades se han producido en todo el territorio nacional. Conviene sin embargo distinguir la zona gubernamental de la zona controlada por el FPR. En la primera, la mayoría de las matanzas han sido efectuadas por las milicias interahamwe ("los que atacan juntos") del Movimiento Republicano Nacional para la Democracia y el Desarrollo (MRND), y los impuzamugabmi ("los que tienen el mismo objetivo") de la Coalición para la Defensa de la República (CDR), y han estado dirigidas contra los tutsis y los hutus a quienes se considera moderados, es decir contra personas desarmadas y sin ninguna defensa. No faltan ejemplos descritos por testigos dignos de fe. Baste mencionar unos cuantos: en Butare, se ha dado muerte y se ha mutilado a varios miles de personas; en Gisenyi, miles de tutsis sufrieron la misma suerte, y se afirma que algunos fueron enterrados vivos en las fosas comunes del cementerio de la ciudad; y en la parroquia de Nyundo (prefectura de Kibuye), se ha dado muerte a más de 560 personas, entre las cuales 56 religiosos y religiosas y 11 auxiliares de apostolado; también se han perpetrado atrocidades en Kibuye, en particular en el estadio y en la parroquia; en Gikongo, barrio de Kigali, en un solo día, el domingo 10 de abril, la calle quedó cubierta de cadáveres a lo largo de un kilómetro; en Kiziguro, parroquia situada en la carretera entre Kabiro y Murambi, se descubrió una fosa común con varios centenares de cadáveres y algunos sobrevivientes que pedían auxilio. En Cyangugu se calcula que hasta el momento se ha dado muerte a más de 25.000 personas.

22. En la zona controlada por el FPR, los casos de matanzas son más bien raros y casi inexistentes, quizá porque son menos conocidos. Las autoridades gubernamentales acusan al FPR de haber dado muerte a varios miles de civiles. Según la declaración del Gobierno provisional rwandés en Ginebra, de 24 de mayo de 1994, los combatientes del FPR han perpetrado matanzas sistemáticas contra miembros de la etnia hutu, identificándolos como tales por sus tarjetas de identidad... En las zonas controladas por el FPR se ha dado muerte de manera salvaje a miles de personas que han sido enterradas en fosas comunes preparadas mucho tiempo antes de iniciarse las hostilidades. Sin embargo, ningún testimonio permite confirmar esas informaciones. A petición del Relator Especial, los oficiales superiores de las fuerzas armadas rwandesas han prometido presentar documentos al respecto. Se ha acusado al FPR de secuestrar a personas en los campamentos de desplazados para ejecutarlas. Este hecho, que puede explicar la falta de prisioneros de guerra, no ha podido ser establecido ni confirmado por otros testimonios. Cabe señalar que el FPR ha prometido presentar los prisioneros de guerra a los observadores de derechos humanos. Pero lo cierto es que el FPR es culpable de ejecuciones sumarias. Por ejemplo, el 9 de junio de 1994, algunos elementos del FPR ejecutaron a varios religiosos entre ellos dos obispos y el arzobispo de Kigali. Una operación de evacuación de tutsis, en

la parroquia de San Pablo, efectuada por el FPR el 16 de junio de 1994, tuvo por consecuencia la muerte de varias personas. Según el gobierno provisional, esas personas fueron ejecutadas por pertenecer a la etnia hutu. Los representantes del FPR responden a esas acusaciones que es posible que algunas personas hayan muerto en los combates, pero afirman que, en la intensidad de la acción, no había tiempo para distinguir entre hutus y tutsis y que esos actos no habían sido intencionales. Al día siguiente, en el ataque de un vehículo de la MINUAR, perdió la vida un observador militar y otro quedó gravemente herido. El 19 de junio de 1994, a pesar de tres precedentes lamentables y del llamamiento urgente hecho por el Relator Especial pidiendo que se evitara atacar los organismos humanitarios, un obús cayó nuevamente en el hospital del CICR dando muerte a una persona e hiriendo a varias otras.

23. Las matanzas no comenzaron el mismo día en todo el territorio rwandés. Como podría esperarse, los incidentes comenzaron en Kigali la noche del 6 al 7 de abril al ser asesinados la Primera Ministra Sra. Agathe Uwilingiyimana, el Presidente de la Corte Suprema Joseph Kavaruganda, algunos miembros del Gobierno y diez nacionales belgas miembros de la MINUAR. En cambio, en Butare y Cyangugu se mantuvo la calma durante más de una semana y sólo se inició el ciclo de violencia al revocarse a los prefectos que fueron reemplazados por hutus extremistas. Según testimonios concordantes y dignos de fe, el nuevo Presidente de la República viajó a Butare para exhortar a la población hutu a que procediera a las matanzas. En Cyangugu, a pesar del retraso antes mencionado, el número de víctimas de las matanzas ascendía el 20 de abril, según algunos testimonios, a unas 15.000 personas. Se afirma que los militares han cerrado todas las vías de comunicación que llevan al Zaire para impedir a los sobrevivientes que se escapan y que el prefecto dice haber recibido órdenes de "autoridades superiores" en tal sentido. Esas matanzas han continuado sin interrupción hasta el día de hoy. Se ha llevado a cabo una verdadera caza de seres humanos casa por casa, familia por familia, colina por colina, y los milicianos no titubean en atacar a las personas que se encuentran en los campamentos de desplazados. Por ejemplo, el 14 de junio de 1994 secuestraron a 40 jóvenes, y el 17 de junio, de no ser por la intervención decidida de la MINUAR, se hubiera producido una nueva matanza en el hotel "Milles collines", al cual había entrado un grupo de milicianos armados.

24. En total, el número de personas a las que se ha dado muerte en todo el territorio se calcula en centenares de miles, entre 200.000 y 500.000. Esta cifra es seguramente inferior a la realidad. Algunos observadores sostienen que el número de víctimas se acerca a un millón. No es seguro que pueda determinarse alguna vez el número exacto de víctimas. Por el contrario, lo que resulta absolutamente seguro, es que la comunidad internacional asiste a una tragedia humana que parece haber sido bien organizada.

2. Características de los actos de violencia

25. Las matanzas resultan tanto más horribles y aterradoras puesto que son programadas, sistemáticas y atroces.

26. Las matanzas parecen haber sido programadas. Esta comprobación resulta de una serie de indicios. El primero de la campaña de exhortación al odio étnico y a la violencia organizada a que se han dedicado los medios de información del Gobierno o próximos a él, tales como la radio rwandesa, y sobre todo la "Radio Televisión Libre de Milles Collines" (RTLm). El segundo indicio es la distribución de armas a la población civil y en particular a los milicianos. Esta distribución de armas fue condenada en cartas pastorales por el obispo y los sacerdotes de la diócesis de Nyundo de diciembre de 1993. Además, se afirma que los milicianos se entrenaron intensamente en los locales militares de noviembre de 1993 a marzo de 1994. A esto se añade el terror que siembran los milicianos así como el asesinato de personalidades políticas. El tercer indicio es la rapidez excepcional con la cual se iniciaron los hechos después de la muerte del Presidente rwandés: el "gobierno provisional" se constituyó sólo unas horas después del accidente, según una fuente internacional digna de fe. Además, se levantaron barricadas entre 30 y 45 minutos después del accidente del avión y antes de que la noticia se hubiera anunciado en la radio nacional. Un testigo fidedigno cuenta que 45 minutos después de la explosión, la carretera que va del hotel Méridien al estadio Amahoro estaba controlada por militares y civiles que lo sometieron a dos controles. Los oficiales superiores del estado mayor que se han entrevistado con el Relator Especial reconocen los hechos pero les encuentran una justificación: el Presidente Habyarimana era tan popular que su asesinato por el FPR provocó la cólera del pueblo y de elementos de las fuerzas armadas. En fin, el cuarto indicio, es que existen listas en las cuales figuran los nombres de las personas que deben ser ejecutadas. Al parecer varios dirigentes de la oposición que figuraban en esas listas han sido asesinados.

27. Las matanzas tienen un carácter sistemático. Han quedado decimadas familias enteras, abuelos, padres, hijos. No escapa nadie, ni siquiera los recién nacidos. Todavía más revelador es que se persigue a las víctimas hasta su último refugio para darles muerte. Así ocurre en las parroquias, y sobre todo en las iglesias, que antes servían de refugio a los tutsis, pero que se han convertido en el escenario de su holocausto. Lo mismo pasa en los escondites en los techos o en los rincones de las casas o en los bosques, donde los agresores provocan incendios para asegurarse de que no dejarán a nadie con vida detrás de ellos. Lo mismo sucede también en las fronteras, que se han cerrado para impedir a los tutsis pasar a los países vecinos. En el tercer período extraordinario de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos, el representante de Médecins sans frontières dio un ejemplo típico que vale la pena citar:

"A 700 m de la frontera de Burundi, se vio a 80 personas que corrían hacia la frontera ("como ganado") perseguidas por un grupo de milicianos armados de machetes; una persona fue muerta a machetazos delante de nosotros. Las demás consiguieron llegar a la frontera pero desgraciadamente las estaba esperando un grupo de milicianos. Menos de diez personas consiguieron pasar la frontera, las demás fueron asesinadas a machetazos." (Fines de abril de 1994.)

28. Las matanzas se llevan a cabo en condiciones atroces, horriblemente crueles, precedidas de torturas u otros tratos crueles, inhumanos y degradantes. En general se ataca a las víctimas con machetes, hachas, garrotes, mazas, palos o barras de hierro. Los verdugos llegan al extremo de cortar sucesivamente los dedos, las manos, los brazos y las piernas antes de cortar la cabeza o de partir el cráneo a las víctimas. Los testigos cuentan que no es raro que las víctimas supliquen a sus verdugos o les propongan darles dinero para ser ejecutadas a balazos y no a machetazos. También se ha señalado que, cuando los tutsis están encerrados en una sala o en una iglesia que los milicianos no consiguen abrir, los militares les prestan ayuda: destrozan las puertas, lanzan granadas en la sala y dejan que los milicianos acaben el trabajo. La barbarie no perdona a los niños de los orfanatos ni a los heridos de los hospitales, que son secuestrados y asesinados o rematados. Se obliga a las madres a atacar a sus hijos, y los empleados hutus que trabajan para Médecins sans frontières (Butare, fines de abril de 1994) fueron obligados a dar muerte a sus colegas tutsis. Los que tuvieron el valor de negarse a hacerlo fueron asesinados. Se ha señalado inclusive que los verdugos, después de ejecutar a sus víctimas en medio de la calle, delante de todo el mundo, las cortan en pedazos y algunos se sientan junto a los cadáveres para beber una cerveza mientras los prisioneros vienen a recoger los restos.

B. Los otros hechos

29. Los hechos antes descritos son consecuencias directas y conjuntas tanto de la guerra como de las matanzas. Los han contado las personas que han tenido la suerte de sobrevivir a las matanzas y siguen luchando para mantenerse en vida. Estos hechos provocan la inseguridad y el éxodo.

1. La inseguridad

30. En todo el territorio rwandés reina una inseguridad total que comprende tres aspectos estrechamente vinculados entre sí.

31. El primer aspecto, inmediatamente perceptible, es la dimensión física y moral que permite a los raros sobrevivientes de las matanzas que mantengan, por instinto, su integridad física y moral. En efecto, los sobrevivientes corren peligro de encontrarse con una u otra de las partes del conflicto, las fuerzas armadas rwandesas, los milicianos o, por el contrario, el FPR. Es verdad que el hecho de pertenecer a una etnia o a un grupo político puede librarlos del peligro, cuando los hutus se encuentran con las fuerzas armadas rwandesas o los milicianos, o cuando los tutsis o los hutus moderados se encuentran con soldados del FPR, pero esto no significa ninguna garantía de supervivencia, puesto que los tiros de obuses y morteros en plena ciudad no distinguen entre los campamentos militares y las viviendas de los civiles. Peor aún, no parece que se haya tomado ninguna precaución para evitar que los tiros no alcancen los locales de los organismos humanitarios. El obús que cayó el 19 de julio de 1994 en el hospital del CICR, dando muerte a un miembro del personal e hiriendo a varias otras personas, representa un ejemplo elocuente. El FPR, responsable de ese hecho, justifica su posición diciendo que las fuerzas armadas rwandesas se protegen detrás de dicho hospital para atacar a sus tropas -argumento que afecta necesariamente la moral de los sobrevivientes. También se ha atacado a otros organismos, tales como la MINUAR.

32. El segundo aspecto es la inseguridad alimentaria. El hambre está a las puertas de Rwanda. Grandes partes del territorio parecen enteramente abandonadas. Por ejemplo, a lo largo de las rutas que van de Kigali a Byumba o a la frontera con Uganda en Kagitumba, la mayoría de las aldeas se hallan desiertas y no se han cosechado los cultivos. La amenaza del hambre es real, sobre todo en las regiones al sur del país, que además han sido víctimas de una sequía. El Relator Especial ha recibido informaciones según las cuales, en los campos de desplazados de Rwanda, han fallecido algunas personas debido a la malnutrición, a pesar de todos los esfuerzos de las organizaciones internacionales de asistencia humanitaria.

33. El tercer aspecto es la inseguridad sanitaria o, más precisamente, la insalubridad. Muchos observadores han puesto de relieve el riesgo de que se produzcan epidemias provocadas por los cadáveres que se pudren al aire libre o que han sido arrojados a los ríos y pueden contaminar las aguas. Las condiciones precarias de existencia, el estado de debilidad de muchas personas, entre ellas las desplazadas, hacen que la población sea más vulnerable a las enfermedades. Tampoco debe olvidarse que Rwanda tiene una de las tasas más elevadas del mundo de infecciones del virus del SIDA. Se han organizado campañas de vacunación en los campamentos de desplazados. Los locales médicos en actividad no bastan para prestar los cuidados necesarios. El Relator Especial visitó el hospital del CICR en Kigali y quedó muy impresionado por la dedicación y la abnegación del personal médico, así como por la inmensidad de la obra cumplida.

2. El éxodo

34. El conflicto rwandés ha tenido por consecuencia un éxodo sin precedentes en la historia de este pequeño país. El éxodo es tanto más impresionante que entraña un doble aspecto, uno de ellos interno se refiere a las personas desplazadas y el otro, externo, a los refugiados.

35. Las hostilidades entre las fuerzas del "gobierno provisional" y las del FPR, y sobre todo el temor de las matanzas, han provocado movimientos en masa de población en el interior mismo del país. Se afirma que más de 2 millones de personas han abandonado su colina de origen para dirigirse a otras regiones donde se sienten más seguras. Con la evolución del conflicto y el avance del FPR, buena parte de la población se desplaza de manera incesante, huyendo de los combates. El avance militar del FPR hacia el sudoeste, y la ola de personas desplazadas que va a provocar ese movimiento, podrían hacer que la situación en toda la región se volviera particularmente explosiva. Se calcula que hasta 2 millones de personas pueden haber quedado atrapadas en este momento entre la línea del frente y las fronteras con Burundi y el Zaire, que están cerradas a los refugiados rwandeses. Otras personas se encuentran en lugares de los cuales no pueden salir por temor a las matanzas. Aunque no se les retenga por la fuerza, en realidad son rehenes del conflicto. Estas personas se encuentran en distintos lugares, tanto en la capital como en otras ciudades y regiones del país. Durante su estancia, el Relator Especial visitó varios centros de personas desplazadas, en particular el estadio Amahoro, el hospital Rey Feisal y un campamento instalado en el aeropuerto de Kigali. Esos centros, así como otros locales, están protegidos

por la MINUAR, y las diversas organizaciones de asistencia humanitaria llevan a cabo esfuerzos enormes por mejorar su situación que, sin embargo, sigue siendo en extremo precaria.

36. Las hostilidades y sobre todo las matanzas han obligado a muchos otros rwandeses a dejar su país para refugiarse en los Estados vecinos. El Zaire ha acogido a más de 50.000 refugiados en las regiones de Kivu meridional y de Bukavu. Un número considerable de esos refugiados son burundianos que se habían refugiado en Rwanda cuando los violentos acontecimientos ocurridos en Burundi en octubre y noviembre de 1993. Burundi ha acogido a más de 85.000 refugiados en los campamentos situados sobre todo en las regiones de Ngozi y Kirundo. Tanzania es el país que ha recibido el mayor número de refugiados, unos 410.000, de los cuales 330.000 sólo en el campamento de Benaco, que se ha convertido así en el más grande campamento de refugiados del mundo. El total de refugiados asciende a casi un millón de personas. Esta corriente importante de refugiados plantea también serios problemas a los países que los reciben, que corren peligro debido no sólo a la sobrepoblación y a la inseguridad provocada por la presencia de los recién llegados, sino también a la posibilidad de que se transfieran a su territorio las tensiones políticas y étnicas que oponen los tutsis a los hutus. Ese riesgo es importante en el Zaire, pero sobre todo en Burundi, donde existen esos mismos grupos. Además, en esos países deben celebrarse próximamente elecciones.

37. Los propios refugiados no están al abrigo de la inseguridad debido justamente a que los problemas de Rwanda se han trasladado a los campamentos. Durante su visita a varios campamentos situados en la región de Kivu meridional, en el Zaire, se informó al Relator Especial que varios de estos campamentos servían de base de entrenamiento para las milicias. Se han señalado asimismo casos de asesinatos, torturas y desapariciones. En el campamento de Luvundi, cerca de la frontera rwandesa, se comprobó la tensión existente entre refugiados hutus y los tutsis cuando dos funcionarios internacionales, respectivamente de nacionalidad senegalesa y maliense fueron agredidos verbalmente y acusados de ser espías tutsis. El propio Relator Especial fue interpelado en varias ocasiones por personas a causa de su nacionalidad.

38. La situación es todavía más explosiva e inquietante en el campamento de Benaco, en Tanzania. Entre el 28 y el 29 de abril de 1994, unas 250.000 personas atravesaron la frontera rwandesa para dirigirse al distrito de Ngara, en Tanzania. La gran mayoría eran rwandeses de origen étnico hutu que huían del avance del FPR en el este de Rwanda. Como consecuencia de este flujo sin precedentes el ACNUR creó el campamento de Benaco, donde actualmente residen más de 330.000 personas a unos 17 km de la frontera rwandesa.

39. Se ha comprobado que subsisten en ese campamento las mismas estructuras de organización de las poblaciones que en Rwanda y es de temer que las milicias de los partidos lleven a cabo sus actividades. En efecto, muy pronto los responsables del campamento se dieron cuenta que entre las personas recibidas se encontraban individuos acusados de haber organizado las matanzas en Rwanda, o por lo menos haber participado en ellas.

Algunos testigos los habían reconocido. Catorce de esas personas, a quienes se sospechaba de haber participado en las matanzas, y que al parecer temían por su propia vida, aceptaron ser detenidas bajo la protección de la policía tanzaniana. Sin embargo, el 15 de junio de 1994, esos 14 sospechosos fueron puestos en libertad por la policía tanzaniana a condición de que no volvieran a Benaco, pero no cumplieron con su palabra. El ACNUR intentó hacerlos salir nuevamente del campamento y esto tuvo por consecuencia disturbios en los que participaron más de 5.000 personas, que manifestaron violentamente y amenazaron a los empleados de las organizaciones humanitarias con hacerlos correr la suerte de los diez cascos azules belgas que habían sido torturados y mutilados antes de ser ejecutados en Kigali. Se señala que en Benaco se han cometido asesinatos, algunos de los cuales parecen deberse a razones políticas.

40. Varios observadores con los que se entrevistó el Relator Especial estiman que, debido a su carácter planificado y bien organizado, la marea humana que tuvo por consecuencia la creación de Benaco, parece ser una retirada estratégica de los milicianos responsables de las matanzas ocurridas en Rwanda y de sus asociados. Se ha expresado el temor de que el campamento sirva a las milicias de la retaguardia para efectuar incursiones en el territorio rwandés permitiéndoles así continuar sus violaciones de los derechos humanos.

III. VIOLACIONES DE LOS DERECHOS HUMANOS

41. Los hechos que figuran a continuación constituyen sin duda violaciones graves y masivas de los derechos humanos. Se trata de saber cuál es el carácter que revisten estas violaciones, cuáles son sus causas y quiénes son sus autores.

A. El carácter

42. Los hechos incriminados tienen un carácter triple: un genocidio resultante de las matanzas de tutsis, asesinatos políticos de hutus, y diversas violaciones de los derechos humanos.

1. El genocidio de los tutsi

43. Eminentes personalidades, entre ellas el Secretario General de las Naciones Unidas, no han vacilado en calificar de genocidio la matanza de tutsis. Se debe verificar, teniendo en cuenta los hechos, la pertinencia de esta calificación.

44. El artículo II de la Convención para la Prevención y la Sanción del Delito de Genocidio, de 9 de diciembre de 1948, declara que "se entiende por genocidio cualquiera de los actos mencionados a continuación, perpetrados con la intención de destruir, total o parcialmente, a un grupo nacional, étnico, racial o religioso, como tal:

- a) matanza de miembros del grupo;
- b) lesión grave a la integridad física o mental de los miembros del grupo;
- c) sometimiento intencional del grupo a condiciones de existencia que hayan de acarrear su destrucción física, total o parcial;
- d) medidas destinadas a impedir los nacimientos en el seno del grupo;
- e) traslado por fuerza de niños del grupo a otro grupo".

45. De esta definición se desprenden tres elementos constitutivos del genocidio, que podrían esquematizarse de la manera siguiente:

- i) un acto criminal,
- ii) "con la intención... de destruir, total o parcialmente",
- iii) de un grupo determinado y enfocado "como tal".

46. La primera condición no parece dar lugar a dudas con respecto a las matanzas perpetradas (II a)) ni a los tratos crueles, inhumanos o degradantes (II b)). La segunda no es más difícil de cumplir, pues la intención clara e inequívoca se encuentra en los llamamientos incessantes al asesinato lanzados por los medios de información (en particular el RTLM) y transcritos en libelos. De no ser así, la intención podría haberse deducido de los propios hechos, a partir de un conjunto de índices concordantes: preparación de las matanzas (distribución de armas de fuego y entrenamiento de los milicianos), muchos tutsi asesinados y resultado de la puesta en práctica de una política de destrucción de los tutsi. En cambio, la tercera condición, que exige que el grupo étnico sea el blanco de los ataques por su calidad de tal, plantea problemas debido a que los tutsis no son las únicas víctimas de las matanzas, pues también figuran entre ellas los hutus moderados. Sin embargo, el problema es sólo aparente, y ello por dos razones: en primer lugar, muchos testimonios revelan que las clasificaciones efectuadas para la verificación de identidad en los puntos de control apuntan esencialmente a los tutsis. Luego, y sobre todo, el enemigo principal, asimilado al FPR, sigue siendo el tutsi que es el inyenzi, es decir, "la cucaracha" que se debe aplastar a todo precio. El hutu moderado es solamente seguidor del enemigo principal, y es blanco de las agresiones únicamente en calidad de traidor a su grupo, al que se atreve a oponerse.

47. Existe un documento procedente del Estado Mayor del ejército de Rwanda de fecha 21 de diciembre de 1992, que distingue bien al enemigo principal de su seguidor y que encargaba a la jerarquía militar de "difundir ampliamente esta distinción". Según los términos de este documento, el primero "es el tutsi del interior o del exterior, extremista y nostálgico del poder, que nunca ha reconocido ni reconoce todavía las realidades de la revolución social de 1959, y que desea conquistar el poder en Rwanda por todos los medios, incluidas las armas". El segundo, es "toda persona que preste cualquier tipo

de apoyo al enemigo principal". Además, el seguidor puede ser rwandés o extranjero. Existen algunos documentos que confirman esta distinción y que prueban que los hutus moderados son asesinados por su calidad de asociados o seguidores de los tutsis.

48. Así, están reunidas las condiciones prescritas por la Convención de 1948 y Rwanda, que se adhirió a dicha Convención el 16 de abril de 1976, está obligada a respetar sus principios, que se hubieran impuesto aun fuera de todo vínculo convencional, pues han adquirido valor consuetudinario. A juicio del Relator Especial, la calificación de genocidio debe ser mantenida desde ahora en lo que se refiere a los tutsis. Es otra cosa el caso del asesinato de los hutus.

2. El asesinato de los hutus

49. Miembros del grupo étnico hutu, como ya se ha indicado, son igualmente víctimas de las matanzas. Sin embargo, cabe hacer una distinción en esta etapa. Por una parte, hay hutus moderados, entre los que, por extensión, se incluye a ciertos extranjeros como los belgas, y que comprenden esencialmente los opositores políticos y los militantes de derechos humanos. Constituyen el blanco especialmente designado por los elementos de las fuerzas armadas gubernamentales y los milicianos. Por otra parte, existen los hutus extremistas, compuestos sobre todo de milicianos, que serían víctimas, por simple denuncia, de ejecuciones en las zonas controladas por el FPR.

50. Estos actos constituyen asesinatos y, más concretamente, asesinatos políticos que atentan contra el derecho a la vida, que es un derecho fundamental consagrado en numerosos instrumentos internacionales.

51. Para no citar todas estas convenciones, se mencionarán dos, cuyas disposiciones pertinentes obligan al Estado rwandés, puesto que se ha adherido a ellas. Son el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos, de 16 de diciembre de 1966, y la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos, de 28 de junio de 1981. Los asesinatos políticos constituyen una violación flagrante de los instrumentos citados. Debe precisarse que el derecho a la vida es un derecho fundamental, que existe "fuera de todo vínculo convencional", y cuyo respeto se impone en toda circunstancia.

3. Otras violaciones

52. Algunos otros derechos no menos importantes son también objeto de violaciones graves cometidas por las partes en el conflicto. Estos derechos violados se refieren tanto a los derechos humanos en stricto sensu como al derecho internacional humanitario.

53. En conjunción con el derecho a la vida, los otros derechos lesionados son bastante diversos. Nos limitaremos a mencionar, como ejemplo: el derecho a la integridad física y moral, que prohíbe la tortura y otros tratos crueles, inhumanos o degradantes, consagrado por numerosos instrumentos jurídicos internacionales, en especial el Pacto Internacional de Derechos Civiles

y Políticos y la Carta Africana de Derechos Humanos y de los Pueblos. Cabe recordar que este derecho constituye igualmente un derecho fundamental que se debe respetar en toda circunstancia; el principio de no discriminación o derecho a la igualdad de trato y la libertad de circulación, dos derechos consagrados por las Convenciones citadas; el derecho de los refugiados regido por los instrumentos internacionales relativos al estatuto de los refugiados, entre ellos la Convención de 28 de julio de 1951, en la que Rwanda es Parte.

54. El derecho internacional humanitario no es tampoco más respetado. Muchos de los hechos incriminados, tales como el homicidio, los asesinatos políticos, la ejecución de rehenes y otros actos inhumanos cometidos contra las poblaciones civiles o militares desarmados por las fuerzas armadas de ambas partes en el conflicto constituyen crímenes de guerra que violan abiertamente los cuatro Convenios de Ginebra de 12 de agosto de 1949, ratificados por Rwanda, y su artículo 3 común. Conviene observar, en este momento, que el FPR ha declarado al CICR que se considera obligado por los Convenios de Ginebra y sus Protocolos Adicionales. Además, los asesinatos y otros actos inhumanos cometidos contra poblaciones civiles así como las persecuciones por motivos políticos relacionados con los crímenes de guerra constituyen crímenes contra la humanidad.

B. Las causas

55. Las causas de las violaciones de los derechos humanos en Rwanda son de orden diverso: económico, social, político, cultural, etc., de las que se conservarán tres que son inmediatamente perceptibles y representativas de la situación actual. Se trata del rechazo de la alternancia política, la incitación al odio y a la violencia y la impunidad.

1. El rechazo de la alternancia política

56. El rechazo de la alternancia política, que caracteriza al Africa negra de habla francesa en general, adquiere en Rwanda una característica especial que se distingue por un fuerte matiz étnico. En efecto, los acontecimientos que se desarrollan en el país no son de carácter étnico sino más bien político: se trata de la conquista del poder político o, más precisamente, de que se mantengan en el poder representantes de un grupo étnico, en otro tiempo dominado, que utilizan todos los medios para lograr sus fines y principalmente la eliminación del grupo étnico adverso, así como de los que son de su propio grupo y se les oponen políticamente. Desde este punto de vista, la imagen citada del enemigo principal y su seguidor es bastante reveladora. La resistencia a los acuerdos de paz de Arusha de 4 de agosto de 1993 es una señal que tiende también a atestiguar el rechazo de una simple participación en el poder político o de la simple cohabitación política.

57. El rechazo de la alternancia política nos lleva así a la ausencia de un Estado de derecho. El Estado de derecho garantiza la alternancia política. Y ambos constituyen requisitos elementales de la democracia pluralista. En Rwanda el Estado de derecho ha sido sustituido por el estado de violencia, que es el del enfrentamiento. Así, se exime de las normas de la legalidad que manda la democracia y que postulan el respeto de la ley. Se pasa de la

64. En este contexto, el ataque contra el avión presidencial debe ser examinado por el Relator Especial en la medida en que pueda tener relación entre los que lo comandaron y los responsables de las matanzas. Se deben aclarar las circunstancias precisas del asesinato de los miembros moderados del "gobierno provisional", incluido el Primer Ministro, y de los diez soldados belgas. Los vínculos entre las milicias de los partidos políticos, particularmente el interahamwe, la guardia presidencial, las fuerzas armadas rwandesas y la gendarmería, deben también ser examinadas para determinar las cadenas de mando y las responsabilidades individuales. A la luz de esta investigación el Relator Especial podrá hacer recomendaciones pertinentes a la Comisión de Derechos Humanos.

65. La responsabilidad del "gobierno provisional" rwandés está plenamente comprometida teniendo en cuenta que ha renunciado a poner en práctica medidas eficaces destinadas a impedir las violaciones de los derechos humanos y del derecho internacional humanitario, incluido el genocidio. Desde el comienzo de las atrocidades, los dirigentes rwandeses han sostenido que las matanzas no cesarían sino cuando termine el conflicto armado. Durante la conversación que el Relator Especial celebró durante su misión con el Jefe del Estado Mayor de las Fuerzas Armadas rwandesas, este último le explicó que las autoridades rwandesas podrían hacer un llamamiento a las poblaciones para que pusieran fin a las exacciones, y que las poblaciones los escucharían, pero que la celebración de un acuerdo de cesación del fuego era una condición previa para tal llamamiento.

IV. RECOMENDACIONES

66. Las recomendaciones del Relator Especial, que tienen debidamente en cuenta la situación de urgencia que reina en Rwanda, son de dos tipos: medidas inmediatas y medidas a corto y mediano plazo.

A. Medidas inmediatas

I.

67. Las Naciones Unidas deberían:

Exigir a las partes en conflicto que cesen inmediatamente la guerra, así como el genocidio y demás violaciones graves y masivas de los derechos humanos perpetradas en Rwanda. El cese de las hostilidades debería ser incondicional y debería concernir indistintamente a las matanzas y a los hechos de guerra;

Hacer un llamamiento, para ello, a la conciencia y a la responsabilidad personal de las autoridades dirigentes de las partes en conflicto.

II.

68. Las Naciones Unidas deberían invitar a los dirigentes de las partes en conflicto a:

Hacer un llamamiento urgente y solemne a sus tropas, a las milicias y a la población civil armada, para exigir que cesen inmediatamente las matanzas, bajo pena de sanciones graves y efectivas;

Adoptar medidas concretas con miras a desarmar a las milicias y a la población civil armada. Este desarme debería hacerse bajo el control de una fuerza internacional neutral que podría ser la MINUAR II reforzada por elementos procedentes de miembros de la Organización de la Unidad Africana (OUA) y de cuyas tropas convendría hacer posible un despliegue rápido y completo;

Disolver las milicias armadas y las organizaciones similares.

III.

69. Las Naciones Unidas deberían exigir a las autoridades gubernamentales que:

Hicieran igualmente un llamamiento solemne y urgente a los dirigentes de los medios de comunicación, y en particular a la Radio-Televisión Libre de las Mil Colinas, para que pongan inmediatamente fin a la guerra mediática;

Adopten las medidas apropiadas para prohibir toda campaña y rumor que puedan incitar al odio racial y a la violencia, bajo pena de sanciones graves.

IV.

70. Las Naciones Unidas deberían:

Condenar solemnemente el genocidio perpetrado en Rwanda insistiendo en el carácter horrible, abominable e inaceptable de tales actos;

Informar a los autores de que, una vez identificados, tendrán que responder de sus acciones y omisiones ante los órganos competentes y en cualquier lugar del planeta en que se encuentren;

Pedir a los Estados que han concedido asilo u otro tipo de refugio a las personas implicadas en las matanzas que adopten las medidas apropiadas para que no escapen a la justicia.

V.

71. Las Naciones Unidas deberían, en colaboración con la OUA, adoptar las medidas apropiadas para garantizar la protección de los huérfanos, las personas desplazadas y los refugiados:

Creando un centro de acogida u orfanato destinado a recibir a los huérfanos con objeto de ponerlos al abrigo de todo peligro, ofrecerles condiciones de vida decentes y encargarse de su educación. Este centro se financiaría mediante un fondo especial de solidaridad, sostenido por los Estados miembros y gestionado por un comité cuyo estatuto y funcionamiento quedan por determinar;

Garantizando que los derechos de los refugiados y de las personas desplazadas sean respetados, particularmente en lo que concierne a su seguridad y condiciones de vida, recordando al mismo tiempo a éstos que tienen también obligaciones, en particular con respecto a los Estados que los acogen, y que deben abstenerse de cualquier acto que pueda atentar contra las normas nacionales e internacionales;

Reforzando los medios del Alto Comisionado para los Refugiados a fin de que emprenda estudios con miras a determinar las condiciones de retorno de los refugiados y de las personas desplazadas a sus países o a sus colinas;

Creando ya zonas de paso que permitan a la población ponerse bajo la protección de las autoridades de su elección.

B. Medidas a corto y mediano plazo

I.

72. Las Naciones Unidas, en colaboración con la OUA, deberían adoptar disposiciones apropiadas para:

Llevar las partes en el conflicto a negociar de buena fe, y teniendo debidamente en cuenta a los acuerdos de Arusha de 4 de agosto de 1993, las condiciones de la paz, de la transición democrática, de la reconciliación y de la unidad nacionales;

Hacer un llamamiento a las partes para que apliquen de buena fe los acuerdos concertados. Los acuerdos no deberían en modo alguno consagrar, so pretexto de arreglos políticos, la impunidad de los autores de genocidio y de otros crímenes de lesa humanidad. Al contrario, deben prever mecanismos que permitan efectivamente sancionar a los autores. Esta es una de las condiciones de la reconciliación y la unidad nacionales.

II.

73. Las Naciones Unidas deberían velar por que la transición democrática conduzca a elecciones libres y regulares sobre la base de una constitución que cree instituciones nacionales y democráticas, teniendo debidamente en cuenta los intereses legítimos de las comunidades interesadas dentro de la perspectiva de una verdadera integración nacional.

III.

74. Las Naciones Unidas, en el marco de las negociaciones de los acuerdos de paz, deberían:

Insistir en la necesidad de la reconciliación y la unidad nacionales. A este respecto, la nueva constitución debería prever disposiciones apropiadas que prohíban y repriman severamente los actos que inciten al odio étnico y a la violencia. En ningún documento oficial, tarjeta de identidad nacional, permiso de conducir, libro de familia o cualquier otro documento debería mencionarse la pertenencia étnica. Debería prohibirse todo partido o asociación de base étnica;

Asumir la iniciativa de crear, o contribuir a crear, una emisora de radio que emita programas en francés y en kinyarwanda, encargada de velar por la educación en los derechos humanos y en el respeto escrupuloso de la dignidad humana. Las modalidades de financiamiento y gestión de esa emisora serían las mismas que las del orfanato antes citado.

IV.

75. Las Naciones Unidas deberían crear, hasta que se forme una jurisdicción penal internacional permanente, una jurisdicción internacional especial encargada de conocer de los hechos y juzgar a los culpables y, a falta de ésta, ampliar el ámbito de competencia del tribunal penal internacional para los crímenes de guerra cometidos en la antigua Yugoslavia.

V.

76. Las Naciones Unidas deberían enviar sobre el terreno un equipo reforzado de observadores de los derechos humanos, guiados por un coordinador de alto nivel que depende del Relator Especial.
